



Rapport Annuel | 2004

AGFA 

| see more | do more |

Chiffres clés

MILLIONS D'EUROS	2004	2003	2002	2001	2000
Chiffre d'affaires	3.762	4.215	4.683	4.911	5.260
évolution par rapport à l'année précédente	(10,7)%	(10,0)%	(4,6)%	(6,6)%	11,2%
Graphic Systems	1.673	1.622	1.813	1.890	2.065
Part du chiffre d'affaires du Groupe	44,5%	38,5%	38,7%	38,5%	39,3%
Technical Imaging ¹	-	1.723	1.822	1.823	1.708
Part du chiffre d'affaires du Groupe	-	40,9%	38,9%	37,1%	32,5%
HealthCare	1.361	1.408	-	-	-
Part du chiffre d'affaires du Groupe	36,2%	33,4%	-	-	-
Specialty Products	129	315	-	-	-
Part du chiffre d'affaires du Groupe	3,4%	7,5%	-	-	-
Consumer Imaging (cédé en 2004)	599	870	1.048	1.198	1.487
Part du chiffre d'affaires du Groupe	15,9%	20,6%	22,4%	24,4%	28,3%
Bénéfice brut	1.497	1.766	1.978	1.792	2.089
Frais de restructuration et dépendances non récurrentes	(109)	(87)	(78)	(524)	(126)
Résultat d'exploitation	(127) ²	528 ³	393	(264)	401
Résultat hors exploitation	(56)	(71)	(97)	(120)	(130)
Impôts sur les résultats	39	(135)	(99)	133	(96)
Intérêts minoritaires et part des sociétés associées	1	1	(3)	(37)	(6)
Résultat net (part du Groupe)	(143)	323	194	(288)	169
Flux de trésorerie					
Flux de trésorerie bruts d'exploitation	246	393	482	226	526
Flux de trésorerie nets d'exploitation	305	522	611	738	436
Bilan au 31 décembre					
Fonds propres	1.080	1.371	1.383	1.267	1.570
Dette financière nette	193	233	573	842	1.147
Fonds de roulement net ⁴	850	1.642	1.598	1.672	1.869
Actif total	3.356	3.839	4.159	4.527	5.070
Données par titre (en euros)					
Bénéfice par titre (résultat net)	(1,14)	2,44	1,39	(2,06)	1,21
Flux de trésorerie nets d'exploitation par titre	2,42	3,95	4,38	5,27	3,11
Dividende brut	0,60	0,75 ⁵	0,50	0,23	0,45
Nombre moyen pondéré de titres ordinaires	126.008.540	132.045.438	139.611.425	139.927.261	140.000.000
Nombre de salariés					
Equivalents temps plein permanent à la fin de l'exercice	14.387	17.340	19.341	21.038	21.946

(1) jusqu'en fin 2003, HealthCare, Non-Destructive Testing (cédé fin 2003) et Specialty Products étaient réunis au sein du Business Segment Technical Imaging

(2) y compris une moins-value de 312 millions d'euros due à la cession de Consumer Imaging et Monotype

(3) y compris une plus-value de 231 millions d'euros générée par la cession de Non-Destructive Testing

(4) actifs circulants minorés du passif exigible à court terme

(5) y compris un dividende extraordinaire de 25 eurocents lié à la cession de Non-Destructive Testing

Profil de la société

Le groupe Agfa-Gevaert développe, produit et distribue une large gamme de systèmes d'imagerie analogiques et numériques et de solutions IT, principalement destinés à l'industrie graphique et au secteur des soins de santé.

Réseau global de production et de vente

Le siège et la maison mère de la société sont installés à Mortsel, en Belgique. Afin de répondre au mieux aux besoins spécifiques de chaque marché, Agfa dispose d'usines de production aux quatre coins de la planète. Les principaux centres de production et de recherche sont implantés en Belgique, aux États-Unis, en Allemagne et en Chine.

Les produits et solutions d'Agfa sont commercialisés à l'échelle mondiale par une quarantaine d'organisations de vente, groupées en quatre régions : Europe, ALENA, Amérique latine et Asie/Océanie/Afrique. Les pays dans lesquels Agfa ne dispose pas d'une organisation de vente propre sont desservis par un réseau d'agents et de représentants.

Activités

Agfa se compose de deux business groups, Graphic Systems et HealthCare, et d'une business unit, Specialty Products. Les business groups sont responsables du développement, du marketing et de la vente des produits dans le monde afin de proposer le meilleur service possible à leurs différents groupes de clients.

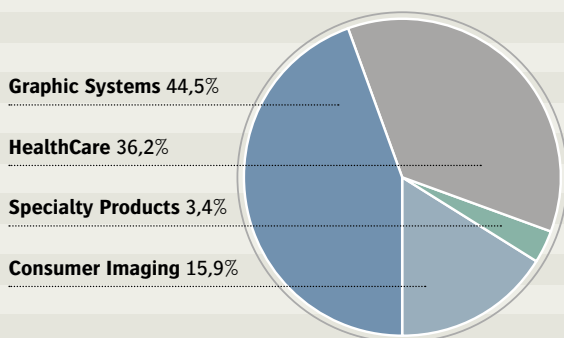
Graphic Systems

Agfa est le principal fournisseur au monde de solutions prépresse intégrées destinées aux différents marchés de l'impression et s'est récemment lancée sur le marché de l'impression jet d'encre industrielle. Le portefeuille de produits comprend les consommables, l'équipement et les logiciels. Le business group Graphic Systems est subdivisé en quatre business units.

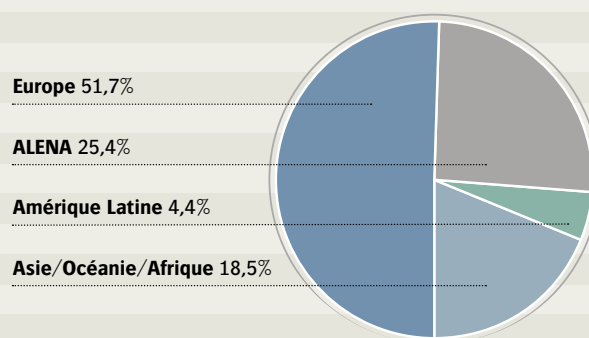
Commercial, Newspaper et Packaging Printing fournissent à leurs marchés respectifs des solutions prépresse novatrices et intégrées, et notamment des films graphiques, des plaques d'impression analogiques et numériques, et leurs produits chimiques et équipement de développement correspondants, des systèmes d'épreuve et des logiciels de gestion des flux de production, des projets et des couleurs. Agfa est leader du marché tant en parts, qu'en termes de technologie, dans le domaine du prépresse.

Industrial Inkjet fournit des systèmes d'impression rapides et grand format pour diverses applications d'impression industrielle nouvelles telles que les étiquettes, les présentoirs, les enseignes et les bannières pour l'intérieur comme pour l'extérieur, les reproductions artistiques et photographiques et les panneaux publicitaires.

Part du chiffre d'affaires du Groupe 2004
Par Business Group/Unit



Part du chiffre d'affaires du Groupe 2004
Par région



HealthCare

HealthCare fournit aux hôpitaux et aux centres de soins de santé des systèmes à la pointe de la technologie pour l'enregistrement, le traitement et la gestion des images diagnostiques, et des solutions IT qui intègrent données administratives dans les systèmes cliniques, et donc les informations diagnostiques, entre tous les services de l'hôpital. Ce business group est scindé en quatre business units:

Radiology Solutions se concentre sur les produits et systèmes destinés au service de radiologie, depuis les films radiographiques jusqu'aux réseaux d'information pour la gestion des images médicales et des données des patients.

Departmental Solutions élabore des solutions d'imagerie et d'information destinées à d'autres services hospitaliers, avec un accent tout particulier sur les spécialités telles que l'orthopédie, la cardiologie et la gynécologie.

Enterprise Solutions fournit des solutions IT couvrant la structure hospitalière tout entière.

Imaging Technologies développe des logiciels d'imagerie médicale et des outils ultramodernes de détection assistée par ordinateur.

Specialty Products

Specialty Products recouvre la production de consommables destinés à des secteurs d'activités spécifiques. Ses principaux produits sont les pellicules cinématographiques, les microfilms et les films pour les essais non destructifs.

Organisation interne

Le Comité exécutif est responsable pour la mise en œuvre de la stratégie du Groupe. Il est assisté dans sa tâche par les départements corporate. Les départements de service centraux (Production, Logistics, R&D, HR et IT) sont chargés de fournir à l'échelle mondiale des services adéquats, en temps et en heure et à des prix compétitifs, aux business groups et aux départements corporate.

Faits marquants

- | | |
|------|---|
| 1867 | Fondation d'AGFA (Aktiengesellschaft für Anilinfabrikation), société spécialisée dans les colorants, à Berlin |
| 1894 | Fondation de L. Gevaert & Cie., à Anvers, spécialiste du papier photo |
| 1953 | Agfa devient une filiale à 100% de Bayer |
| 1964 | Fusion des entreprises Agfa et Gevaert |
| 1981 | Agfa-Gevaert devient une filiale en propriété exclusive de Bayer |
| 1999 | Offre publique de vente - L'entreprise est cotée en Bourse à Bruxelles et à Francfort |
| 2002 | Bayer vend les 30% de parts d'Agfa qu'elle détenait encore |
| 2004 | Cession des activités photographiques grand public |

Lettre aux actionnaires

Chers actionnaires et amis,

“Agfa, paré pour la croissance.” Cette phrase résume parfaitement le travail effectué en 2004, année au cours de laquelle nous avons redéfini notre portefeuille d’activités et jeté les bases d’une croissance rentable.

Deux mille quatre a marqué un tournant dans l’histoire d’Agfa. Grâce à des acquisitions et des innovations ciblées, nous avons consolidé la position de leader, tant en termes de parts de marché que de technologie, de Graphic Systems et de HealthCare. Nous avons en outre affiné les stratégies de croissance de ces deux business groups et franchi des caps importants dans le domaine de l’impression jet d’encre industrielle et des solutions informatiques destinées au secteur des soins de santé. Parallèlement, nous avons mis l’accent indispensable sur ces deux business groups en cédant Consumer Imaging.

Inéluctable, la décision de céder Consumer Imaging a été mûrement réfléchie. La nécessité d’axer tous nos efforts sur nos positions dominantes et les stratégies de croissance de Graphic Systems et d’HealthCare s’est imposée à nous. Par ailleurs, cette décision signifiait la fin de l’activité historique d’Agfa et nous voulions lui trouver un acquéreur digne de cet héritage. Nous pensons qu’AgfaPhoto, une nouvelle société totalement indépendante, constituait la meilleure solution pour Agfa, son personnel et ses clients.

Nous pouvons désormais nous consacrer entièrement à HealthCare et à Graphic Systems. Nous sommes d’ailleurs présents dans un hôpital et une imprimerie sur deux dans le monde.

Les récentes acquisitions de GWI et de Symphonie on Line ont fait de HealthCare le leader de l’informatique hospitalière en Europe. HealthCare allie désormais les atouts d’une connaissance approfondie de la radiologie et de l’imagerie à une approche holistique unique des systèmes et procédures IT englobant la structure hospitalière tout entière, gage de soins de santé de meilleure qualité et plus abordables.

Après avoir élargi son portefeuille de solutions ciblées en 2004, Graphic Systems devrait également progresser sur les marchés du prépresse et de l’impression jet d’encre industrielle. L’acquisition du fabricant de plaques d’impression italien Lastra confère à Agfa un avantage concurrentiel décisif au niveau de la technologie des plaques d’impression thermiques et consolide la position dominante de la société sur le marché mondial du prépresse.

Sur le marché à forte croissance de l’impression jet d’encre industrielle, nous avons lancé nos propres encres de marque Agfa, basées sur une technologie propriétaire. Des accords de partenariat pour les têtes d’impression, la sérigraphie et l’impression grand format ont été



Pol Bamelis

Ludo Verhoeven

conclus et nous avons acquis Dotrix, une société spécialisée dans les systèmes numériques d'impression couleur à jet d'encre destinés aux marchés des emballages et de la décoration. En novembre, nous avons cédé Agfa Monotype Corporation, l'entreprise spécialisée dans la typographie et les polices logicielles.

Début 2005, une nouvelle équipe de direction a été constituée et le Comité exécutif d'Agfa a accueilli en son sein les présidents de nos deux Business Groups. De plus, nous avons lancé un projet visant à augmenter l'autonomie des deux business groups.

En mars 2005, le Conseil d'administration a annoncé que Pol Bamelis, Président du Conseil, et Dietrich von Kyaw, administrateur, ne brigueraient pas un nouveau poste. Marc Olivie, Executive Vice President, présentera quant à lui sa candidature à l'élection au Conseil d'administration. Le Conseil d'administration a également nommé Ludo Verhoeven, CEO d'Agfa, comme successeur à Pol Bamelis au poste de Président. Marc Olivie remplacera Ludo Verhoeven en tant que Président et CEO d'Agfa. En procédant ainsi, nous assurons la continuité de notre direction.

Malgré une perte nette comptabilisée au titre de l'exercice 2004 suite à la cession de Consumer Imaging, le Conseil d'administration a décidé de témoigner de sa confiance en l'avenir et proposera à l'occasion de l'Assemblée générale des actionnaires d'augmenter le dividende ordinaire brut par titre de 50 centimes d'euro (2003) à 60 centimes d'euro.

Pol Bamelis
Président du Conseil d'administration

Ludo Verhoeven
Président & Chief Executive Officer



Comité exécutif

(15 mars 2005)

de gauche à droite, assis

Marc Olivié, Executive Vice President,
Président et CEO à compter du 26 avril 2005

Ludo Verhoeven, Président et Chief Executive Officer,
Président du Conseil d'administration à compter du 26 avril 2005

debout

Stefaan Vanhooren, Président du Business Group Graphic Systems

Albert Follens, Chief Operating Officer

Anne Vleminckx, Chief Financial Officer

Philippe Houssiau, Président du Business Group HealthCare

assis à droite

Werner Vanderhaeghe, Secrétaire général et avocat-conseil de la Société

Rapport de gestion

Les termes en italique sont expliqués dans le glossaire (page 88).

Agfa-Gevaert a enregistré en 2004 un chiffre d'affaires de 3.762 millions d'euros, soit une diminution de 10,7 pour cent par rapport à 2003, le résultat net s'établissant à moins 143 millions d'euros. Le chiffre d'affaires et les résultats ont été lourdement influencés par la cession de Consumer Imaging, à qui une perte exceptionnelle hors caisse avant impôts a été imputée de 430 millions d'euros. En recentrant ses activités sur deux segments clés, Graphic Systems et HealthCare, Agfa a amélioré son profil de croissance avec une activité moins cyclique et plus rentable. L'environnement commercial des deux activités poursuivies d'Agfa s'est considérablement amélioré après un début d'année atone, ce qui s'est traduit par des niveaux de ventes et de performances particulièrement relevés au dernier trimestre 2004.

Les états financiers 2004 d'Agfa-Gevaert reflètent les divers changements intervenus au niveau de son portefeuille d'activités, les plus importants d'entre eux étant la cession de Consumer Imaging entérinée le 1er novembre 2004, l'acquisition du fabricant de plaques d'impression italien Lastra, consolidée à compter du 1er septembre 2004 ; et la cession en novembre 2004 d'Agfa Monotype Corporation, société spécialisée dans la typographie et les polices logicielles. Les comparaisons avec l'exercice 2003 doivent tenir compte des produits exceptionnels d'un montant de 231 millions d'euros résultant de la cession de l'activité Non-Destructive Testing à la fin de l'année 2003.

Grâce au succès de ses cessions et acquisitions ciblées de l'année 2004, Agfa a pleinement atteint ses objectifs de concentration exclusive sur Graphic Systems et HealthCare, deux branches qui occupent une position de marché dominante et qui suivent une stratégie de croissance bien définie. Un hôpital et une imprimerie sur deux dans le monde sont des clients d'Agfa. Le Groupe mise sur cette base de clientèle solide et sur ses compétences clés, pour bâtir de nouvelles plates-formes de croissance: systèmes jet d'encre industriels pour Graphic Systems et informatique d'entreprise pour HealthCare.

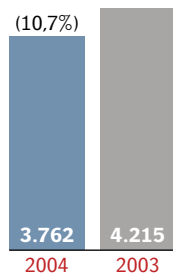
Chiffre d'affaires

Agfa a enregistré en 2004 un chiffre d'affaires de 3762 millions d'euros, soit une diminution de 10,7 pour cent par rapport aux 4215 millions engrangés en 2003. Les ventes des business groups Graphic Systems et HealthCare ont été faibles lors des deux premiers mois de 2004. Elles ont continué à progresser au cours des trimestres suivants, avant de grimper sensiblement au dernier trimestre.

Si l'on ne prend pas en compte les effets des acquisitions et des cessions, le chiffre d'affaires a diminué de 3,7 pour cent, une diminution presque entièrement due aux fluctuations des taux de change.

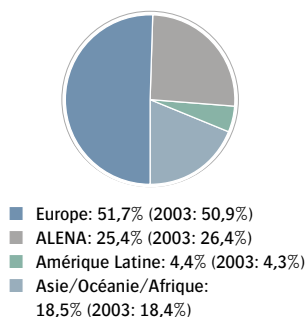
Chiffre d'affaires Groupe

MILLIONS D'EUROS



Part du chiffre d'affaires Groupe

PAR RÉGION



Comptes de résultat - chiffres clés

MILLIONS D'EUROS

2004 2003

Chiffre d'affaires	3.762	4.215
Bénéfice brut	1.497	1.766
Recherche & Développement	(191)	(233)
SG&A**	(969)	(1.087)
Restructuration*	(109)	(87)
Plus-value/moins-value sur cession	(312)	231
Autre résultat d'exploitation	(43)	(62)
Résultat d'exploitation	(127)	528

* résultats non récurrents inclus

** coûts de vente et frais généraux d'administration

La part du chiffre d'affaires du Groupe réalisée en Europe s'est élevée à 51,7 pour cent (50,9 en 2003). La région ALENA a représenté 25,4 pour cent (26,4 en 2003), pendant que les régions Amérique latine et Asie-Pacifique représentaient respectivement 4,4 et 18,5 pour cent (4,3 et 18,4 en 2003).

Résultats

Le bénéfice brut s'est établi à 1.497 millions d'euros, contre 1.766 millions d'euros en 2003. Cette diminution s'explique par les effets conjugués des changements au niveau du portefeuille d'activités, de l'augmentation des volumes de ventes et de facteurs externes défavorables, tels que l'érosion des prix, l'augmentation du prix des matières premières et les fluctuations des taux de change. La marge bénéficiaire brute a atteint 39,8 pour cent, contre 41,9 pour cent en 2003.

Grâce aux efforts continus, les coûts de vente et les frais généraux d'administration (SG&A) d'Agfa ont atteint 969 millions d'euros, soit une diminution de 10,9 pour cent. Les frais de recherche et de développement se sont chiffrés à 191 millions d'euros, une baisse de 18 pour cent principalement due à la cession de Non-Destructive Testing et à la diminution des dépenses en recherche et développement pour la branche Consumer Imaging.

Les autres coûts d'exploitation se sont élevés à 43 millions d'euros, contre 62 millions d'euros l'année précédente.

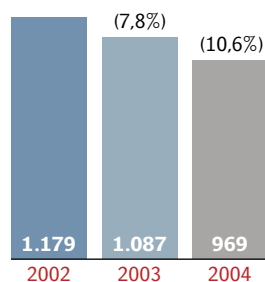
Si l'on exclut les charges et les produits exceptionnels liés aux cessions, le résultat d'exploitation d'Agfa avant déduction des frais de restructuration et des résultats non récurrents a atteint 294 millions d'euros, contre 384 millions d'euros en 2003. Quant à la rentabilité sur chiffre d'affaires, elle s'est établie à 7,8 pour cent, contre 9,1 pour cent l'année précédente.

Sur les 120 millions d'euros de frais de restructuration et de résultats non récurrents qui avaient été annoncés, 109 millions d'euros ont été comptabilisés en 2004, tandis que les 11 millions d'euros restants le seront en 2005. Ces coûts sont essentiellement liés à l'intégration de Lastra, aux projets d'amélioration permanente destinés à réduire les frais généraux et à éliminer les coûts restants consécutifs au titre de la cession de Consumer Imaging.

Une perte exceptionnelle nette de 312 millions d'euros a été enregistrée en 2004 suite aux cessions de Consumer Imaging (-430 millions d'euros) et de Monotype Corporation (+118 millions d'euros), tandis que des produits exceptionnels de 231 millions d'euros avaient été dégagés en 2003 après la vente de Non-Destructive Testing.

Évolution des dépenses de SG&A

MILLIONS D'EUROS

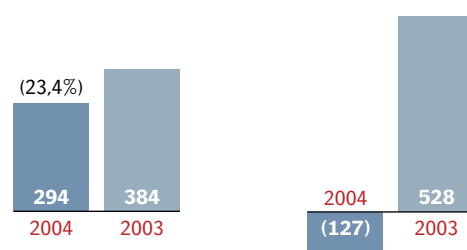


Résultat d'exploitation

avant restructuration*

après restructuration*

MILLIONS D'EUROS



* y compris résultats non récurrents et charges/produits exceptionnels liés aux cessions

Le résultat d'exploitation 2004 s'est soldé à -127 millions d'euros, contre plus 528 millions d'euros l'année précédente.

Les résultats hors exploitation, qui incluent les charges financières, ont atteint -56 millions d'euros, contre -71 millions d'euros en 2003.

Le résultat avant impôts s'est soldé à -183 millions d'euros, contre 457 millions d'euros en 2003. Suite à la cession de Consumer Imaging, des actifs d'impôts différés ont été constitués, entraînant un produit fiscal de 39 millions d'euros, comparé aux 135 millions d'euros de charges fiscales supportées en 2003.

Le résultat net s'est chiffré à -143 millions d'euros ou -114 centimes d'euro par titre, contre un bénéfice net de 323 millions d'euros et 244 centimes d'euro par titre en 2003.

Bilan

Fin décembre 2004, l'actif se chiffrait à 3.356 millions d'euros, contre 3.839 millions d'euros à la fin de l'année 2003.

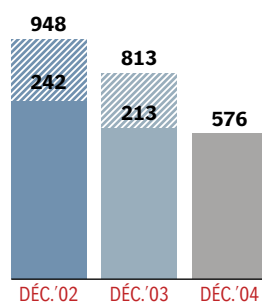
Suite à la cession de Consumer Imaging (CI), la totalité des actifs immobilisés de CI ont été dépréciés en juin 2004, et 382 millions d'euros d'actifs nets ont été transférés à AgfaPhoto, société commerciale totalement indépendante et non cotée. Le prix de la transaction a été fixé à 112 millions d'euros. Pour ce montant, Agfa a octroyé à AgfaPhoto un prêt vendeur assorti d'une garantie complète, remboursable sur quatre ans et inscrit sur le bilan comme prêt à long terme.

Fonds de roulement

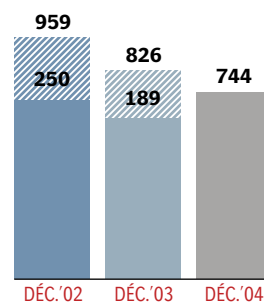
Le Groupe a poursuivi ses efforts importants de réduction des fonds de roulement. Les stocks ont diminué, passant de 813 millions d'euros (600 millions d'euros si l'on exclut Consumer Imaging) à la fin de l'année 2003 à 576 millions d'euros à la fin de l'année 2004. Sur une base comparable, la durée de stockage est passée de 121 jours à la fin 2003 à 107 jours à la fin 2004. Les créances commerciales se sont chiffrées à 744 millions d'euros, contre 826 millions d'euros (et 637 millions d'euros si l'on exclut Consumer Imaging) à la fin 2003. Les dettes commerciales ont quant à elles augmenté, passant de 304 millions d'euros (254 en excluant Consumer Imaging) à 369 millions d'euros.

Fonds de roulement**Stocks**

MILLIONS D'EUROS



Consumer Imaging

Créances commerciales**Bilan - chiffres clés**

MILLIONS D'EUROS AU 31 DÉC.

2004 2003

Actifs immobilisés	1.011	976
Stocks	576	813
Créances commerciales	744	826
Autres actifs circulants	404	598
Liquidités	293	397
Charges et impôts différés	328	229
Total actif	3.356	3.839

Dettes financières

La dette financière nette s'est élevée à 193 millions d'euros à la fin de l'année 2004, contre 233 millions d'euros à la fin de l'année 2003.

Fonds propres

Les fonds propres se sont chiffrés à 1.080 millions d'euros, comparativement à 1.371 millions d'euros à la fin 2003.

Le bilan du Groupe reste donc très solide, avec une dette financière nette et un coefficient d'utilisation des fonds propres (gearing ratio) de faible niveau.

Cash-flow

Le cash-flow brut d'exploitation s'est chiffré à 246 millions d'euros en 2004. Le cash-flow net d'exploitation, qui prend également en compte les variations du fonds de roulement, a atteint 305 millions d'euros. Les dépenses en capital se sont chiffrées à 112 millions d'euros. Agfa a donc pu à nouveau générer un important cash-flow disponible de 193 millions d'euros en 2004.

Recherche et développement

Les frais de recherche et développement se sont chiffrés à 191 millions d'euros, répartis à hauteur de 44,4 pour cent pour HealthCare, 34,6 pour cent pour Graphic Systems, 19,4 pour cent pour Consumer Imaging et 1,6 pour cent pour Specialty Products. La diminution de 18 pour cent par rapport à 2003 s'explique en grande partie par la cession de Non-Destructive Testing et une réduction des dépenses de R&D au sein de Consumer Imaging en 2004.

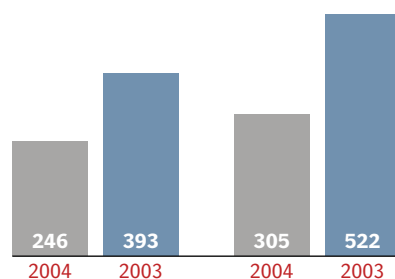
Sur les marchés hautement concurrentiels où Agfa évolue, prendre l'avantage sur la concurrence dépend beaucoup de la technologie parce que c'est cette technologie qui détermine le degré de rendement et de rentabilité de ses utilisateurs. Le passage de la technologie analogique à numérique a raccourci le cycle de vie de nombreux produits et oblige le département R&D, d'une part, à réduire sans cesse le délai de développement des produits et, d'autre part, à accélérer leur commercialisation. La stratégie d'Agfa au niveau de la recherche consiste à combiner le développement en interne à l'acquisition de nouvelles technologies pour amener, de manière efficace et efficiente, sur le marché les solutions dont il a besoin. La technologie des plaques d'impression sans chimies 'me-first' est un exemple d'innovation interne. Une nouvelle presse à jet d'encre pour la sérigraphie qui sera commercialisée en 2005 est le fruit d'alliances avec des tiers.

En HealthCare, les efforts d'Agfa en R&D sont axés sur le développement de technologies d'imagerie d'avant-garde et sur l'intégration et la migration vers une plate-forme IT unique.

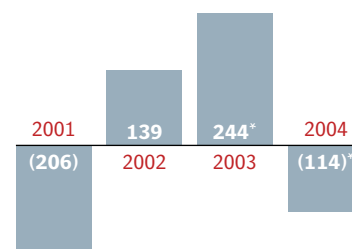
Cash-flow opérationnel

Brut Net

MILLIONS D'EUROS

**Résultat par action**

CENTIMES D'EURO



* nombre d'actions utilisé pour le calcul:

2003: 132.045.438 / 2004: 126.008.540

Au sein de Graphic Systems, les recherches sont principalement axées sur des améliorations continues et l'innovation dans le domaine des *plaques d'impression* numériques et de l'impression jet d'encre industrielle.

Orion

Agfa a lancé, fin 2003, le plan Orion. Ce plan vise à stimuler la croissance en diminuant le coût d'obtention de la qualité grâce à l'amélioration des processus, en réduisant le fonds de roulement, en comprimant les coûts des ventes et les frais généraux d'administration à 22 % du chiffre d'affaires et en augmentant la part des services dans les recettes. Agfa est en passe d'atteindre les objectifs de réduction du fonds de roulement fixés: 100 jours de stocks, 70 jours de créances commerciales et 55 jours de dettes commerciales.

Ressources humaines

Fin 2004, Agfa comptait 14.387 équivalents temps plein (ETP), contre 17.340 à la fin de l'année 2003. L'évolution du nombre d'employés a été orientée principalement par les cessions de Consumer Imaging et d'Agfa Monotype (moins 3080 ETP), et par les acquisitions réalisées en 2004 (plus 1122 ETP).

Les initiatives entreprises pour réduire les dépenses de SG&A et améliorer la productivité entraîneront une diminution à l'échelle mondiale des niveaux de personnel de 1050 équivalents temps plein d'ici fin 2006.

Perspectives pour 2005

Depuis le lancement du plan Horizon en 2001, Agfa a très nettement amélioré son efficacité opérationnelle, réduit son fonds de roulement et profondément remodelé son portefeuille d'activités. Au début de l'année 2005, Agfa a annoncé un projet de transformation visant à faire de Graphic Systems et HealthCare deux divisions opérant indépendamment au sein d'Agfa.

Même s'il est probable que certains facteurs externes défavorables, tels que l'augmentation du prix des matières premières et les fluctuations monétaires, continueront à affecter les résultats d'Agfa en 2005, les programmes d'économies lancés fin 2004 auront un effet positif favorable sur ceux-ci. Agfa s'attend à des différences saisonnières plus importantes en raison de la part accrue des solutions IT dans le portefeuille de HealthCare, dont les recettes projetées sont supérieures en fin d'exercice. Agfa est convaincue que le chiffre d'affaires et les bénéfices des business groups HealthCare et Graphic Systems vont croître grâce à un portefeuille d'activités plus spécifique et renforcé par les acquisitions ciblées des dernières années.



"Nos objectifs pour 2005 sont clairs et ambitieux: maintenir notre leadership en prépresse tant sur le marché que sur le plan technologique, et nous hisser au sommet du marché de l'impression jet d'encre industrielle."

Stefaan Vanhooren
Président du Business Group Graphic Systems

Graphic Systems

Graphic Systems a fait état d'un chiffre d'affaires de 1 673 millions d'euros, soit une augmentation de 3,1 pour cent par rapport à 2003. Les ventes ont été affectées par les acquisitions de Lastra, un important acteur du marché des plaques d'impression, de Dotrix, spécialiste de l'impression à jet d'encre, et de Prolmage, un fournisseur de logiciels pour l'industrie graphique, ainsi que par la cession de Monotype. Si l'on exclut l'effet des acquisitions et des cessions, les ventes organiques ont progressé de façon continue au cours de l'exercice en dépit d'un début d'année 2004 atone.

L'impact de l'amélioration considérable du climat des affaires a été neutralisé par une érosion plus marquée des prix et par l'augmentation du prix des matières premières. Le résultat d'exploitation avant restructuration et éléments exceptionnels s'est chiffré à 105 millions d'euros, contre 117 millions d'euros en 2003. La rentabilité sur chiffre d'affaires s'est établie à 6,3 pour cent (7,2 pour cent en 2003). Après prise en compte des frais de restructuration – principalement liés à l'intégration de Lastra et aux efforts continus d'amélioration de l'efficacité opérationnelle – et des produits exceptionnels de 118 millions d'euros résultant de la cession de Monotype, le résultat opérationnel s'est chiffré à 170 millions d'euros, contre 90 millions d'euros en 2003.

Gamme de produits

Agfa est le principal fournisseur mondial de solutions de prépresse destinées aux marchés des journaux, de l'impression commerciale et de l'emballage. Agfa est la société qui propose le plus grand éventail de solutions intégrées tant pour les technologies *computer-to-film* que *computer-to-plate* (CtP), y compris des consommables (films graphiques, plaques d'impression analogiques et numériques), des équipements et des systèmes d'épreuves numériques avec de puissants logiciels de gestion des couleurs et de contrôle de la qualité. De plus, le logiciel d'automatisation d'Agfa pour la gestion des flux de production et des projets permet une exécution plus rapide et plus efficace des tâches, une meilleure qualité et une rentabilité supérieure. Agfa développe des systèmes d'impression jet d'encre pour

Chiffres clés Graphic Systems

MILLIONS D'EUROS	2004	2003	ÉVOLUTION
Chiffre d'affaires	1.673	1.622	3,1%
Résultat d'exploitation *	105	117	(10,3)%
Rentabilité sur chiffre d'affaires *	6,3%	7,2%	-
Frais de restructuration et éléments non récurrents	(53)	(7)	657,1%
Plus-value générée par la cession de Monotype	118	0	n.a.
Résultat d'exploitation	170	90	88,9%

* avant frais de restructuration et éléments non récurrents et charges/produits exceptionnels liés aux cessions

applications industrielles et a récemment lancé des encres mises au point et fabriquées en interne et basées sur une propriété intellectuelle et une technologie propriétaire. En outre, Agfa fournit des films spéciaux pour la photographie aérienne, la *sérigraphie* et l'impression *flexo*, l'*outillage photographique* pour la fabrication des *circuits imprimés*, de même que des produits pour le marché des cartes de sécurité.

Tendances du marché

Après trois années moroses consécutives, le marché de l'industrie graphique dans son ensemble s'est bien redressé en 2004.

La transition vers les systèmes *computer-to-plate* s'est poursuivie. En une décennie à peine, plus de 40 % du marché a déjà adopté le *computer-to-plate*. Les volumes en *films graphiques* et en plaques d'impression analogiques poursuivent leur déclin, à l'exception des marchés émergents.

En raison de la diversité linguistique, et en corollaire des tirages plus petits, le marché européen demeure presque deux fois plus important que le marché nord-américain. Les solutions analogiques et numériques connaissent un succès grandissant en Chine.

Eu égard à la diminution du cycle de vie des produits et des informations, on assiste globalement à une évolution vers des tirages plus ciblés et plus réduits, et des publications plus régionales, ce qui induit plus de travaux d'impression et plus de travail de prépresse. Les imprimeries nécessitent des logiciels de gestion des flux de production pour effectuer ces travaux plus rapidement, à moindres frais et avec la meilleure qualité possible. L'automatisation des flux de production est un facteur important permettant de maintenir un coût d'impression par page bas, parallèlement à la diminution des tirages. Le logiciel de gestion des flux de production d'Agfa est le plus convivial sur le marché.

C'est aussi celui qui présente le plus haut niveau d'automatisation, ce qui permet aux clients de traiter davantage de travaux en moins de temps.

L'évolution vers des tirages plus petits s'est également accompagnée d'une demande croissante de solutions d'impression jet d'encre industrielle, adaptées spécifiquement à l'impression sur emballages, à la sérigraphie et à l'impression grand format. Du fait des tirages limités et des coûts de transition moindres, l'impression jet d'encre industrielle fait pratiquement jeu égal avec les technologies d'impression flexo et de sérigraphie en place. Par ailleurs, l'impression jet d'encre se prête particulièrement bien à l'impression de données variables.

Stratégie

Agfa continue à renforcer sa position dominante sur le marché du prépresse grâce à une technologie innovante et à la stratégie de domination par les coûts et d'intégration du marché qu'elle a instaurée. Agfa propose un éventail de solutions complet, dont des équipements, des consommables, des logiciels et des services professionnels. La société a renforcé son portefeuille par des solutions de gestion des flux de production et des logiciels novateurs synonymes pour le client d'une meilleure productivité, d'une qualité d'impression supérieure et, partant, d'une plus grande compétitivité.

De plus, Agfa s'attaque aux marchés porteurs des imprimés commerciaux, des journaux et de l'impression sur emballages en Chine.

Graphic Systems va occuper une position de leader de l'impression jet d'encre industrielle, gage de croissance future. Comme dans le domaine du prépresse, Agfa fournira à ses clients des solutions complètes englobant de l'équipement, des consommables, des logiciels et des services. La société compte s'appuyer sur sa technologie propriétaire en matière d'encres et de têtes d'impression jet d'encre et ses systèmes d'impression jet d'encre grand format.



"Au moment d'investir dans du matériel de prépresse, nous voulions surtout travailler avec un partenaire fiable, jouissant d'une solide réputation dans le monde des journaux. La qualité, la vitesse et la fiabilité des systèmes à laser violet d'Agfa en ont fait un des leaders du marché. Cette société propose en outre le meilleur réseau de service après-vente et d'assistance de la région. La cerise sur le gâteau fut toutefois la solution de tramage :Sublima. Nous serons en mesure d'imprimer à des niveaux de qualité sans précédent dans l'histoire de la presse thaïlandaise."

Prasong Hetrakul
Executive Technical Director de Si-Phya Publishing Co Ltd,
éditeur du Daily News of Thailand

Développement de produits

En matière d'équipement prépresse, Agfa a lancé des unités computer-to-plate à plus haut débit destinées aux imprimeurs de journaux dans les gammes à laser violet :Advantage et :Polaris, leaders du marché. A l'assortiment de produits proposés aux imprimeurs de documents commerciaux de petits et moyens formats, Agfa a ajouté le système d'exposition des plaques thermiques :Acento et les versions plus rapides du :Palladio et du :Galileo à laser violet. Des versions à débit supérieur des systèmes d'exposition des plaques thermiques :Xcalibur et VLF pour l'impression de documents commerciaux et d'emballages haut de gamme ont également été commercialisées.

Agfa est le seul fournisseur du marché des arts graphiques à proposer toutes les technologies de plaques numériques : des plaques thermiques, argentiques et photopolymères. En 2004, Agfa a établi de nouvelles normes en lançant la plaque d'impression thermique *sans chimies* primée :Azura, dont les ventes ont dépassé toutes les attentes. La société a également acquis la toute nouvelle plaque numérique, la :LT2, destinée au marché américain, et basée sur la technologie maison de Lastra. La nouvelle plaque photopolymère rapide: AquaFLASH pour *impression flexo* a par ailleurs été lancée en Amérique du Nord.

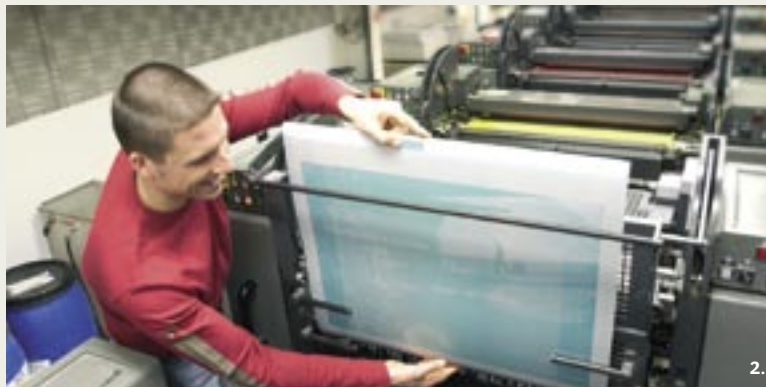
Parmi les produits les plus prisés au Drupa, le plus grand salon professionnel de l'industrie graphique, organisé tous les quatre ans, figurait le logiciel de *tramage à modulation croisée* :Sublima, lancé en 2003. :Sublima, qui a valu à Agfa le prix 'Innovateur technologique de l'année 2004' lors de la conférence de la FPPA (Flexographic Pre-Press Platemakers Association), fournit une qualité d'impression presque photographique. Lors du Drupa, Agfa a lancé un logiciel de conversion couleur à partir de fichiers PDF pour

l'impression d'emballages appelée :Alterno, ainsi qu'une nouvelle version de :ApogeeX, le logiciel de gestion des flux de production, destinée aux imprimeurs de documents commerciaux et d'emballages de petites et moyennes dimensions et haut de gamme. Enfin, le logiciel de gestion des flux de production :Arkitek destiné au marché des journaux s'est avéré un succès commercial. Plus de 175 systèmes :Arkitek de gestion des flux de production pour journaux ont été vendus depuis le lancement du produit lors du salon IFRA en 2003.

Sur le marché nord-américain, Agfa a commercialisé la solution :Arcadia, un système dynamique d'édition et de gestion des ressources qui permet aux entreprises de gérer les millions de documents et de fichiers numériques qu'elles génèrent et traitent chaque année. :Delano, le logiciel de gestion de projet pour entreprise, a engrangé d'excellents résultats en 2004.

La société a présenté des nouveaux systèmes d'épreuves, comme le Grand SherpaMatic *grand format* et la série m :Grand Sherpa de dispositifs de tirage d'épreuves. Agfa a également présenté des applications logicielles pour l'*épreuve à distance*. La plupart de ces systèmes sont utilisés pour l'*épreuve contractuel* et l'*imposition* couleur numérique et sont aujourd'hui les maîtres incontestés du marché.

En ce qui concerne l'impression jet d'encre industrielle, les systèmes d'impression à jet d'encre numériques grand format d'Agfa, et notamment le :Grand Sherpa Universal, qui permet l'impression de présentoirs, bannières et affiches de qualité sur un large éventail de supports, et la presse :Dotrix pour l'impression industrielle haut débit sur le marché des étiquettes et de la décoration, ont également connu un succès retentissant.



1. :Sublima, la technologie de tramage signée Agfa destinée aux imprimeurs de documents commerciaux, de journaux et d'emballages, reste très appréciée sur le marché parce qu'elle répond à la fois aux exigences de qualité des concepteurs et aux critères d'efficacité et de fiabilité des imprimeurs. L'illustration compare le résultat d'un tramage traditionnel (en haut) à celui obtenu avec :Sublima (en bas).

2. :Azura, la plaque d'impression thermique numérique d'Agfa qui peut être traitée sans utiliser de produits chimiques, a été couronnée par les lecteurs de *Deutscher Drucker*, le magazine professionnel européen le plus influent, 'Produit prépresse le plus innovant' de l'année lors du Drupa 2004. Ce prix récompense la simplicité, l'efficacité et la fiabilité que :Azura apporte à l'impression thermique Computer-to-Plate. Plus de 100 imprimeurs ont adopté cette nouvelle technologie dans les six mois qui ont suivi son lancement.

L'année dernière, Agfa a également annoncé la création de plusieurs services de conseils. Partant d'une évaluation minutieuse de chaque aspect des activités de l'imprimeur, Agfa recommande des moyens pour optimiser les flux de travail ou leurs composants, apportant un meilleur rendement et une plus grande productivité. *JDF Consultancy* et *Color Management Consultancy* ne sont que deux de ces nouveaux services de conseils.

Moments forts de 2004

Le regain de confiance s'est confirmé en mai au Drupa, mais aussi en octobre lors de l'exposition GraphExpo organisée aux Etats-Unis. Après chacune de ces manifestations, Agfa a enregistré plus de commandes d'équipement et de logiciels que prévu.

Sur les marchés hautement concurrentiels des films et des plaques analogiques, la part de marché d'Agfa a augmenté. De plus, Agfa a observé un accroissement sensible aussi bien au niveau des quantités que des parts de marché en Chine, en particulier dans le segment émergent du computer-to-plate.

En 2004, Agfa a renforcé sa suprématie sur le marché mondial des films prépresse et des plaques en prenant le contrôle de Lastra, le fabricant italien de plaques d'impression, de chimies et d'équipements connexes destinés au secteur de l'impression offset. En 2003, Lastra employait quelque 900 personnes et affichait un chiffre d'affaires supérieur à 200 millions d'euros. Agfa a aussi confirmé sa position de leader dans le marché en plein essor des logiciels dédiés à l'industrie d'impression de journaux par l'acquisition de ProImage, une société israélienne spécialisée dans le développement de solutions numériques de gestion du flux de production par navigateur.

Agfa a conclu plusieurs contrats très importants dans le secteur du prépresse pour les journaux. En Europe, le principal journal italien, *Corriere della Sera*, a opté pour les solutions à laser violet d'Agfa comme technologie computer-to-plate de deuxième génération et a signé un contrat de cinq ans portant sur des plaques numériques. Des journaux danois, norvégiens et finlandais ont acquis des systèmes d'exposition des plaques :Polaris, combinés aux plaques d'impression :N91v et/ou à la solution de gestion des flux de travail :Arkitex. En Asie, des contrats CtP ont été conclus avec le *Daily News of Thailand*, *Singapore Press Holdings Limited*, l'éditeur de journaux malais *Utusan Melayu Berhad* et *Mainichi Shimbun Group of Japan*, le troisième groupe de journaux au monde par ordre d'importance.

En 2004, Agfa s'est lancée avec succès dans l'arène de l'impression jet d'encre industrielle. Au début de l'année dernière, Agfa a pris le contrôle de la société belge *Dotrix*, spécialisée dans les systèmes d'impression jet d'encre couleur numérique pour les secteurs de l'emballage et de la décoration. En outre, Agfa a commercialisé des encres propriétaires, renouvelé son partenariat avec *Xaar* pour la mise au point d'une nouvelle génération de têtes d'impression et conclu un partenariat avec le fabricant allemand *Thieme* pour le développement d'une presse numérique pour la sérigraphie.

Dans l'optique d'une rationalisation de son assortiment de produits, Agfa-Gevaert a signé début novembre un contrat en vertu duquel elle cédait à *TA Associates*, la société de financement par capitaux propres basée à Boston, Agfa Monotype Corporation, sa société spécialisée dans la typographie et les polices logicielles. Le chiffre d'affaires de Monotype s'est élevé à 48 millions de dollars en 2003.

"Il est indispensable d'améliorer l'accès des professionnels de la médecine et des établissements de santé aux informations et aux outils de prise de décision qui leur permettront, à moindre coût, d'améliorer continuellement les soins aux patients. La force d'Agfa réside dans la combinaison et l'intégration d'une approche holistique à l'échelle de tout l'hôpital et de notre approche fortement clinique."

Philippe Houssiau
Président du Business Group HealthCare



HealthCare

Le chiffre d'affaires réalisé par HealthCare lors de l'exercice 2004 s'est élevé à 1.361 millions d'euros, contre 1.408 millions d'euros en 2003. Abstraction faite du cours élevé de l'euro et de l'acquisition de la société d'informatique hospitalière française Symphonie On Line, HealthCare a fait état d'une augmentation de son chiffre d'affaires de 0,4 pour cent. Les ventes ont pâti des fluctuations des taux de change et de l'érosion des prix. Après un début d'année en demi-teinte, les ventes n'ont pas cessé de progresser au second semestre.

Le résultat d'exploitation de HealthCare avant déduction des frais de restructuration s'est élevé à 226 millions d'euros, contre 276 millions d'euros en 2003. La rentabilité sur chiffre d'affaires pour l'ensemble de l'exercice s'est établie à 16,6 pour cent avant déduction des frais de restructuration (19,6 pour cent lors de l'exercice précédent) et a été principalement affectée par l'augmentation du prix des matières premières et par les fluctuations monétaires. HealthCare a enregistré une rentabilité de 18 pour cent au cours du second semestre de 2004. Après intégration des frais de restructuration et des résultats non récurrents pour un montant de 33 millions d'euros, le résultat d'exploitation s'est établi à 193 millions d'euros. L'acquisition de Symphonie On Line a gonflé le chiffre d'affaires de HealthCare de 6 millions d'euros.

Tendances du marché

Une population vieillissante, la prolifération des maladies chroniques et l'attention croissante attachée à la prévention poussent régulièrement les dépenses en soins de santé à la hausse partout dans le monde. Parallèlement, l'accent est de plus en plus mis sur des soins de qualité abordables et contrôlables. De nombreux prestataires de soins investissent donc dans des systèmes numériques améliorant tant le rendement que l'efficacité des centres médicaux.

Nombreuses sont les structures hospitalières qui passent à la *radiographie informatisée* (RI), qui permet le traitement des radiographies dans un environnement numérique. Bien que la radiographie informatisée permette d'afficher une image de haute qualité sur un

Chiffres clés HealthCare

MILLIONS D'EUROS	2004	2003	ÉVOLUTION
Chiffre d'affaires	1.361	1.408	(3,3)%
Résultat d'exploitation *	226	276	(18,1)%
Rentabilité sur chiffre d'affaires *	16,6%	19,6%	-
Restructuration et éléments non récurrents	(33)	(12)	175,0%
Résultat d'exploitation	193	264	(26,9)%

* avant frais de restructuration et éléments non récurrents

écran d'ordinateur, nombre de radiologues impriment toujours un cliché, entraînant une demande croissante pour des reprographes. De plus, même si les films radiographiques traditionnels continuent à régresser sur les marchés développés, ce marché progresse dans les pays émergents.

Le nombre et la complexité croissants des images diagnostiques générées dans les hôpitaux exigent des progiciels de gestion des images couvrant chaque service ou hôpital, ce que l'on appelle des systèmes PACS (Picture Archiving and Communication System/ système d'archivage et de communication d'images). Par ailleurs, de nombreux services de radiologie investissent dans un RIS (Radiology Information System/système d'information radiologique) pour gérer le flux de travail et l'attribution des ressources. D'autres services hospitaliers, comme la cardiologie et l'orthopédie, requièrent des systèmes informatiques de plus en plus sophistiqués à la fois pour la gestion des services et des images diagnostiques


Enfin, les établissements de santé commencent à s'intéresser à des solutions IT qui couvrent l'ensemble de la structure, garantissant un flux de travail clinique et administratif transparent dans toute l'entreprise et allant souvent jusqu'à englober des intervenants extérieurs comme des médecins ou des payeurs de services de santé. Ces solutions informatiques aboutissent à la création d'un *dossier patient électronique*, dans lequel est rassemblé le dossier médical complet de chaque patient. Nombre de gouvernements encouragent la mise en place de réseaux informatiques de ce type parce qu'ils permettent aux établissements de santé d'être plus performants et de réduire leurs coûts de fonctionnement, tout en améliorant les soins apportés au patient et les résultats thérapeutiques.

Stratégie

En 2004, HealthCare s'est affirmé en tant leader mondial dans le domaine des systèmes d'information de santé à l'échelle de l'organisation, a renforcé sa position dominante sur le marché de la radiologie, a étendu ses compétences cliniques à d'autres services hospitaliers (cardiologie, orthopédie et gynécologie) et a continué à développer des technologies d'imagerie novatrices.

En radiologie, Agfa consolide et renforce sa position déjà solide en faisant passer son importante clientèle de l'analogique au numérique. Par ailleurs, fort de son expérience et de son expertise dans les domaines du PACS et de l'IT, Agfa s'attaque à d'autres applications cliniques telles que la cardiologie, l'orthopédie et la gynécologie.

Dernièrement, Agfa a fait un pas décisif pour devenir l'un des leaders mondiaux de l'informatique de santé en acquérant Symphonie On Line (en octobre 2004) et en rachetant en janvier 2005 la société allemande non cotée GWI. Ainsi, Agfa a acquis une base de clientèle représentant 3200 sites médicaux en Allemagne, Autriche, Suisse et France.



“Les solutions proposées par Agfa vont nous permettre de mieux programmer et organiser les examens, de gérer, de stocker et d’afficher les électrocardiogrammes et les radiographies, et d’accélérer le temps d’exécution des rapports grâce à leur système de reconnaissance vocale. Nos cliniciens disposeront plus rapidement d’informations plus précises, ce qui ne peut qu’améliorer les soins apportés au patient. Le coût global des services sera réduit, car la mise en œuvre comprend un environnement ‘sans film’ et ‘sans papier’.”

Donna Strating

Chief Information Officer de Capital Health, Edmonton, Alberta, Canada

Développement de produits

En 2004, Agfa a sensiblement renouvelé son assortiment de produits, améliorant les performances de sa gamme de reprographes et de solutions de radiographie informatisée (RI).

En radiographie informatisée, Agfa a lancé deux nouvelles unités de numérisation: les CR 25.0 et CR 75.0. La CR 75.0 est une unité de numérisation multiutilisateur à grande vitesse qui permet un flux de production continu au sein du service. Ce système supprime les délais d’attente et permet de consacrer plus de temps aux soins accordés au patient. La CR 25.0 est la solution idéale pour tout environnement RI décentralisé. Cette unité peut être utilisée directement en salle de radiologie et convient aux services de soins itinérants (autobus, navires, etc.).

La gamme de reprographes à sec d’Agfa s’est agrandie avec le DRYSTAR 5300, un modèle de table destiné aux clients préférant une solution de tirage papier décentralisée.

Lors du congrès de la RSNA (Radiological Society of North America) qui se tient chaque année à Chicago, Agfa a présenté plusieurs nouveautés qui sont encore en cours de développement, mais qui seront commercialisées très prochainement. La nouvelle unité de numérisation RI compacte, la CR 50.0, équipée de la nouvelle technologie Needle Image Plate, fournit une image numérique en moins de 10 secondes avec une qualité d’image sensiblement meilleure que celle autorisée par les systèmes RI existants.

Agfa a lancé en 2004 sa nouvelle solution RIS/PACS entièrement intégrée, conçue spécialement pour répondre aux besoins des hôpitaux et des centres de formation nord-américains. Un PMS (Practice

Management System/système de gestion de cabinet) complet, taillé sur mesure pour répondre aux besoins spécifiques du marché en pleine croissance des centres d’imagerie aux Etats-Unis et au Canada, a également été lancé.

Avec la sortie de l’IMPAX pour l’orthopédie au début de l’année, Agfa propose un environnement de travail entièrement numérique servant à la planification chirurgicale des chirurgiens orthopédistes. Le lancement de l’IMPAX pour la cardiologie a également connu un vif succès.

Dans le domaine des technologies d’imagerie, Agfa a beaucoup progressé grâce à ses solutions CAR (Computer Assisted Reading/lecture assistée par ordinateur) pour la détection précoce des petits polypes du colon et des nodules pulmonaires, ainsi que ses possibilités de concordance et de fusionnement.

L’acquisition, début 2005, de GWI a permis à Agfa de mettre la main sur ORBIS, l’une des solutions IT pour hôpitaux flexibles les plus populaires. Intégrée dans le système d’archivage et de communication d’images (PACS) IMPAX d’Agfa, la plate-forme ORBIS servira de base à de futures applications logicielles de santé.

Moments forts de 2004

Les acquisitions de Symphonie On Line (octobre 2004) et de GWI (janvier 2005) ont valu à Agfa une position de leader en IT médicale et une clientèle existante de 3200 centres médicaux en Allemagne, en Autriche, en Suisse et en France.

Symphonie On Line occupe environ 200 personnes et a enregistré en 2003 un chiffre d’affaires de 24 millions d’euros. Le prix de la transaction était basé sur une valeur d’entreprise de 42 millions d’euros. Symphonie



1. Agfa propose des systèmes d'imagerie et d'information intégrés qui ne s'arrêtent pas aux portes de chaque discipline clinique ou de chaque service hospitalier, et permettent directement l'amélioration des soins portés au patient, à un coût moindre. En combinant le logiciel Orbis de GWI destiné aux applications des prestataires de soins à ses solutions, Agfa fournira aux hôpitaux le système informatique le plus complet et entièrement intégré.

2. Agfa élargit sans cesse sa gamme de solutions d'imagerie diagnostiques améliorant l'efficacité des flux de travail, non seulement en radiographie, mais également dans de nouveaux domaines d'application tels que l'orthopédie, la cardiologie et la gynécologie. La CR 25.0 est l'unité de numérisation idéale pour l'environnement RI décentralisé.

On Line est consolidée dans les comptes d'Agfa depuis le 4 octobre 2004.

L'acquisition de GWI a été annoncée en novembre 2004 et a été conclue dans le courant du mois de janvier 2005. GWI emploie quelque 890 personnes (780 ETP). La transaction a été conclue sur la base d'un versement à la signature de 256,5 millions d'euros et d'une indexation sur le résultat pouvant aller jusqu'à 95 millions d'euros, sous réserve de la réalisation de certains objectifs. En tenant compte des recettes des récentes acquisitions de GWI, la société allemande BOSS AG et la société française EuropMedica, son chiffre d'affaires annualisé s'est élevé à 115 millions d'euros en 2004.

Aux Etats-Unis, l'important groupe d'achats Premier Purchasing Partners a ajouté les solutions IMPAX et RI d'Agfa à son portefeuille. Ces contrats prévoient qu'Agfa propose ses systèmes à des prix compétitifs aux 1500 membres du groupe.

Le contrat DIN-PACS II, conclu avec le gouvernement des Etats-Unis, a confirmé la sécurité des solutions Agfa au niveau des normes militaires.

Queensland Health a choisi Agfa pour la mise en œuvre du plus grand projet RIS de l'histoire de l'Australie. Plus de 30 hôpitaux sont concernés. Suite aux investissements successifs consentis dans des systèmes informatiques pour le marché des soins de santé, d'importants contrats ont été conclus en Belgique, aux Pays-Bas, dans les pays scandinaves, en Espagne, en Suisse et en Irlande. Au Royaume-Uni, Leeds Teaching Hospitals, le principal trust hospitalier de Grande-Bretagne, a opté pour la solution PACS d'Agfa comme prélude de l'un des plus grands programmes PACS du pays.

Chiffres clés Specialty Products

MILLIONS D'EUROS	2004	2003	ÉVOLUTION *
Chiffre d'affaires	129	315	n.a.
Résultat d'exploitation **	11	37	n.a.
Rentabilité sur chiffre d'affaires **	8,5%	11,7%	
Résultat d'exploitation	2	258	n.a.

* Une comparaison avec l'exercice précédent n'est pas significative en raison de la cession de NDT

** Avant frais de restructuration et éléments non récurrents et plus-value générée par la cession de NDT en 2003

Specialty Products

Specialty Products fournit des consommables spécifiques sur le marché interentreprises. Ses principaux produits sont les pellicules cinématographiques, les microfilms et les films pour essais non destructifs. En 2004, le chiffre d'affaires de Specialty Products s'est élevé à 129 millions d'euros et son résultat d'exploitation hors charges de restructuration a atteint 11 millions d'euros.

Pellicule cinématographique

Agfa fournit des films d'enregistrement sonore numériques et analogiques et des films couleur utilisés pour la production des copies destinées aux salles de cinéma. Le marché des films de copie couleur continue à croître parce que beaucoup de films sont distribués en même temps dans le monde entier. Tous les grands laboratoires de films de cinéma dans le monde utilisent le film Agfa.

Film pour essai non destructif

Après la cession de son pôle Non-Destructive Testing en 2003, Agfa a signé avec General Electric Company un contrat de fourniture à long terme aux termes duquel cette dernière devenait le fournisseur exclusif des films radiographiques pour les essais non destructifs d'Agfa.

Microfilm

Economique et d'une fiabilité avérée, le microfilm reste le meilleur support de stockage à long terme des données. Le microfilm d'Agfa est réputé pour sa grande sensibilité et sa qualité d'image exceptionnelle.

Cession de Consumer Imaging

En 2004, le chiffre d'affaires de Consumer Imaging s'est chiffré à 599 millions d'euros, soit un recul de 31,1 % par rapport à 2003. Le résultat d'exploitation a atteint -492 millions d'euros, dont une perte hors trésorerie de 430 millions d'euros.

En août 2004, Agfa a signé un accord de cession de son business group Consumer Imaging. En novembre, AgfaPhoto, une nouvelle société privée, opérant totalement indépendamment d'Agfa, a repris l'ensemble de l'actif et du passif du business group et 2934 employés pour un prix d'achat de 112 millions d'euros.

Agfa a octroyé à AgfaPhoto un prêt vendeur pour un montant maximal équivalant au prix d'achat. Ce prêt est assorti d'une garantie complète, remboursable sur quatre ans et inscrit sur le bilan comme prêt à long terme. Au niveau de la trésorerie, la transaction a donc été neutre en 2004. En tenant compte de l'amortissement du prêt et de l'impact fiscal, la cession est positive en termes de liquidités à partir de 2005.

Gouvernement d'entreprise

Depuis son introduction en Bourse en juin 1999, la Société attache une grande importance à la mise en œuvre de principes directeurs corrects et transparents qui régissent le gouvernement du Groupe. La plupart des principes existants se conforment déjà aux dispositions du Code belge de gouvernement d'entreprise, formalisé il y a quelques mois à peine. La Société sera en pleine conformité avec ce Code le 1er janvier 2006 au plus tard.

Le Conseil d'administration

Les principaux organes responsables de l'élaboration de la politique du Groupe sont le Conseil d'administration, dont les propositions sont soumises à l'approbation de l'Assemblée générale des actionnaires, et le Comité exécutif, appelé précédemment Comité de direction.

Le Conseil d'administration a pour mission de définir la stratégie et les principes directeurs de la Société, de développer de nouvelles activités et de cesser des activités existantes, d'ouvrir et de fermer des filiales, d'approuver les budgets, les financements, les investissements et les cessions, de nommer, de rémunérer et de contrôler la direction, de superviser et de vérifier l'application des décisions, d'approuver les états financiers et de proposer aux actionnaires l'affectation et la distribution du résultat.

Les délibérations et décisions du Conseil sont valables si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle assemblée avec le même ordre du jour sera convoquée et pourra décider valablement si deux administrateurs au moins sont présents ou représentés.

Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité absolue. En cas d'égalité des voix, la proposition est rejetée. Dans le cadre des dispositions légales en la matière, les statuts prévoient également un processus décisionnel par écrit pour le Conseil d'administration.

Il n'existe pour l'heure pas de procédure formelle relative à la manière dont les administrateurs sont informés ni sur les personnes qui les informent. Les administrateurs font usage de leur droit d'information sur une base ad hoc.

Le règlement de la Société prévoit que le Conseil d'administration se réunisse chaque fois que les intérêts de la Société l'exigent ou à la requête de deux administrateurs. En 2004, le Conseil d'administration s'est réuni sept fois. Tous les administrateurs ont assisté à ces réunions, à l'exception de M. Cornu qui était excusé à la réunion du Conseil du 20 janvier 2004.

Au cours de sa réunion du 20 janvier 2004, le Conseil d'administration a décidé de convoquer une Assemblée générale extraordinaire immédiatement après l'Assemblée générale des actionnaires du 27 avril 2004.

Le quorum requis pour voter valablement n'ayant pas été atteint à cette date, l'Assemblée générale extraordinaire a été reprogrammée au 25 mai 2004. L'Assemblée a autorisé le Conseil d'administration à augmenter, pour une période de cinq ans, le capital social en une ou plusieurs tranches d'un montant équivalent à 35 millions d'euros. L'autorisation d'augmenter le capital social en cas d'offre publique d'achat sur le capital de la Société sur une période de trois ans n'a pas été renouvelée par les actionnaires.

En outre, la même Assemblée extraordinaire a approuvé l'annulation de 11,2 millions d'actions rachetées dans le cadre d'une offre publique de rachat d'actions. Les actionnaires ont également renouvelé l'autorisation pour 18 mois, à compter du 25 mai 2004, de racheter des actions à concurrence de 10 pour cent du total des 128,8 millions d'actions en circulation. Par ailleurs, le Conseil d'administration a été habilité pour une période de dix ans à compter de l'Assemblée générale extraordinaire du 25 mai 2004 à vendre un maximum de 10 pour cent des actions de la Société.

Assemblée générale extraordinaire de 2005

Au 8 mars 2005, le Conseil d'administration a décidé de convoquer une Assemblée générale extraordinaire afin d'adapter les statuts. Cette Assemblée aura lieu immédiatement après l'Assemblée générale du 26 avril 2005.

Parmi les points les plus importants de l'ordre du jour soumis à l'approbation des actionnaires sont l'autorisation pour une période de 18 mois de racheter au maximum 10 pour cent des actions de la Société; la réduction du terme de nomination des administrateurs de six à trois ans; l'introduction de l'âge limite de 70 ans pour la nomination des membres du Conseil; la suppression de la part variable de la rémunération des membres du Conseil; et le droit des actionnaires représentant 5 pour cent au moins du capital-actions de déposer des points à l'ordre du jour d'une Assemblée générale.

En outre, l'Assemblée sera priée d'approuver l'addition aux statuts d'un règlement interne relatif au fonctionnement du Conseil et de ses comités. Au cours de l'année 2005, le Conseil établira donc des lignes d'actions additionnelles en ce qui concerne son organisation et ses processus décisionnels et la nomination, la description des fonctions, la rémunération et le licenciement des membres du Comité exécutif.

Composition du Conseil d'administration

En vertu du règlement de la Société, le Conseil d'administration doit comprendre au moins six membres, actionnaires ou non, désignés pour un mandat renouvelable de maximum 6 ans.

La nomination des administrateurs non exécutifs repose sur les critères fixés par le Conseil d'administration en matière d'intégrité et d'expérience dans le domaine commercial et/ou scientifique.

Au 1^{er} janvier 2005, la composition du Conseil d'administration de Agfa-Gevaert était la suivante:

Pol Bamelis*	Président, Administrateur de sociétés
John Buttrick*	Administrateur de sociétés
Ferdinand Chaffart	Administrateur de sociétés
Jo Cornu*	Administrateur de sociétés
Marc Gedopt**	Chief Financial and Administration Officer, Agfa-Gevaert
Monte Haymon*	Administrateur de sociétés
Christian Leysen	Chief Executive Officer, Groupe AXE
André Oosterlinck*	Recteur de l'Université Catholique de Louvain
Karel Van Miert*	Administrateur de sociétés
Dietrich von Kyaw*	Ancien ambassadeur de la RFA auprès de l'Union européenne
Ludo Verhoeven**	Chief Executive Officer, Agfa-Gevaert

(*) administrateur indépendant

(**) administrateur exécutif

Werner Vanderhaeghe Secrétaire général et avocat-conseil de la Société

MM. Chaffart et Leysen représentent Gevaert, actionnaire principal.

M. Verhoeven est directeur exécutif, mais également Président du Comité exécutif. La démission de Marc Gedopt du Comité exécutif a pris effet le 15 janvier 2005. Sa démission du Conseil d'administration prendra en outre effet immédiatement après l'Assemblée générale des actionnaires du 26 avril 2005.

MM. Bamelis, Buttrick, Cornu, Haymon, Oosterlinck, Van Miert et von Kyaw jouissent d'un statut indépendant par rapport aux principaux actionnaires et à la direction. Ils n'avaient, en 2004, aucune relation d'affaires, rapport familial ou autre relation étroite avec la Société, ses actionnaires majoritaires, sa direction ou une partie quelconque pouvant créer un conflit d'intérêts susceptible d'influencer leur indépendance de jugement.

Lors de l'Assemblée générale des actionnaires du 26 avril 2005, les actionnaires se verront proposer de réitérer leur confiance en MM. Chaffart, Oosterlinck, Van Miert et Verhoeven car leur mandat vient à expiration, et d'accepter la nomination de M. Marc Olivié en tant que nouveau membre.

M. Bamelis, Président, ne briguera pas un nouveau mandat. Atteint par la limite d'âge officielle, M. von Kyaw ne briguera pas un nouveau mandat. Le Conseil s'attend à ce que l'introduction d'un âge limite sera acceptée lors de l'Assemblée extraordinaire de 2005. Le Conseil d'administration voudrait remercier MM. Bamelis et von Kyaw du dévouement dont ils ont fait preuve au service du Groupe.

Après approbation de sa réélection au sein du Conseil, M. Verhoeven devrait succéder à M. Bamelis au poste de Président du Conseil, et M. Olivié remplacera M. Verhoeven en qualité de Président et CEO.

Comités constitués par le Conseil d'administration

Comité d'audit

Le Comité d'audit se compose de trois administrateurs non exécutifs et assiste le Conseil d'administration dans ses missions de contrôle. Composé de MM. Chaffart, Président du Comité, Buttrick et Oosterlinck, il s'est réuni à six reprises en 2004.

Comité de nomination et de rémunération

Le Comité de nomination et de rémunération se compose de trois administrateurs indépendants, MM. Bamelis, Président, Van Miert et Cornu, et est chargé de soumettre au Conseil d'administration des propositions relatives à la nomination et à la rémunération appropriée des membres du Comité exécutif et du Conseil d'administration. En 2004, le Comité s'est réuni 4 fois.

Comité exécutif

Le Comité exécutif est responsable de la mise en œuvre de la politique de la Société et de sa stratégie définies par le Conseil d'administration. Le Comité exécutif est donc investi des compétences les plus larges en matière de gestion quotidienne ainsi que de certains pouvoirs spécifiques.

Pour permettre au Conseil d'administration d'exercer sa fonction de contrôle, le Comité exécutif lui soumet régulièrement un rapport relatif à ses activités et à l'évolution des filiales et des sociétés associées.

Le Comité exécutif se réunit, en principe, tous les quinze jours et chaque fois qu'il l'estime nécessaire.

Composition du Comité exécutif

Fin 2004, Marc Gedopt, CFAO, a décidé de quitter la Société en vue de relever de nouveaux défis dans le domaine financier. Agfa le remercie du dévouement dont il a fait preuve pendant des années au sein de la Société et lui souhaite de connaître autant de succès.

Lors de sa réunion du 25 janvier 2005, le Conseil d'administration a décidé d'ajouter quatre nouveaux membres au Comité exécutif. Depuis le 25 janvier 2005, le Comité exécutif compte donc en son sein les six membres suivants:

Ludo Verhoeven	Chief Executive Officer
Anne Vleminckx	Chief Financial Officer
Albert Follens	Chief Operating Officer
Philippe Houssiau	Président du Business Group HealthCare
Marc Olivié	Executive Vice President
Stefaan Vanhooren	Président du Business Group Graphic Systems
Werner Vanderhaeghe	Secrétaire auprès du Comité exécutif.

Rémunérations

En 2004, la rémunération brute totale des administrateurs non exécutifs s'est élevée à 605.167 euros, dont 397.167 euros sous la forme d'une rémunération fixe pour l'exercice de la direction, la fonction de membre des comités, et le jeton de présence et 208.000 euros à titre de montant variable. La part variable est proportionnelle au dividende par action: par tranche de 5 eurocents de dividende par action qui dépasse la première tranche de 0,15 euro par action, un administrateur reçoit une rémunération brute de 2.000 euros.

Aucune option sur actions ou bon de souscription n'est attribué aux administrateurs non exécutifs. Les administrateurs exécutifs ont ensemble reçu pour leurs prestations en tant qu'administrateur des honoraires bruts de 91.667 euros, dont 51.667 étaient des honoraires fixes.

La rémunération brute globale versée aux membres du Comité exécutif en 2004 s'est élevée à 4.092.477 euros, dont 3.425.043 euros fixes et 667.434 euros variables. Ces montants incluent la somme de 1.440.264 euros liée au départ d'un membre du Conseil exécutif.

Fin 2004, les membres du Comité exécutif détenaient un total de 298.850 options sur actions ou bons de souscription, qui leur ont été attribués en plusieurs tranches.

Options sur actions attribuées aux membres du Comité exécutif (situation fin 2004)	NOMBRE	PRIX D'EXERCICE (EN EUROS)	PÉRIODE D'EXPLOITATION
	32.500*	22,00	1 ^{er} janvier 2003 au 10 novembre 2008
	26.250	22,00	1 ^{er} janvier 2004 au 5 juin 2009
	43.300	20,00	6 juillet 2004 au 6 juillet 2010
	50.500	18,00	26 août 2005 au 27 août 2011
	71.300	18,27	28 juillet 2006 au 27 juillet 2013
	75.000	19,95	10 août 2007 au 10 août 2011
TOTAL	298.850		

(*) bons de souscription

Politique relative à l'affectation du résultat

Les propositions soumises à l'Assemblée générale des actionnaires au sujet de l'affectation et de la distribution du résultat, par le Conseil d'administration, tiennent compte de différents facteurs, tels que la situation financière de la Société, ses résultats d'exploitation, ses cash-flows actuels et futurs et ses projets d'expansion.

En général, le Groupe compte verser entre 35 et 40 % de son résultat net sous la forme de dividendes.

Principaux actionnaires

D'après les informations dont dispose la Société, ses principaux actionnaires sont Gevaert, qui détient 26,6 % des actions en circulation, et Highfields Capital Management, qui en possède 10%. Depuis fin 2004, Agfa-Gevaert N.V. détient 2 % de ses parts sous la forme d'actions rachetées.

Auditeur

L'auditeur d'Agfa-Gevaert N.V. est Klynveld, Peat Marwick, Goerdeler, représenté par MM. Theo Erauw et Erik Helsen.

Les honoraires internationaux liés aux services prestés par l'auditeur s'élevaient à 6.307.464 euros en 2004. Cette somme englobe des honoraires de 2.965.222 euros pour l'audit des comptes annuels, 903.152 euros pour les services fiscaux et 2.439.090 euros pour d'autres services. Ces derniers concernent principalement des 'due diligence' financières lors des acquisitions et des cessions de filiales.

États financiers

A l'attention du Conseil d'administration et des actionnaires d'Agfa-Gevaert N.V.

Nous avons audité les bilans consolidés ci-joints d'Agfa-Gevaert N.V. et de ses filiales (le "Groupe") au 31 décembre 2004 et 2003, ainsi que les comptes de résultats consolidés, les états consolidés des bénéfices et des pertes pris en compte et les tableaux de financement consolidés. Ces comptes annuels consolidés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration de la Société. Notre mission consiste à exprimer une attestation sur ces comptes annuels basée sur les contrôles que nous avons effectués.

Attestation sans réserve des comptes annuels consolidés

Nous avons effectué notre contrôle selon les Normes Internationales d'Audit (ISA) émises par l'IFAC (International Federation of Accountants). Ces normes imposent que notre révision soit organisée et exécutée de manière à offrir une garantie raisonnable que les comptes annuels consolidés ne comportent pas d'inexactitudes significatives. Un contrôle consiste à examiner, par sondages, la justification des montants et autres informations contenus dans ces comptes annuels consolidés. Il consiste également à évaluer les principes comptables utilisés et les estimations significatives faites par les administrateurs, ainsi qu'à évaluer la présentation des états financiers dans leur ensemble. Nous estimons que notre contrôle fournit une base raisonnable à l'expression de notre attestation.

A notre avis, les comptes annuels consolidés donnent une image fidèle de la situation financière, des résultats et du financement du Groupe au 31 décembre 2004 et 2003, en conformité avec les Normes internationales d'information financière émises l'IASB (International Accounting Standards Board).

Attestations complémentaires

Les attestations complémentaires suivantes sont fournies de façon à compléter le rapport d'audit mais ne sont pas de nature à modifier notre attestation des comptes annuels consolidés: le rapport de gestion consolidé contient les informations requises par la loi et concorde avec les comptes annuels consolidés.

Mortsel, le 21 mars 2005

Klynveld Peat Marwick Goerdeler, Réviseurs d'Entreprises
Commissaire réviseur
représentée par

T. Erauw

E. Helsen

MILLIONS D'EUROS	ANNEXE	2004	2003
Chiffre d'affaires	4	3.762	4.215
Coût des ventes		(2.265)	(2.449)
Bénéfice brut		1.497	1.766
Frais de distribution		(701)	(790)
Frais de recherche et de développement		(191)	(233)
Frais généraux d'administration		(268)	(297)
Autres produits d'exploitation	6	540	661
Autres charges d'exploitation	7	(1.004)	(579)
Résultat d'exploitation		(127)	528
Produits (charges) d'intérêts – net	8	(19)	(28)
Autres produits (charges) hors exploitation – net	9	(37)	(43)
Résultat hors exploitation		(56)	(71)
Résultat avant impôts		(183)	457
Impôts sur les bénéfices	10	39	(135)
Résultat net des sociétés consolidées		(144)	322
Intérêts minoritaires		1	1
Part des résultats des sociétés associées		-	-
Résultat net pour la période comptable		(143)	323
dont activités abandonnées	3	(340)	(61)
Résultat de base par action (en euros)	28	(1,14)	2,44
Résultat dilué par action (en euros)	28	(1,13)	2,44

MILLIONS D'EUROS	ANNEXE	31 DÉC. 2004	31 DÉC. 2003
ACTIF			
Actifs immobilisés		1.011	976
Immobilisations incorporelles	12	338	325
Immobilisations corporelles	13	519	616
Investissements	14	38	32
Prêts à long terme	15	112	-
Instruments financiers dérivés	24	4	3
Actifs circulants		2.035	2.652
Stocks	16	576	813
Créances commerciales		744	826
Autres créances et actifs divers	17	391	569
Liquidités et équivalents de liquidités	18	293	397
Charges à reporter		18	18
Instruments financiers dérivés	24	13	29
Impôts différés	10	310	211
ACTIF TOTAL		3.356	3.839
PASSIF			
Fonds propres	19	1.080	1.371
Capital social d'Agfa-Gevaert N.V.		140	140
Prime d'émission d'Agfa-Gevaert N.V.		107	107
Bénéfices non répartis		1.284	1.056
Réserves		(264)	(260)
Résultat net		(143)	323
Écarts de conversion		(44)	5
Intérêts minoritaires		2	2
Passif à long terme		1.052	1.424
Dettes pour avantages liés à la retraite	20	727	799
Dettes pour engagements de personnel		35	36
Dettes financières à plus d'un an	21	247	558
Provisions à plus d'un an	23	43	27
Instruments financiers dérivés	24	-	4
Passif à court terme		1.185	1.010
Dettes financières à moins d'un an	21	239	72
Dettes commerciales		369	304
Autres dettes	22	211	205
Dettes pour engagements de personnel		72	85
Provisions à moins d'un an	23	282	327
Produit reporté		5	7
Instruments financiers dérivés	24	7	10
Impôts différés	10	37	32
PASSIF TOTAL		3.356	3.839

MILLIONS D'EUROS	CAPITAL SOCIAL D'AGFA- GEVAERT N.V.	PRIME D'ÉMISSION D'AGFA- GEVAERT N.V.	BÉNÉFICES NON RÉPARTIS	RÉSERVE POUR ACTIONS PROPRES	PLUS- VALUES DE RÉÉVA- LUATION	RÉSERVE DE COUVER- TURE	RÉSULTAT NET	ÉCARTS DE CONVER- SION	FONDS PROPRES DU GROUPE AGFA- GEVAERT	INTÉRÊTS MINO- RITAIRES	TOTAL
31 décembre 2003	140	107	1.056	(267)	(1)	8	323	5	1.371	2	1.373
Variations de fonds propres résultant des apports en capital et des paiements de dividendes											
Paiements de dividendes	-	-	(95)	-	-	-	-	-	(95)	-	(95)
Autres variations de fonds propres non incluses dans le résultat											
Options sur actions levées	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-	1
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	-	2	-	-	-	2	-	2
Couvertures de flux	-	-	-	-	-	(7)	-	-	(7)	-	(7)
Écarts de conversion	-	-	-	-	-	-	-	(49)	(49)	-	(49)
Autre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de fonds propres incluses dans le résultat											
Affectation aux bénéfices non répartis	-	-	323	-	-	-	(323)	-	-	-	-
Résultat après impôts pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2004	-	-	-	-	-	-	(143)	-	(143)	-	(143)
31 décembre 2004	140	107	1.284	(266)	1	1	(143)	(44)	1.080	2	1.082

MILLIONS D'EUROS	ANNEXE	2004	2003
Liquidités et équivalents de liquidités en début d'exercice		394	141
Résultat d'exploitation		(127)	528
Impôts courants	10	(84)	(102)
Pertes de dépréciation, d'amortissement et de valeur		291	216
Changements de la juste valeur des instruments financiers dérivés		4	3
Variation de provisions à long terme		(11)	(86)
(Plus-values)/moins-values sur reprise d'actifs à long terme	13	(17)	2
Plus-values sur cessions	5	(126)	(231)
Moins-values découlant de la vente de Consumer Imaging	3	270	-
Impôts sur cessions	5	46	63
Liquidités brutes résultant des activités d'exploitation		246	393
dont activités abandonnées	3	(138)	(59)
Diminution/(Augmentation) des stocks		81	80
Diminution/(Augmentation) des créances commerciales		(58)	62
Augmentation/(Diminution) des dettes commerciales		83	7
Variation de provisions à court terme		(34)	(9)
Autres variations du fonds de roulement		(13)	(11)
Liquidités nettes résultant des activités d'exploitation		305	522
dont activités abandonnées	3	(117)	48
Sorties de fonds pour acquisition d'immobilisations incorporelles	12	(12)	(28)
Sorties de fonds pour acquisition d'immobilisations corporelles	13	(100)	(150)
Rentrées de fonds résultant de la cession d'immobilisations incorporelles	12	1	-
Rentrées de fonds résultant de la cession d'immobilisations corporelles	13	55	8
Rentrées de fonds résultant des cessions	5	129	241
Rentrées (sorties) de fonds provenant des fonds propres et des titres de créance		6	6
Sorties de fonds pour acquisitions	5	(122)	-
Intérêts et dividendes perçus		18	24
Liquidités nettes provenant des/(consacrées aux) activités d'investissement		(25)	101
dont activités abandonnées	3	59	51
Distribution de dividendes aux actionnaires	19	(95)	(67)
Rachat d'actions propres		-	(253)
Émissions nettes de titres de créances		(231)	19
Intérêts versés		(39)	(56)
Autres rentrées/sorties de fonds		(22)	(1)
Liquidités nettes consacrées aux activités de financement		(387)	(358)
Variations de liquidités et d'équivalents de liquidités résultant des activités courantes		(107)	265
Variations de liquidités et d'équivalents de liquidités résultant des fluctuations des cours de change		3	(12)
Liquidités et équivalents de liquidités en fin d'exercice	18	290	394

**1. Principales
conventions
comptables**
(a) Déclaration de conformité

Agfa-Gevaert N.V. ("la Société") est une société implantée en Belgique. Les états financiers consolidés de la Société englobent les comptes de la Société et de ses filiales (appelées collectivement "le Groupe") ainsi que les participations du Groupe dans les entités associées. L'autorisation de publier les présents états financiers consolidés a été délivrée par le Conseil d'administration le 21 mars 2005. Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) émises par l'IASB (International Accounting Standards Board) et aux Interprétations en vigueur émises par l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee) de l'IASB, telles qu'elles sont d'application à la date de clôture. Ils sont par ailleurs en tout point conformes aux 7èmes directives de l'Union européenne en matière de consolidation des états financiers. L'application des IFRS par la société en lieu et place des Normes comptables belges a été approuvée par la Commission bancaire et financière le 6 juillet 1999.

(b) Préparation des comptes

Les états financiers consolidés sont établis en euros et arrondis au million supérieur. Les états financiers consolidés sont établis selon la convention du coût historique, à l'exception des éléments suivants de l'actif et du passif qui sont comptabilisés à leur juste valeur: instruments financiers dérivés et investissements classés comme disponibles à la vente. L'actif et le passif réalisés qui sont couverts sont comptabilisés à leur juste valeur par rapport au risque couvert. Les conventions comptables ont été uniformément respectées par les entreprises du Groupe, à l'exception des modifications apportées à la convention comptable indiquée ci-dessous, et sont identiques à celles appliquées l'année précédente. Conformément aux dispositions transitoires de la norme IFRS 3 relative aux regroupements d'entreprises, de la norme IAS 36 révisée "dépréciations d'actifs" et de la norme IAS 38 révisée "immobilisations incorporelles", l'écart d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie découlant des acquisitions dont la date d'accord se situe le ou après le 31 mars 2004 ne sont plus amortis, mais soumis à un test de dépréciation annuel.

(c) Principes de consolidation
(i) Filiales

Les filiales sont des entreprises contrôlées par la Société. Par contrôle, on entend le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date de prise de contrôle effective jusqu'au terme de ce dernier.

(ii) Entreprises associées

Les entreprises associées sont celles dont le Groupe influence notablement les politiques financière et opérationnelle, sans pour autant en détenir le contrôle. Les états financiers consolidés incluent la quote-part du Groupe dans le total des bénéfices et pertes réalisés par les entreprises associées, selon la méthode de mise en équivalence, à compter de la date à laquelle l'influence notable a commencé jusqu'à son terme. Lorsque le total des pertes du Groupe dépasse la valeur comptable de l'entreprise, cette dernière est réduite à néant et la prise en compte d'autres pertes s'interrompt, sauf dans la mesure où le Groupe a contracté des obligations par rapport à l'entreprise.

(iii) Élimination de transactions aux fins de consolidation

Les états financiers consolidés ne tiennent pas compte des bilans et transactions intragroupe, y compris les plus-values latentes résultant de transactions internes au Groupe. Les plus-values latentes dérivées de transactions conclues avec les entités associées sont éliminées à hauteur de la participation du Groupe dans ces entreprises. Les plus-values latentes résultant de transactions effectuées avec des entreprises associées sont éliminées à hauteur de l'investissement de la Société dans ces entreprises. Les moins-values latentes sont éliminées selon les mêmes principes, à condition toutefois qu'il n'y ait pas de perte de valeur.

1. Principales conventions comptables suite

(d) Conversion des devises

(i) Transactions impliquant des devises étrangères

Les transactions effectuées en monnaies étrangères par les différentes entreprises du Groupe sont converties au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les écarts de conversion constatés sont comptabilisés dans le compte de résultat annuel. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change étranger en vigueur à la date de clôture du bilan.

(ii) États financiers des établissements étrangers

Les établissements étrangers du Groupe ne sont pas considérés comme faisant partie intégrante des activités de la Société. Par conséquent, les actifs et passifs résultant des établissements étrangers, y compris l'écart d'acquisition positif et les ajustements de la juste valeur provenant de la consolidation, sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date de clôture du bilan. Les recettes et les dépenses des établissements étrangers sont converties en euros au taux de change moyen de l'exercice. Les écarts de conversion éventuels sont directement inscrits dans les capitaux propres.

Les états financiers des établissements étrangers exerçant leurs activités dans des économies hyperinflationnistes sont convertis dans la monnaie de mesure de l'entreprise locale (généralement le dollar américain, USD), comme s'il s'agissait de leur monnaie fonctionnelle. Les actifs et passifs non monétaires ainsi que les comptes de résultat y afférents sont convertis selon la méthode du cours historique de sorte que le résultat exprimé dans la monnaie de présentation des états financiers corresponde à celui qui aurait été obtenu si la transaction sous-jacente avait été effectuée dans cette monnaie.

(e) Instruments financiers dérivés

Le Groupe recourt essentiellement à des instruments financiers dérivés pour se prémunir des risques de change et de taux d'intérêt découlant de ses activités d'exploitation, de financement et d'investissement. Fidèle à sa politique de gestion de trésorerie, le Groupe ne détient ni n'émet actuellement d'instrument dérivé à des fins commerciales. Toutefois, les instruments dérivés qui ne peuvent intervenir pour la comptabilité de couverture sont comptabilisés comme instruments commerciaux.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés initialement au coût de l'acquisition. Après la comptabilisation initiale, les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur. La comptabilisation de tout profit ou perte qui en résulte dépend de la nature de l'élément couvert (convention comptable f). Les instruments financiers dérivés qui sont des instruments de couverture non considérés comme des couvertures, ou qui ne peuvent intervenir comme couvertures, sont comptabilisés à leur juste valeur avec les changements de valeur inclus dans le compte de résultat.

Les justes valeurs des contrats d'intérêt dérivés sont estimées en actualisant les flux de trésorerie futurs escomptés à l'aide des taux d'intérêt actuels du marché et de la courbe de rendement sur le terme restant de l'instrument. La juste valeur des contrats de change à terme est leur prix du marché coté à la date du bilan, c'est-à-dire la valeur actuelle du prix à terme coté.

(f) Couverture

(i) Couvertures des flux de trésorerie

Lorsqu'un instrument financier dérivé est considéré comme une couverture de la variabilité des flux de trésorerie d'un actif ou d'un passif comptabilisé, un engagement ferme ou une transaction prévue fortement probable, la partie effective d'un profit ou d'une perte sur l'instrument financier dérivé est inscrite directement dans les fonds propres. Lorsque l'engagement ferme ou la transaction prévue se traduit par la comptabilisation d'un actif ou d'un passif, le profit ou la perte cumulé(e) est retiré(e) des fonds propres et inclus(e) dans la mesure initiale du coût d'acquisition ou d'une autre valeur comptable de l'actif ou du passif. Sinon, le profit ou la perte cumulé(e) est retiré(e) des fonds propres et inscrit(e) dans le compte de résultat en même temps que

**1. Principales
conventions
comptables**
suite

la transaction couverte. La partie non effective d'un profit ou d'une perte est inscrite directement dans le compte de résultat. Tout profit ou perte résultant de changements de la valeur temporelle de l'instrument financier dérivé est exclu de la mesure de l'efficacité de la couverture et inscrit immédiatement dans le compte de résultat.

Lorsqu'un instrument de couverture ou une relation de couverture arrive à son terme mais que la transaction couverte doit encore avoir lieu, le profit ou la perte cumulé(e) à ce stade reste dans les fonds propres et est inscrit(e) conformément à la convention précitée lorsque la transaction a lieu. Si la transaction couverte n'est plus probable, le profit ou la perte cumulé(e) non réalisé(e) inscrit(e) dans les fonds propres est comptabilisé(e) immédiatement dans le compte de résultat.

(ii) Couvertures en juste valeur

Pour des couvertures en juste valeur, où des instruments financiers dérivés couvrent la juste valeur des actifs et des passifs, les changements de la juste valeur des instruments financiers dérivés sont inscrits dans le compte de résultat en même temps que les changements de la juste valeur de l'élément couvert associé.

(iii) Couverture d'un investissement net dans un établissement étranger

Lorsqu'une dette en devise étrangère couvre un investissement net dans un établissement étranger, les écarts de conversion résultant de la conversion de la dette en euros sont inscrits directement dans les fonds propres.

Lorsqu'un instrument financier dérivé couvre une participation nette dans une opération étrangère, la partie du bénéfice ou de la perte relative à l'instrument de couverture, définie comme couverture effective, est inscrite immédiatement dans les fonds propres et la partie ineffective est inscrite dans le compte de résultat.

(g) Publication d'informations sectorielles

La publication des informations sectorielles s'effectue selon deux formats. Le premier est utilisé pour décrire les trois Business segments qui composent la structure du Groupe: Graphic Systems, HealthCare et Specialty Products. Le second sert à la présentation des quatre zones géographiques desservies par le Groupe.

Les résultats sectoriels comprennent les recettes et les dépenses directement imputables à un Business segment ainsi que la part des recettes et dépenses qui peut raisonnablement lui être attribuée.

Les actifs et passifs sectoriels englobent les actifs et passifs d'exploitation directement imputables à un Business segment ou qui peuvent lui être raisonnablement attribués.

Les actifs et passifs sectoriels n'incluent pas l'impôt sur le revenu.

(h) Activités abandonnées

Une activité abandonnée est un élément clairement identifiable, parmi les activités du Groupe, (a) qui est cédé ou arrêté à la suite d'un plan unique; (b) qui représente une part d'activité ou une zone géographique d'activités, importante et distincte, et (c) qui peut être identifié en termes d'exploitation et à des fins d'information financière.

(i) Ecart d'acquisition et autres immobilisations incorporelles
(i) Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition positif résultant d'une acquisition correspond à la différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur des immobilisations nettes identifiables achetées. L'écart d'acquisition positif est comptabilisé au coût de l'acquisition, déduction faite de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur. Pour ce qui est des entreprises associées, la valeur comptable de l'écart d'acquisition positif est incluse dans la valeur comptable de la participation détenue dans chaque entreprise.

1. Principales conventions comptables suite	<p>L'écart d'acquisition est amorti selon une méthode linéaire couvrant sa durée de vie utile estimée, généralement sur une période comprise entre 5 et 15 années.</p> <p>L'écart d'acquisition résultant d'acquisitions dont la date d'accord se situe le ou après le 31 mars 2004 n'est pas amorti. Il est à la place soumis annuellement à un test de dépréciation.</p>																
	<p>(ii) Recherche et développement</p> <p>Les dépenses de recherche, engagées dans l'objectif d'acquérir de nouvelles connaissances scientifiques ou techniques, sont prises en charge lorsqu'elles sont encourues.</p> <p>Les dépenses de développement, au moyen desquelles les découvertes issues de la recherche sont appliquées à un plan ou un concept dans le but de produire des produits et processus nouveaux ou sensiblement améliorés, peuvent être immobilisées si et seulement si toutes les conditions définies par la norme IAS 38.57 sont réunies. Ces conditions ne sont pas remplies.</p>																
	<p>(iii) Autres immobilisations incorporelles</p> <p>Les autres immobilisations incorporelles acquises par le Groupe sont comptabilisées au coût d'acquisition, diminué de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur.</p> <p>Les immobilisations incorporelles résultant d'acquisitions dont la date d'accord se situe le ou après le 31 mars 2004 sont comptabilisées séparément de l'écart d'acquisition lorsqu'elles sont identifiables et peuvent être mesurées de manière fiable.</p> <p>Les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie indéfinie résultant d'acquisitions dont la date d'accord se situe le ou après le 31 mars 2004 ne sont pas amortis, mais soumis annuellement à un test de dépréciation.</p> <p>Les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie définie, tels que la technologie acquise, les noms de marque et les relations avec la clientèle, sont amortis selon un principe linéaire sur leur durée de vie utile estimée, généralement sur des périodes allant de 3 à 15 ans.</p>																
	<p>(j) Immobilisations corporelles</p> <p>(i) Immobilisations acquises</p> <p>Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou de production, déduction faite de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur.</p> <p>Le prix de revient des immobilisations corporelles produites par l'entreprise englobe le coût direct des matières premières, les frais directs de fabrication, des quotes-parts adéquates de matériel et frais généraux de fabrication, ainsi qu'une quote-part adéquate d'amortissement et de réduction de valeur des actifs utilisés pour la fabrication. Ceci inclut la part des dépenses dévolue aux régimes de retraite de l'entreprise et aux avantages sociaux attribuables à la fabrication. Les coûts d'emprunt ne sont pas capitalisés.</p> <p>Les dépenses consacrées à la remise en état des immobilisations corporelles sont normalement imputées en charges, en contrepartie des produits. Elles sont en revanche capitalisées si elles résultent en un accroissement des avantages futurs découlant des immobilisations corporelles.</p> <p>Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement sur leur durée de vie utile estimée, sauf si la méthode dégressive semble plus appropriée compte tenu de l'utilisation réelle de l'immobilisation. Les terrains ne sont pas amortis.</p>																
	<p>La durée de vie utile estimée des différentes catégories d'immobilisations se chiffre comme suit:</p>																
	<table> <tr> <td>- Immeubles</td><td>20 à 50 ans</td></tr> <tr> <td>- Infrastructure extérieure</td><td>10 à 20 ans</td></tr> <tr> <td>- Installations des usines</td><td>6 à 20 ans</td></tr> <tr> <td>- Matériel et équipement</td><td>6 à 12 ans</td></tr> <tr> <td>- Laboratoires et centres de recherche</td><td>3 à 5 ans</td></tr> <tr> <td>- Matériel de transport</td><td>4 à 8 ans</td></tr> <tr> <td>- Equipement informatique</td><td>3 à 5 ans</td></tr> <tr> <td>- Mobilier et aménagements</td><td>4 à 10 ans</td></tr> </table>	- Immeubles	20 à 50 ans	- Infrastructure extérieure	10 à 20 ans	- Installations des usines	6 à 20 ans	- Matériel et équipement	6 à 12 ans	- Laboratoires et centres de recherche	3 à 5 ans	- Matériel de transport	4 à 8 ans	- Equipement informatique	3 à 5 ans	- Mobilier et aménagements	4 à 10 ans
- Immeubles	20 à 50 ans																
- Infrastructure extérieure	10 à 20 ans																
- Installations des usines	6 à 20 ans																
- Matériel et équipement	6 à 12 ans																
- Laboratoires et centres de recherche	3 à 5 ans																
- Matériel de transport	4 à 8 ans																
- Equipement informatique	3 à 5 ans																
- Mobilier et aménagements	4 à 10 ans																

**1. Principales
conventions
comptables**
suite

(ii) Immobilisations louées

Les contrats de location pour lesquels le Groupe assume pratiquement tous les risques et détient pratiquement tous les avantages inhérents à la propriété des actifs loués sont classés dans les contrats de location-financement. Les immobilisations corporelles acquises sur la base de tels contrats sont comptabilisées au montant le plus faible de leur valeur de marché ou de la valeur actuelle des échéances minimales des loyers à l'entrée en vigueur du contrat de location-financement, diminué de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur. La période d'amortissement coïncide avec la durée de vie utile estimée de l'immobilisation ou la durée du contrat de location, selon la période la plus courte.

(k) Investissements dans des titres de participation

Les participations classifiées comme actifs à long terme englobent les participations dans des sociétés dont le Groupe ne détient pas le contrôle.

Si le Groupe détient, directement ou indirectement, plus de 20% des droits de vote et/ou influence notablement les politiques financière et opérationnelle d'une société, les participations sont comptabilisées comme s'il s'agissait d'entreprises associées. Les participations dans des entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. S'il existe des indices mentionnant qu'une participation dans une société associée s'est vue déprécier, la règle comptable des pertes de valeur est appliquée.

Les autres investissements dans les titres de participation sont classés comme étant disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur, à l'exception des instruments de participation qui n'ont pas un prix du marché coté sur un marché actif et dont la juste valeur ne peut être mesurée de manière fiable. Ces instruments de participation exclus d'une évaluation de la juste valeur sont comptabilisés au coût de l'acquisition.

Un bénéfice ou une perte résultant d'un changement de juste valeur d'un investissement classé comme disponible à la vente et ne faisant pas partie d'une relation de couverture est inscrit directement dans les capitaux propres. Lorsque l'investissement est vendu, recouvert ou cédé d'une autre manière, ou si la valeur comptable de l'investissement se déprécie, le bénéfice ou la perte cumulé(e) comptabilisé(e) antérieurement dans les capitaux propres est transféré(e) dans le compte de résultat.

La juste valeur des investissements disponibles pour la vente est leur prix d'achat coté à la date du bilan.

(l) Perte de valeur

Les valeurs comptables des actifs du Groupe, autres que les stocks, les charges d'impôts différés et les actifs provenant des avantages sociaux, sont réexaminées à chaque clôture de bilan afin de déterminer si elles ont diminué. Si tel semble être le cas, on estime le montant recouvrable de l'actif.

Le montant récupérable des créances du Groupe est calculé comme étant la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs escomptés, actualisés au taux d'intérêt réel initial inhérent à l'actif. Les créances à court terme ne sont pas actualisées.

Le montant récupérable des autres actifs est le montant le plus élevé entre la valeur de réalisation nette de l'actif et sa valeur d'usage. En estimant la valeur d'usage, les flux de trésorerie escomptés sont actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les estimations actuelles du marché concernant la valeur temporelle de l'argent et les risques inhérents à l'actif. Lorsqu'un actif n'insuffit pas de recettes significatives, on détermine le montant recouvrable de l'entité génératrice à laquelle appartient cet actif.

Une moins-value est constatée chaque fois que la valeur comptable d'un actif ou de l'entité génératrice à laquelle il appartient est supérieure à son montant recouvrable. Ces moins-values sont comptabilisées dans le compte de résultat.

Une moins-value précédemment comptabilisée est contre-passée si les estimations effectuées pour déterminer le montant recouvrable ont été modifiées, mais, dans tous les cas, pour un montant inférieur à la valeur nette comptable qui aurait été déterminée si aucune moins-value n'avait été constatée au cours des exercices précédents.

1. Principales conventions comptables suite

Dépréciation de l'écart d'acquisition et des immobilisations incorporelles ayant une durée de vie indéfinie

L'écart d'acquisition et les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie indéfinie qui sont comptabilisés pour des acquisitions dont la date d'accord se situe le ou après le 31 mars 2004 sont soumis annuellement à un test de dépréciation.

L'écart d'acquisition et les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie indéfinie découlant d'acquisitions dont la date d'accord se situe avant le 31 mars 2004 n'ont été soumis à un test de dépréciation que s'il existe une indication de dépréciation.

Les tests de dépréciation sont effectués au niveau de l'unité de trésorerie. Le Groupe définit ses unités de trésorerie en fonction de la manière dont il contrôle son écart d'acquisition et tire un avantage économique des immobilisations et de l'écart d'acquisition acquis.

(m) Stocks

Les matières premières, les fournitures et les biens achetés destinés en vue de leur revente sont évalués à leur coût d'acquisition. Les en-cours de production ainsi que les produits finis sont évalués, quant à eux, à leur prix de revient. Le prix de revient englobe le coût direct des matériaux, les frais directs de fabrication, des quotes-parts adéquates de matériel et frais généraux de fabrication, ainsi qu'une quote-part adéquate d'amortissement et de réduction de valeur des actifs utilisés pour la production. Ceci inclut la part des dépenses dévolue aux régimes de retraite de l'entreprise et aux avantages sociaux attribuables à la fabrication. Les frais administratifs attribuables à la production sont également inclus.

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré.

Si le prix d'achat ou de revient est supérieur à la valeur de réalisation nette, les stocks sont amortis jusqu'à la valeur de réalisation nette. Par valeur de réalisation nette, on entend le prix de vente estimé dans des conditions de marché normales, déduction faite des coûts liés à l'achèvement et des frais de commercialisation estimés.

(n) Créances commerciales et autres

Les créances commerciales et autres sont comptabilisées à leur valeur nominale, diminuée des pertes de valeur.

À l'entrée en vigueur du contrat de location, les créances faisant l'objet d'une location-financement sont comptabilisées à la valeur actualisée des paiements futurs de loyers nets. Les créances sont réduites pendant toute la durée du contrat de location de la part des loyers affectée au remboursement du principal.

(o) Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et les équivalents de liquidités se composent du solde de caisse et des dépôts à vue.

(p) Capital social

(i) Rachat du capital social

En cas de rachat de capital social inclus dans les capitaux propres, le montant de la contrepartie versée, y compris les frais directement imputables, est comptabilisé comme une évolution de l'avoir. Les actions rachetées sont assimilées à des actions non émises et déduites des capitaux propres.

(ii) Dividendes

Les dividendes sont comptabilisés en éléments de passif pour la période au cours de laquelle ils ont été déclarés.

(q) Emprunts productifs d'intérêts

Les emprunts productifs d'intérêts sont initialement comptabilisés au coût, après déduction des frais de transaction nets. Après la comptabilisation initiale, les emprunts productifs d'intérêts sont comptabilisés au coût amorti, les différences éventuelles entre le coût et la valeur de remboursement étant portées au compte de résultat pour la période de validité des emprunts sur la base d'un intérêt réel.

(r) Impôts sur les résultats

Les impôts sur les résultats perçus sur les bénéfices ou pertes de l'exercice regroupent les impôts courants et différés. Ils sont inscrits au compte de résultat sauf s'ils portent sur des éléments repris dans les capitaux propres; auquel cas ils sont eux aussi comptabilisés dans les capitaux propres.

Les impôts courants désignent les impôts à payer sur le revenu imposable de l'exercice, calculés selon les taux d'imposition en vigueur ou promulgués à la date de clôture du bilan, ainsi que les redressements relatifs aux exercices antérieurs.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, laquelle engendre des différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs inscrite dans les rapports financiers et leur valeur fiscale. Les différences temporaires suivantes ne sont pas prises en compte: écart d'acquisition positif non déductible à des fins de fiscalité, comptabilisation initiale des actifs et passifs n'influençant pas la comptabilité ou les bénéfices imposables et différences se rapportant à des participations dans des filiales pour lesquelles aucune contre-passation n'est prévue dans un avenir proche. La charge des impôts différés mentionnée est calculée selon le mode de réalisation ou de règlement prévu de la valeur comptable des actifs et passifs, sur la base des taux d'imposition en vigueur ou promulgués à la date de clôture du bilan.

Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que s'ils sont susceptibles d'engendrer des bénéfices imposables permettant d'utiliser les crédits et débits d'impôts inutilisés.

Les actifs d'impôts différés sont réduits si la réalisation des bénéfices imposables y afférents se révèle improbable.

Des impôts supplémentaires sur le revenu résultant de la distribution de dividendes sont inscrits en même temps que l'obligation de verser le dividende correspondant.

(s) Avantages sociaux**(i) Avantages liés à la retraite**

Les avantages liés à la retraite comprennent les prestations de retraite, d'assurance-vie et de soins de santé.

La majorité des salariés du Groupe perçoivent des allocations de retraite dans le cadre de régimes à cotisations déterminées ou à prestations déterminées, gérés par des fonds indépendants, des régimes d'assurance ou des régimes reposant sur une semi-capitalisation.

(1) Régimes à cotisations déterminées:

Les cotisations versées aux régimes de retraite à cotisations déterminées sont passées en charges dans le compte de résultat à la date du paiement.

(2) Régimes à prestations déterminées:

En ce qui concerne les régimes à prestations déterminées, le montant inscrit au bilan équivaut à la valeur actualisée de l'obligation de prestation ajustée en fonction des gains et pertes actuariels non constatés, diminuée des éventuels coûts afférents du service antérieurs non encore constatés et de la juste valeur des actifs de régime. Si le calcul débouche sur un excédent net, l'actif comptabilisé ne dépasse pas le total net des pertes actuarielles et des coûts afférents du service non constatés cumulés et la valeur actualisée des bénéfices économiques sous la forme de remboursements provenant du régime ou de réductions des futures cotisations versées au régime.

La prise en compte des gains et pertes actuariels s'effectue séparément pour chaque régime à prestations déterminées. Si le gain ou la perte net(te) cumulé(e) non constaté(e) dépasse 10% de la valeur actualisée de l'obligation de prestation ou de la juste valeur des actifs du régime, selon celle qui est la plus élevée, cet excédent est inscrit dans le compte de résultat sur la durée de service restante moyenne des salariés participant au régime. Dans les autres cas, le gain ou la perte actuariel n'est pas comptabilisé.

1. Principales conventions comptables suite

Les coûts afférents du service antérieurs sont linéairement passés en charges sur la période moyenne écoulée jusqu'à l'acquisition des droits. Si les droits ont été acquis à la suite de la mise en place, ou de la modification, d'un régime de retraite à prestations déterminées, les coûts afférents du service antérieurs sont immédiatement passés en charges.

La valeur actualisée des obligations de prestations déterminées et les coûts de service y afférents sont calculés par un actuaire qualifié au moyen de la méthode des unités de crédit projetées. Le taux d'actualisation appliqué correspond au rendement enregistré à la date de clôture du bilan sur les obligations de sociétés de premier choix dont la date d'échéance coïncide approximativement avec celle des obligations du Groupe. Le montant imputé au compte de résultat se compose des coûts afférents du service courants, des charges d'intérêts, du rendement attendu sur les actifs du régime et des gains et pertes actuariels.

Les allocations de préretraite sont traitées au même titre que les indemnités de licenciement.

(ii) Autres avantages sociaux à long terme

L'obligation nette du Groupe en matière d'avantages sociaux à long terme, autres que les prestations de retraite, d'assurance-vie et de soins de santé, équivaut aux avantages futurs obtenus par les salariés au vu de leur ancienneté acquise au cours des périodes actuelle et antérieures. Cette obligation est calculée au moyen de la méthode des unités de crédit projetées. Le montant obtenu est actualisé et diminué de la juste valeur des actifs connexes. Le taux d'actualisation appliqué correspond au rendement enregistré à la date de clôture du bilan sur les obligations de sociétés de premier choix dont la date d'échéance coïncide approximativement avec celle des obligations du Groupe.

(iii) Indemnités de licenciement

Les indemnités de licenciement sont comptabilisées comme dette et comme dépense lorsqu'une société du Groupe s'engage visiblement à : (a) licencier un employé ou un groupe d'employés avant la date normale de la retraite ou (b) verser des indemnités de licenciement à la suite d'une offre destinée à encourager les départs volontaires.

Lorsque les indemnités de licenciement arrivent à échéance plus de douze mois après la date du bilan, elles sont actualisées à l'aide du taux d'actualisation qui correspond au rendement enregistré à la date de clôture du bilan sur les obligations de sociétés de premier choix dont la date d'échéance coïncide approximativement avec celle des obligations du Groupe.

(iv) Prestations sociales liées à l'actionnariat

Aucune compensation n'est inscrite pour les options ou bons de souscription accordés à des employés dans le cadre des régimes de participation des employés sous la forme d'actions.

(t) Provisions

Les provisions sont portées au bilan lorsqu'une société du Groupe doit s'acquitter d'une obligation (légale ou présumée) découlant d'un événement antérieur; il est probable qu'une sortie de ressources représentant des avantages économiques sera nécessaire pour honorer cette obligation et que la valeur de l'obligation peut être estimée de manière fiable.

Le montant identifié comme provision correspond à l'estimation la plus précise de la dépense requise pour régler l'obligation à la date de clôture du bilan.

Si l'effet est matériel, des provisions sont déterminées en actualisant les flux de trésorerie futurs escomptés à l'aide d'un taux avant impôts reflétant les estimations actuelles du marché concernant la valeur temporelle de l'argent et, selon le cas, les risques inhérents à l'actif.

Les provisions pour restructuration ne sont comptabilisées que si le Groupe a approuvé un plan de réorganisation détaillé et formel et si la restructuration a commencé ou a été annoncée aux personnes concernées. Les frais d'exploitation futurs ne sont pas prévus.

Conformément à la politique du Groupe en matière d'environnement et aux réglementations en vigueur, les provisions pour assainissement de sites pollués ne sont comptabilisées que si la pollution a pu être vérifiée.

**1. Principales
conventions
comptables**
suite

Une provision pour contrats onéreux est comptabilisée lorsque le profit que le Groupe espère générer d'un contrat est inférieur aux coûts inévitables auxquels il doit faire face pour tenir ses engagements contractuels.

(u) Dettes commerciales et autres

Les dettes commerciales et autres sont comptabilisées au coût.

(v) Recettes

Les recettes provenant de la vente de marchandises sont inscrites au compte de résultat lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés à l'acheteur.

Les recettes sont comptabilisées s'il n'existe aucune réelle incertitude quant à la récupération de la contrepartie, aux coûts connexes ou à la possibilité de retour des marchandises.

Les redevances et les frais de location sont inclus dans les recettes et comptabilisés s'il est probable que les avantages économiques découlant de la transaction reviendront au Groupe et peuvent être évalués avec certitude. Les revenus sont pris en compte selon la comptabilité d'exercice conformément à l'accord applicable.

(w) Charges
(i) Produits (charges) d'intérêts

Les produits (charges) d'intérêts comprennent les intérêts à payer sur les emprunts et les intérêts à recevoir sur les fonds investis. Les gains ou pertes de change sur opérations hors exploitation, ainsi que les gains ou pertes sur des instruments de couverture relatifs à des opérations hors exploitation, apparaissent au poste "Autres produits (charges) hors exploitation".

Les produits d'intérêts sont inscrits au compte de résultat au fur et à mesure de leur production, compte tenu du rendement réel de l'actif. Les produits de dividendes sont, quant à eux, comptabilisés le jour de la déclaration des dividendes.

Tous les intérêts et coûts liés aux emprunts sont passés en charge dès qu'ils sont exposés.

Les charges d'intérêts provenant des contrats de location-financement sont reprises dans le compte de résultat au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

(ii) Paiements des baux d'exploitation

Les paiements versés dans le cadre de baux d'exploitation sont inscrits au compte de résultat selon la méthode linéaire sur toute la durée du bail.

Les primes de concession perçues sont présentées dans le compte de résultat comme faisant partie intégrante du total des loyers versés.

2. Sociétés consolidées

Les États Financiers Consolidés de 2004 du Groupe comprennent la Société et 81 filiales consolidées contrôlées par la Société. En 2003, les comptes consolidés incluaient 80 filiales consolidées (Annexe 29).

En 2004, 13 filiales ont été exclues de la consolidation (14 filiales en 2003) qui, globalement sont non significatives en regard de la valeur nette, la situation financière et les bénéfices du Groupe. À un niveau global, les filiales exclues représentent moins de 1% des ventes du Groupe.

Voici la liste des acquisitions matérielles du Groupe en 2004:

Le 5 janvier 2004, le Groupe a acquis l'ensemble des actifs et du personnel de Dotrix N.V. pour un montant de 7 millions d'euros. Dotrix N.V., dont le siège se trouve en Belgique, développe, fabrique et commercialise des solutions numériques d'impression couleur destinées à des applications industrielles.

Le 11 août 2004, le Groupe a procédé à l'acquisition, pour un montant de 78 millions d'euros, de toutes les actions de Microgan S.r.l., la société de portefeuille qui détient Lastra S.p.A. Lastra est un fabricant italien de plaques, de produits chimiques connexes et d'équipements destinés au secteur de l'impression offset.

Le 8 septembre 2004, le Groupe a acquis la totalité des actifs et du personnel de ProImage pour un montant de 9 millions d'euros. ProImage est un développeur de solutions numériques de gestion des flux de travail par navigateur destinées au secteur des journaux et des imprimeurs.

Le 6 octobre 2004, le Groupe a racheté 100% des actions de Symphonie On Line pour 40 millions d'euros. Symphonie On Line est une entreprise basée en France évoluant sur le marché des systèmes d'information hospitaliers et des dossiers patient électroniques.

Voici la liste des cessions matérielles du Groupe en 2004:

Le 2 novembre 2004, le Groupe cédait son pôle Consumer Imaging à AgfaPhoto pour la somme de 112 millions d'euros. AgfaPhoto est une société privée, opérant de manière totalement indépendante du Groupe. La cession englobe l'ensemble des activités Consumer Imaging d'Agfa, dont les pellicules, les produits de façonnage, l'équipement de laboratoire, ainsi que le portefeuille de location-financement correspondant.

Cette cession est considérée comme une activité abandonnée (Annexe 3).

Le 5 novembre 2004, le Groupe cédait sa filiale Agfa Monotype Corporation à TA Associates, la société de financement par capitaux propres basée à Boston, pour un montant de 129 millions d'euros. Agfa Monotype Corporation est spécialisée dans la typographie et les polices logicielles pour l'affichage et la présentation en image de texte.

Cette cession n'est pas considérée comme une activité abandonnée.

La consolidation du Business segment “Consumer Imaging” a cessé le 2 novembre 2004 suite à la vente de l’activité Consumer Imaging. A compter de cette date, l’ensemble des activités de Consumer Imaging, y compris la production, la vente et les services liés aux films photographiques, aux produits de façonnage, à l’équipement de laboratoire, ainsi que le portefeuille de location-financement correspondant, ont été transférées à AgfaPhoto, une société privée opérant de manière totalement indépendante du Groupe.

3. Cession de Consumer Imaging - activités abandonnées

Le résultat d’exploitation pour 2004 indiqué dans le tableau ci-après comprend celui du pôle Consumer Imaging jusqu’à la date de la cession et les 430 millions d’euros de pertes liées à la cession (Annexe 7). Le résultat hors exploitation et les impôts sur les résultats imputables à l’ancien Business segment “Consumer Imaging” apparaissent dans les postes correspondants du compte de résultats. Une ventilation des résultats des activités abandonnées est proposée ci-après.

Étant donné qu’AgfaPhoto ne dispose pas d’un réseau de distribution dans tous les pays où le pôle Consumer Imaging est présent, le Groupe fera temporairement office de distributeur pour les produits et les clients d’AgfaPhoto. Le contrat de distribution est entré en vigueur le 2 novembre 2004 et sera d’application jusqu’à ce qu’AgfaPhoto soit en mesure d’exécuter indépendamment du Groupe le processus allant de la prise de commande à l’encaissement. AgfaPhoto contrôle et supporte tous les risques liés à la distribution des produits par le Groupe. Le contrat de distribution prévoit par ailleurs que tous les frais raisonnables encourus par le Groupe dans le cadre de l’exécution dudit contrat soient facturés à AgfaPhoto. Le revenu généré sera comptabilisé dans le segment “Specialty Products”. Pour tous les services demandés par AgfaPhoto qui ne sont pas prévus par le contrat de distribution, le Groupe a conclu des contrats de maintenance avec AgfaPhoto. Ces contrats sont également d’application depuis le 2 novembre 2004. Les recettes générées par les contrats de distribution et de maintenance compensent partiellement les derniers coûts liés à la cession de Consumer Imaging. Tant les derniers coûts que les revenus susmentionnés découlant des contrats de distribution et de maintenance sont comptabilisés dans le Business segment “Specialty Products” et sont déduits des coûts des ventes et des frais généraux d’administration.

Pour la production de certains produits, le Groupe et AgfaPhoto ont conclu un contrat de fourniture à long terme en vertu duquel AgfaPhoto et le Groupe sont tenus de fournir l’un à l’autre certains produits. Les recettes et les dépenses découlant du contrat de fourniture sont également inscrites dans le Business segment “Specialty Products”.

3. Cession de Consumer Imaging - activités abandonnées suite	MILLIONS D'EUROS			2004	2003
		RECETTES ET DÉPENSES HORS PERTES LIÉES À LA CESSION	PERTES LIÉES À LA CESSION ¹	RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES	RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES
	Chiffre d'affaires	599		599	870
	Charges d'exploitation	(661)	(430)	(1.091)	(954)
	Résultat d'exploitation résultant des activités abandonnées	(62)	(430)	(492)	(84)
	Résultat hors exploitation	(2)		(2)	(2)
	Résultat (perte) avant impôts	(64)	(430)	(494)	(86)
	Impôts sur les résultats ⁴	15	139	154	25
	Résultat (perte) après impôts	(49)	(291)	(340)	(61)

⁽¹⁾ Les pertes liées à la cession reprennent les éléments suivants:

Prix d'achat réglé par 'vendor note' (Annexe 15)	112
Actif net transféré ²	(382)
Perte sur actif net cédé	(270)
Pertes de valeur	(113)
Autres dépenses liées à la cession	(47)
Perte totale liée à la cession	(430)

Les autres dépenses liées à la cession sont principalement des charges de migration des principes comptables énoncés, des honoraires pour conseil juridique, ainsi que des frais d'audit et de consultance.

⁽²⁾ L'actif net transféré reprend les éléments suivants:

Actif incorporel ³	0
Immobilisations corporelles ³	0
Investissements	3
Stocks	208
Créances commerciales	182
Créances à long terme	175
Autres créances	16
Charges à reporter	1
Actifs d'impôts différés	6
Dettes pour avantages liés à la retraite	(72)
Dettes pour engagements de personnel	(20)
Provisions à long terme	(11)
Dettes financières	(1)
Dettes commerciales	(49)
Autres dettes	(8)
Provisions à court terme	(48)
Actif net transféré total	382

⁽³⁾ Les immobilisations incorporelles et les immobilisations corporelles transférées se sont vues totalement dépréciées à la suite de la cession (111 millions d'euros). Les 2 derniers millions d'euros de la moins-value ont trait à des investissements.

3. Cession de Consumer Imaging - activités abandonnées suite

⁽⁴⁾ Pour les chiffres comparatifs de 2003, l'impact fiscal a été déterminé en appliquant le taux d'imposition effectif de l'exercice précédent (29,54%) à la perte avant impôt sur le résultat.

La publication des informations sectorielles s'effectue selon deux formats. Le premier est utilisé pour décrire les trois Business segments: Graphic Systems, HealthCare et Specialty Products. Le second sert à la présentation des quatre zones géographiques desservies par le Groupe.

4. Publication d'informations sectorielles

Les Business segments exercent les activités suivantes:

- Graphic Systems fournit des solutions prépresse complètes, y compris des consommables, de l'équipement et des logiciels, aux marchés des imprimés commerciaux, des journaux et des emballages. Il fournit également des systèmes d'impression complets destinés au marché de l'impression jet d'encre industrielle.
- HealthCare fournit aux hôpitaux et aux autres centres de soins des systèmes à la pointe de la technologie, y compris des consommables, de l'équipement, des logiciels et des services, pour la capture, le traitement et la gestion des images diagnostiques, et des solutions IT qui intègrent les données administratives dans les systèmes cliniques, et donc les informations diagnostiques, entre tous les services de l'hôpital.
- Specialty Products axe ses efforts sur la production de consommables spécifiques destinés à des entreprises spécialisées. Ses principaux produits sont les pellicules cinématographiques, les microfilms et les films pour essais non destructifs. En ce qui concerne la présentation des informations financières, les résultats, l'actif et le passif se rapportant au contrat de maintenance, de distribution et de fourniture conclu avec AgfaPhoto sont présentés avec ceux de Specialty Products, de même que le passif lié à l'ancien Business group Consumer Imaging encore rattaché au Groupe (Annexe 3).

Dans les informations comparatives pour 2003 sont inclus les chiffres de l'ancien Business group Non-Destructive Testing, cédé le 31 décembre 2003.

Les données clés par Business group et par région ont été calculées comme suit:

- La rentabilité sur chiffre d'affaires correspond au rapport du résultat d'exploitation aux ventes.
- L'excédent brut d'exploitation correspond à la différence entre l'encaissement et le décaissement, avant prise en compte d'un quelconque emploi de fonds.
- Les dépenses en capital sectorielles représentent le total des coûts engagés pendant la période pour acquérir des éléments d'actif sectoriels dont l'utilisation devrait s'étaler sur plusieurs années.
- Le résultat sectoriel correspond à la différence entre les produits sectoriels et les charges sectorielles, à l'exclusion des frais administratifs.

4. Publication d'informations sectorielles suite	Données clés par business group et par région					
	MILLIONS D'EUROS	GRAPHIC SYSTEMS		HEALTHCARE		SPECIALTY PRODUCTS
		(GS)		(HE)		(SP)
		2004	2003	2004	2003	2004 2003
Chiffre d'affaires (externe)		1.673	1.622	1.361	1.408	129 315
Évolution		3,1%	(10,5)%	(3,3)%	(5,6)%	(59,0)% (4,8)%
Résultat d'exploitation		170	90	193	264	2 258
Rentabilité sur chiffre d'affaires		10,2%	5,5%	14,2%	18,7%	1,6% 81,9%
Résultat sectoriel		287	211	281	347	12 283
Actif sectoriel		1.139	1.000	1.027	997	110 102
Passif sectoriel		667	534	556	498	397 55
Excédent brut d'exploitation		119	100	253	317	12 35
Dépenses en capital		51	76	35	60	11 12
Amortissements et dépréciations		70	65	78	84	8 21
Pertes de valeur imputées		1	-	2	-	- -
Autres dépenses non pécuniaires (sans reprise des provisions)		1	(45)	13	(34)	(1) (10)
Frais de recherche et de développement		66	71	85	91	3 12
Nombre de salariés en fin d'exercice		7.165	7.200	6.438	6.280	1.116 526
* Dans les chiffres de 2003 sont inclus l'actif et le passif de l'ancien Business segment Consumer Imaging						
	MILLIONS D'EUROS	EUROPE		ALENA		AMÉRIQUE LATINE
		2004	2003	2004	2003	2004 2003
Chiffre d'affaires (externe) par marché		1.601	1.645	864	960	135 138
Chiffre d'affaires (externe) par point d'origine		1.749	1.824	854	946	119 117
Évolution		(4,1)%	(6,0)%	(9,7)%	(16,7)%	1,7% (0,8)%
Actif sectoriel		1.461	1.297	503	524	74 74
Passif sectoriel		1.277	754	285	285	10 7
Résultat d'exploitation		156	406	178	164	12 20
Rentabilité sur chiffre d'affaires		8,9%	22,3%	20,8%	17,3%	10,1% 17,1%
Dépenses en capital		71	106	9	20	4 6
Amortissements et dépréciations		98	101	41	56	7 7
Pertes de valeur imputées		2	-	1	-	- -
Frais de recherche et de développement		113	114	40	60	- -
Nombre de salariés en fin d'exercice		9.893	9.138	2.951	3.060	591 582
Nombre de salariés en fin d'exercice (équivalents temps plein)						
* Dans les chiffres de 2003 sont inclus l'actif et le passif de l'ancien Business segment Consumer Imaging						

**4. Publication
d'informations
sectorielles**
suite

ACTIVITÉS POURSUIVIES		ACTIVITÉS ABANDONNÉES		GROUPE AGFA-GEVAERT	
2004	2003	2004	2003	2004	2003
3.163	3.345	599	870	3.762	4.215
(5,4)%	(8,0)%	-	(17,0)%	(10,7)%	(10,0)%
365	612	(492)	(84)	(127)	528
11,5%	18,3%	-	(9,7)%	(3,4)%	12,5%
580	841	(439)	(16)	141	825
2.276	2.099	-	-	2.276	2.671*
1.620	1.087	-	-	1.620	1.669*
384	452	(138)	(59)	246	393
97	148	15	30	112	178
156	170	19	46	175	216
3	-	113	-	116	-
13	(89)	59	16	72	(73)
154	174	37	59	191	233
14.719	14.006	2.934	3.704	14.719	17.710

ASIE/AFRIQUE/ AUSTRALIE		ACTIVITÉS POURSUIVIES		ACTIVITÉS ABANDONNÉES		GROUPE AGFA-GEVAERT	
2004	2003	2004	2003	2004	2003	2004	2003
563	602	3.163	3.345	599	870	3.762	4.215
441	458	3.163	3.345	599	870	3.762	4.215
(3,7)%	3,9%	(5,4)%	(8,0)%	-	(17,0)%	(10,7)%	(10,0)%
238	204	2.276	2.099	-	-	2.276	2.671*
48	41	1.620	1.087	-	-	1.620	1.669*
19	22	365	612	(492)	(84)	(127)	528
4,3%	4,8%	11,5%	18,3%	-	(9,7)%	(3,4)%	12,5%
13	16	97	148	15	30	112	178
10	6	156	170	19	46	175	216
-	-	3	-	113	-	116	-
1	-	154	174	37	59	191	233
1.284	1.226	14.719	14.006	2.934	3.704	14.719	17.710
						14.387	17.340

**4. Publication
d'informations
sectorielles**
suite

Rapprochement des actifs et passifs sectoriels des bilans totaux et rapprochement des résultats sectoriels du résultat total du Groupe

MILLIONS D'EUROS	2004	2003
Résultats sectoriels	141	825
Frais généraux d'administration	(268)	(297)
Produits (charges) d'intérêts - net	(19)	(28)
Autres produits (charges) hors exploitation - net	(37)	(43)
Impôts sur le résultat	39	(135)
Intérêts minoritaires	1	1
Résultat net pour la période comptable	(143)	323
Actif sectoriel	2.276	2.671
Investissements	38	32
Prêts à long terme	112	-
Créances au titre de contrats de location-financement	249	432
Liquidités et équivalents de liquidités	293	397
Actifs d'impôts différés	310	211
Instruments financiers dérivés	17	32
Autres créances non affectées	61	64
Actif total	3.356	3.839
Passif sectoriel	1.620	1.669
Dettes financières	486	630
Passifs d'impôts différés	37	32
Fonds propres	1.082	1.373
Instruments financiers dérivés	7	14
Autres dettes non affectées	124	121
Passif total	3.356	3.839

Acquisitions réalisées en 2004

Les acquisitions de Lastra, de Symphonie On Line, de Dotrix et de ProImage ont eu sur l'actif et le passif du Groupe l'impact suivant:

**5. Tableau de
financement - impact
des acquisitions
et des cessions**

MILLIONS D'EUROS	LASTRA	SYMPHONIE ON LINE	DOTRIX	PROIMAGE	TOTAL
Actifs incorporels ayant une durée					
de vie définie	18	13	6	4	41
Technologie	10	9	6	1	26
Noms de marque	1			1	2
Contrats avec des clients		4		2	6
Contrats d'achat	7				7
Écart d'acquisition	9	25		5	39
Immobilisations corporelles	72	3			75
Participations et autres titres	14				14
Stocks	60		2		62
Créances commerciales	44	15	3	1	63
Autres créances	6	3	2		11
Charges à reporter	1				1
Actifs d'impôts différés	11				11
Liquidités et équivalents de liquidités	11	1			12
Dettes pour avantages liés à la retraite	(6)	(1)			(7)
Dettes pour engagements de personnel	(1)	(2)			(3)
Dettes financières	(96)	(6)			(102)
Dettes commerciales	(31)	(3)	(4)		(38)
Dettes fiscales		(7)			(7)
Autres dettes	(7)	(1)	(1)		(9)
Provisions	(1)		(1)		(2)
Produit reporté	(4)				(4)
Instruments financiers dérivés	(8)				(8)
Passifs d'impôts différés	(13)			(1)	(14)
Intérêts minoritaires	(1)				(1)
Montant versé	78	40	7	9	134
Liquidités acquises	(11)	(1)			(12)
Sortie de fonds nette	67	39	7	9	122

Les technologies et les noms de marque acquis sont amortis sur une période allant de 3 à 5 ans, les contrats avec des clients rachetés sur une période allant de 5 à 10 ans et les contrats d'achat acquis sur une période de 3 ans.

L'écart d'acquisition s'explique en grande partie par des synergies opérationnelles et la main-d'œuvre réunie.

**5. Tableau de
financement - impact
des acquisitions
et des cessions
suite**

Cessions réalisées en 2004

La cession d'Agfa Monotype Corporation a eu sur l'actif et le passif du Groupe l'impact suivant:

MILLIONS D'EUROS

Immobilisations incorporelles	3
Immobilisations corporelles	1
Créances commerciales	7
Autres créances	3
Actifs d'impôts différés	1
Dettes commerciales	(1)
Autres dettes	(11)
Gains sur la cession	126

Montant reçu **129**

Rentrées de fonds résultant de la cession **129**

Le bénéfice avant impôt sur la cession s'élève à 126 millions d'euros (80 millions d'euros après impôt). Les coûts directement liés à la cession se sont montés à 8 millions d'euros.

Acquisitions réalisées en 2003

Il n'y a pas eu d'acquisitions matérielles en 2003.

**5. Tableau de
financement - impact
des acquisitions
et des cessions**
suite
Cessions réalisées en 2003

Le 31 décembre 2003, le Groupe a cédé son Business group "Non-Destructive Testing" (qui faisait partie du Business segment "Technical Imaging") à GE Aircraft Engines pour un prix de 406 millions d'euros. Après la prise en compte du passif et de l'actif non transféré, la cession a généré des liquidités s'élevant à 304 millions d'euros.

La cession a eu l'impact suivant sur l'actif et le passif du Groupe:

MILLIONS D'EUROS

Immobilisations incorporelles	71
Immobilisations corporelles	21
Investissements	1
Stocks	19
Créances commerciales	27
Autres créances	1
Actifs d'impôts différés	5
Liquidités	4
Dettes pour avantages liés à la retraite	(55)
Dettes pour engagements de personnel	(5)
Dettes envers banques	(2)
Dettes commerciales	(10)
Autres dettes	(4)
Provisions	(11)
Pertes de change	15
Gains sur la cession	231
Montant reçu	308
Liquidités transférées	(4)
Rentrées de fonds résultant des cessions	304
Impact fiscal	(63)
Rentrées de fonds nettes	241

Le bénéfice avant impôt sur la cession s'élève à 231 millions d'euros (168 millions d'euros après impôt). La part correspondante des pertes de changes cumulées (15 millions d'euros) est comprise dans le bénéfice sur la cession. Les coûts directement liés à la cession se sont montés à 7 millions d'euros.

6. Autres produits d'exploitation	MILLIONS D'EUROS	2004	2003
Gains de change		249	284
Plus-values réalisées sur la cession d'Agfa Monotype Corp. (Annexe 5)		126	-
Changements de la juste valeur des instruments financiers		54	48
Produits de location-financement		32	38
Plus-values sur reprise d'actifs immobilisés		26	1
Revenus locatifs		7	5
Reprise des provisions inutilisées		6	15
Redevances		1	1
Plus-values réalisées sur la cession de NDT (Annexe 5)		-	231
Autres produits		39	38
TOTAL		540	661

7. Autres charges d'exploitation	MILLIONS D'EUROS	2004	2003
Moins-values résultant de la cession de Consumer Imaging (Annexe 3)		430	-
Pertes de change		249	286
Frais de restructuration		105	82
Changements de la juste valeur des instruments financiers		58	52
Réductions de valeur sur créances		39	40
Amortissement de l'écart d'acquisition positif		29	41
Moins-values sur reprise d'actifs immobilisés (y compris les frais de déménagement liés au bâtiment K12 d'Agfa Leverkusen)		9	3
Frais liés à la cession d'Agfa Monotype Corp.		8	-
Provisions		6	8
Loyers		2	3
Impôts fonciers		1	2
Autres charges		68	62
TOTAL		1.004	579

Frais de restructuration

En 2004, les frais de restructuration du Groupe s'élevaient à 105 millions d'euros. Ces dépenses comprenaient des indemnités de licenciement pour un montant de 96 millions d'euros, des pertes de stocks de 3 millions d'euros et d'autres frais s'élevant à 6 millions d'euros.

8. Produits (charges) d'intérêts	MILLIONS D'EUROS	2004	2003
Revenus des autres titres et prêts inclus dans les investissements		-	1
Autres intérêts et produits similaires		17	22
Autres intérêts et charges similaires		(36)	(51)
TOTAL		(19)	(28)

MILLIONS D'EUROS	2004	2003	9. Autres produits (charges) hors exploitation
Gains de change	7	37	
Gains (pertes) de réévaluation sur des instruments financiers	1	(34)	
Réductions de valeur/pertes de valeur imputées à d'autres investissements	(3)	(1)	
Part des intérêts des provisions productives d'intérêts	(40)	(44)	
Produits (charges) divers hors exploitation	(2)	(1)	
TOTAL	(37)	(43)	

La part des intérêts des provisions productives d'intérêts comprend avant tout la dotation aux intérêts relative aux provisions pour engagement de personnel pour les retraites et autres avantages liés à la retraite.

Enregistrés dans le compte de résultat

10. Impôts sur les résultats

MILLIONS D'EUROS	2004	2003
Impôts courants	(84)	(102)
Charges fiscales (produits fiscaux) différés	123	(33)
Total des charges fiscales (produits fiscaux) dans le compte de résultat	39	(135)

Rapport entre les charges fiscales et le bénéfice comptable

Résumé 2004

MILLIONS D'EUROS	BASE DE CALCUL	CHARGES FISCALES (PRODUITS FISCAUX)	TAUX D'IMPOSITION
Bénéfice comptable avant impôts et avant écritures de consolidation	(107)	(39)	36,45%
Écritures de consolidation (principalement liées aux dividendes inter-sociétés)	(76)		
Bénéfice comptable avant impôts	(183)	(39)	21,31%

10. Impôts sur les résultats suite	État de rapprochement du taux d'imposition réel			
	MILLIONS D'EUROS	AVANT	ÉCRITURES DE	APRÈS
		ÉCRITURES DE CONSOLIDATION	CONSOLIDATION	ÉCRITURES DE CONSOLIDATION
	Bénéfice comptable avant impôts	(107)	(76)	(183)
	Charges fiscales théoriques	(52)	0	(52)
	Taux d'imposition théorique (*)	48,60%		28,42%
	Dépenses non déductibles fiscalement	9		9
	Amortissement de l'écart d'acquisition positif non déductible à des fins de fiscalité	4		4
	Impact du statut fiscal spécial: centre de coordination belge	(22)		(22)
	Produits fiscaux exemptés liés à l'exonération des dividendes	(30)		(30)
	Réductions de valeur sur actions imposables	1		1
	Crédit d'impôt résultant de la déduction des participations	(5)		(5)
	Frais fiscaux dus aux audits fiscaux	4		4
	Économies d'impôts utilisées résultant de l'utilisation des pertes fiscales	(1)		(1)
	Économies d'impôts résultant de l'utilisation des pertes fiscales	8		8
	Produits fiscaux enregistrés sur les pertes des exercices précédents	(1)		(1)
	Cession de Consumer Imaging			
	Dépenses non déductibles fiscalement résultant de la perte subie sur la vente de titres de CI Hold Co à AgfaPhoto	160		160
	Libération du solde d'impôts différés sur la cession de l'actif net de Consumer Imaging	(6)		(6)
	Actifs d'impôts différés liés à un plan fiscal: sur la base d'une perte estimée sur la participation dans Agfa-Gevaert AG	(108)		(108)
	Charges fiscales (produits fiscaux) effectives	(39)		(39)
	Taux d'imposition effectif			21,31%
(*) Le taux d'imposition théorique correspond à la moyenne pondérée du taux d'imposition de la Société et de toutes les filiales incluses dans la consolidation.				

Résumé 2003

10. Impôts sur
les résultats
suite

MILLIONS D'EUROS

BASE
DE CALCULCHARGES
FISCALES
(PRODUITS
FISCAUX)TAUX
D'IMPOSITIONBénéfice comptable avant impôts et
avant écritures de consolidation

584

135

23,12%

Écritures de consolidation (principalement liées
aux dividendes inter-sociétés)

(127)

Bénéfice comptable avant impôts

457

135

29,54%

État de rapprochement du taux d'imposition réel

MILLIONS D'EUROS

AVANT
ÉCRITURES DE
CONSOLIDATIONÉCRITURES DE
CONSOLIDATIONAPRÈS
ÉCRITURES DE
CONSOLIDATION

Bénéfice comptable avant impôts

584

(127)

457

Charges fiscales théoriques

215

0

215

Taux d'imposition théorique (*)

36,82%

Dépenses non déductibles fiscalement

7

7

Amortissement de l'écart d'acquisition positif
non déductible à des fins de fiscalité

7

7

Impact du statut fiscal spécial:

centre de coordination belge

(25)

(25)

Produits fiscaux exemptés liés à l'exonération
des dividendes

(38)

(38)

Gain exempté résultant de la cession de NDT

(27)

(27)

Crédit d'impôt résultant de la déduction

des participations

(6)

(6)

Autres avantages fiscaux

(4)

(4)

Impact des audits fiscaux

(1)

(1)

Économies d'impôts utilisées résultant de l'utilisation
des pertes fiscales

(2)

(2)

Économies d'impôts résultant de l'utilisation
des pertes fiscales

4

4

Charges fiscales en raison des actifs d'impôts
sur les pertes fiscales des années antérieures

4

4

Impact du statut fiscal spécial Leeds (récupération)

2

2

Impact monétaire des économies hyperinflationnistes

(1)

(1)

Charges fiscales effectives

135

135

Taux d'imposition effectif

29,54%

(*) Le taux d'imposition théorique correspond à la moyenne pondérée du taux d'imposition de la Société et de toutes les filiales incluses
dans la consolidation.

**10. Impôts sur
les résultats
suite**
Actifs et passifs d'impôts différés

Les actifs et passifs d'impôts différés se répartissent comme suit:

MILLIONS D'EUROS	31 DÉCEMBRE 2004			31 DÉCEMBRE 2003		
	ACTIF	PASSIF	NET	ACTIF	PASSIF	NET
Immobilisations incorporelles	50	9	41	58	5	53
Immobilisations corporelles	10	53	(43)	-	105	(105)
Investissements	(3)	-	(3)	-	1	(1)
Stocks	34	9	25	44	13	31
Créances	57	5	52	62	9	53
Provisions	61	3	58	74	3	71
Dettes pour avantages liés à la retraite	49	30	19	53	24	29
Autres actifs circulants et autres dettes	5	70	(65)	55	65	(10)
Actifs et passifs d'impôts différés liés à des différences temporaires	263	179	84	346	225	121
Reports de pertes prospectifs	165	-	165	37	-	37
Crédits d'impôt en excès	24	-	24	21	-	21
Actifs/passifs d'impôts différés	452	179	273	404	225	179
Compensation fiscale	(142)	(142)	-	(193)	(193)	-
Actifs/passifs d'impôts nets	310	37	273	211	32	179

Actifs d'impôts différés non imputés

Les actifs d'impôts différés n'ont pas été imputés en raison de reports de pertes prospectifs d'un montant de 19 millions d'euros (14 millions d'euros en 2003) en raison du fait qu'il est improbable que le futur bénéfice imposable soit disponible pour que le Groupe puisse en tirer profit.

Évolution des différences temporaires en 2004

10. Impôts sur
les résultats
suite

MILLIONS D'EUROS	31 DÉC. 2003	RECLASSE- MENT	CHANGE- MENT	INSCRIT DANS LE DE RÉSULTAT	ÉCARTS DE CONVER- SION	31 DÉC. 2004
			DE PÉRIMÈTRE (ANNEXE 2)			
Immobilisations incorporelles	53	-	(8)	(4)	-	41
Immobilisations corporelles	(105)	52	(6)	16	-	(43)
Investissements	(1)	-	-	(2)	-	(3)
Stocks	31	-	-	(6)	-	25
Créances	53	-	1	10	(12)	52
Provisions	71	-	-	(12)	(1)	58
Dettes pour avantages liés à la retraite	29	-	-	(8)	(2)	19
Autres actifs circulants et autres dettes	(10)	(52)	-	(2)	(1)	(65)
Actifs et passifs d'impôts différés liés à des différences temporaires	121	-	(13)	(8)	(16)	84
Reports de pertes prospectifs	37	-	-	128	-	165
Crédits d'impôt en excès	21	-	-	3	-	24
Actifs/passifs d'impôts différés	179	-	(13)	123	(16)	273

En 2004, les frais de personnel se sont montés à 1.167 millions d'euros comparativement à 1.356 millions d'euros en 2003. La répartition des frais de personnel est la suivante:

11. Frais de personnel

MILLIONS D'EUROS	2004	2003
Salaires et traitements	916	1.074
Charges sociales	251	282
TOTAL	1.167	1.356

En 2004, le nombre moyen de salariés était d'environ 16.224 (18.608 en 2003). Répertoire par fonction au sein de l'entreprise, ce nombre moyen peut se répartir comme suit:

	2004	2003
Production/Ingénierie	5.849	6.891
R & D	1.433	1.528
Ventes & Marketing	5.758	6.591
Administration	3.148	3.598
TOTAL	16.224	18.608

12. Immobilisations incorporelles	MILLIONS D'EUROS	CONCESSIONS, DROITS DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, DROITS SIMILAIRES ET LICENCES ACQUIS	FONDS COMMERCIAL ACQUIS	PAIEMENTS ANTICIPÉS POUR ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	TOTAL
Valeur comptable brute					
31 décembre 2003	161	460	1	622	
Écarts de conversion	(5)	(11)	-	(16)	
Changement du périmètre de consolidation	43	39	-	82	
Cession d'Agfa Monotype Corp.	-	(7)	-	(7)	
Dépenses en capital	11	-	1	12	
Reprises	(3)	(82)	-	(85)	
Cession de Consumer Imaging	(22)	-	(1)	(23)	
Transferts	-	-	-	-	
Valeur comptable brute					
31 décembre 2004	185	399	1	585	
Amortissements, réductions de valeur et pertes de valeur cumulés					
au 31 décembre 2003	97	200	-	297	
Écarts de conversion	(4)	(5)	-	(9)	
Changement du périmètre de consolidation	2	-	-	2	
Cession d'Agfa Monotype Corp.	-	(4)	-	(4)	
Amortissements et réductions de valeur réalisés au cours de l'exercice	27	29	-	56	
Perte de valeur imputée à Consumer Imaging	11	-	1	12	
Reprises	(2)	(82)	-	(84)	
Cession de Consumer Imaging	(22)	-	(1)	(23)	
Transferts	-	-	-	-	
Amortissements, réductions de valeur et pertes de valeur cumulés					
au 31 décembre 2004	109	138	-	247	
Valeur comptable nette					
au 31 décembre 2003	64	260	1	325	
Valeur comptable nette					
au 31 décembre 2004	76	261	1	338	
Les écarts de conversion résultent de la conversion des résultats des sociétés étrangères aux taux de change d'ouverture et de fermeture respectifs.					

MILLIONS D'EUROS	TERRAINS, CONSTRUCTIONS ET INFRASTRUCTURE	MACHINES ET ÉQUIPE- MENTS TECHNIQUES	MOBILIERS, AMÉNAGE- MENTS ET AUTRES ÉQUIPE- MENTS	EN-COURS DE FABRICATION ET PAIEMENTS ANTICIPÉS AUX FOURNISSEURS ET ENTRE- PRENEURS	TOTAL	13. Immobilisations corporelles
Valeur comptable brute au 31 déc. 2003	657	2.100	312	100	3.169	
Écarts de conversion	(5)	(19)	(4)	-	(28)	
Changement du périmètre de consolidation	40	53	12	1	106	
Cession d'Agfa Monotype Corp.	-	(2)	-	-	(2)	
Dépenses en capital	3	36	23	38	100	
Reprises	(100)	(190)	(53)	(3)	(346)	
Cession de Consumer Imaging	(135)	(490)	(44)	(7)	(676)	
Transferts	4	85	2	(92)	(1)	
Valeur comptable brute au 31 déc. 2004	464	1.573	248	37	2.322	
Amortissements, réductions de valeur et pertes de valeur cumulés						
au 31 décembre 2003	456	1.846	251	-	2.553	
Écarts de conversion	(2)	(11)	(3)	-	(16)	
Changement du périmètre de consolidation	4	19	8	-	31	
Cession d'Agfa Monotype Corp.	-	(1)	-	-	(1)	
Amortissements et réductions de valeur réalisés au cours de l'exercice	13	81	25	-	119	
Perte de valeur	1	2	-	-	3	
Perte de valeur imputée à Consumer Imaging	30	52	10	7	99	
Reprises	(80)	(184)	(44)	-	(308)	
Cession de Consumer Imaging	(134)	(491)	(44)	(7)	(676)	
Transferts	-	(1)	-	-	(1)	
Amortissements, réductions de valeur et pertes de valeur cumulés						
au 31 décembre 2004	288	1.312	203	-	1.803	
Valeur comptable nette au 31 déc. 2003	201	254	61	100	616	
Valeur comptable nette au 31 déc. 2004	176	261	45	37	519	

Les écarts de conversion résultent de la conversion des résultats des sociétés étrangères aux taux de change d'ouverture et de fermeture respectifs.

Le Groupe loue des bâtiments, des infrastructures et du matériel de production en vertu de divers contrats de location-financement. À l'échéance de ces contrats, le Groupe a la possibilité d'acheter l'actif loué à un tarif préférentiel. Au 31 décembre 2004, la valeur comptable nette des actifs immobilisés faisant l'objet d'un contrat de location-financement s'est élevée à 22 millions d'euros (12 millions d'euros en 2003). Le matériel pris en location fait l'objet d'engagements (Annexe 21).

Les paiements de loyers n'incluent pas les loyers conditionnels.

Le Groupe, en sa qualité de bailleur, a inclus des actifs faisant l'objet de baux d'exploitation dans le bilan, sous la mention "Autres équipements". Les actifs loués sont amortis conformément à la politique habituelle du Groupe en la matière. À la fin du mois de décembre 2004, les immobilisations corporelles faisant l'objet de baux d'exploitation totalisaient une valeur comptable nette de 107 millions d'euros (20 millions d'euros en 2003).

Le futur produit de location-financement minimal relatif à des baux d'exploitation non résiliables est présenté à l'annexe 25.

14. Participations	MILLIONS D'EUROS	PARTICIPATIONS		PARTICIPATIONS		AUTRES	AUTRES	TOTAL
		DANS DES FILIALES		DANS DES		TITRES	PRÊTS	
				SOCIÉTÉS LIÉES				
				SOCIÉTÉS	AUTRES			
				ASSOCIÉES	SOCIÉTÉS			
	Valeur comptable brute							
	au 31 décembre 2003	-	34	1	28	12		75
	Changement du périmètre							
	de consolidation	-	-	-	14	-		14
	Écarts de conversion	-	-	-	-	-		-
	Autres entrées	-	-	-	3	-		3
	Reprises	-	(1)	-	-	(6)		(7)
	Cession de Consumer Imaging	-	-	-	(4)	(2)		(6)
	Part des résultats des sociétés associées	-	-	-	-	-		-
	Transferts	-	-	-	-	-		-
	Valeur comptable brute							
	au 31 décembre 2004	-	33	1	41	4		79
	Réductions et pertes de valeur							
	cumulées au 31 décembre 2003	-	33	-	10	-		43
	Écarts de conversion	-	-	-	-	-		-
	Réductions de valeur	-	-	-	-	-		-
	Pertes de valeur	-	-	-	2	-		2
	Cession de Consumer Imaging	-	-	-	(3)	-		(3)
	Reprises	-	(1)	-	-	-		(1)
	Réductions et pertes de valeur							
	cumulées au 31 décembre 2004	-	32	-	9	-		41
	Valeur comptable nette							
	au 31 décembre 2003	-	1	1	18	12		32
	Valeur comptable nette							
	au 31 décembre 2004	-	1	1	32	4		38
15. Autres créances à long terme	<p>Le prix d'achat correspondant à la cession de Consumer Imaging, à savoir 112 millions d'euros, sera réglé par le biais d'une "vendor note" du même montant. La "vendor note" est remboursable en quatre ans et est entièrement garantie par un portefeuille de location-financement d'une valeur de 175 millions d'euros. Les 175 millions d'euros correspondent à la valeur comptable nette des créances à long terme transférées à AgfaPhoto. La "vendor note" sera assortie d'un intérêt annuel de 10%.</p>							

MILLIONS D'EUROS	2004	2003	16. Stocks
Matières premières et fournitures	78	118	
En-cours de fabrication, produits finis et biens achetés destinés à la revente	497	692	
Acomptes versés	1	3	
TOTAL	576	813	

Les réductions de valeur cumulées sur les stocks ont baissé de 19 millions d'euros au cours de l'exercice 2004 (baisse de 13 millions d'euros en 2003).

Les coûts liés aux stocks sont passés en charges dans le compte de résultat de la manière suivante:

MILLIONS D'EUROS	2004	2003
Coût des matières premières, des fournitures et des biens achetés destinés à la revente	1.252	1.366
Coût des services achetés	69	80
TOTAL	1.321	1.446

MILLIONS D'EUROS	2004	2003	17. Autres créances et actifs divers
Créances au titre de contrats de location-financement	249	432	
Créances fiscales	69	68	
Intérêts courus sur les prêts	1	2	
Prêts à court terme	1	-	
Autre	71	67	
TOTAL	391	569	

Les contrats de location aux termes desquels le preneur est à considérer comme le propriétaire économique des biens loués donnent naissance à une créance à concurrence du montant actualisé des paiements futurs de loyers. Au 31 décembre 2004, ces créances se chiffraient à 257 millions d'euros (450 millions d'euros en 2003) et porteront un intérêt à hauteur de 28 millions d'euros (51 millions d'euros en 2003) jusqu'à leur échéance. Au 31 décembre 2004, les réductions de valeur sur les créances générées par ces contrats de location-financement s'élevaient à 8 millions d'euros (18 millions d'euros en 2003). La diminution du portefeuille de location-financement s'explique pas la cession de Consumer Imaging (Annexe 3).

Les redevances locatives s'établissent comme suit:

MILLIONS D'EUROS	2004			2003		
	TOTAL DES	REVENUS	VALEUR	TOTAL DES	REVENUS	VALEUR
	PAIEMENTS	DES	ACTUELLE	PAIEMENTS	DES	ACTUELLE
	FUTURS	INTÉRÊTS		FUTURS	INTÉRÊTS	
	NON PERÇUS			NON PERÇUS		
Échéance à 1 an maximum	115	15	100	194	26	168
Échéance entre 1 et 5 ans	163	12	151	306	25	281
Échéance supérieure à 5 ans	7	1	6	1	-	1
TOTAL	285	28	257	501	51	450

17. Autres créances et actifs divers
suite

Le Groupe loue des équipements commerciaux sur base de contrats de location-financement via Agfa Finance (Agfa Finance N.V. et ses filiales) et de ses établissements en Amérique du Nord (Agfa Corporation, États-Unis et Agfa Inc., Canada). En 2004, Agfa-Gevaert Ltda. (Chili) a également proposé deux contrats de location-financement à ses clients. Au départ du contrat, la valeur actualisée des loyers minimaux s'élève généralement à 95% de la juste valeur économique des biens loués. Ce principe est valable pour tous les contrats conclus avec les entités mentionnées ci-dessus.

Les contrats conclus par Agfa Finance courent en général sur une période non résiliable de quatre ans. Au 31 décembre 2004, son portefeuille concernait pour la majeure partie (96%) les Business segments Graphic Systems et HealthCare. Les contrats prévoient généralement une option d'achat des équipements loués à l'issue de cette période, à un prix allant généralement de 2 à 5% de l'investissement brut consenti au début du contrat. Il arrive que la valeur économique de l'actif loué soit remboursée sous la forme d'une obligation d'achat de matières premières à une valeur supérieure à sa valeur de marché, de façon à ce que la différence (mark-up) puisse compenser le montant initialement déboursé par le preneur. Dans le cadre de ces contrats, le mark-up et/ou la durée du bail peuvent être modifiés.

Agfa Finance propose ses produits via ses filiales en Australie, France, Italie et Pologne et ses établissements en Europe (Espagne, Suisse, Benelux, Allemagne, Royaume-Uni et les pays scandinaves) et au Japon. Au 31 décembre 2004, la valeur actualisée du total des paiements futurs de loyers s'élevait à 166 millions d'euros.

Les contrats proposés par Agfa Corporation se rapportent aux Business segments Graphic Systems et HealthCare et leur durée moyenne est comprise entre 54 et 60 mois. Au terme de ces contrats, l'option permet de racheter, de renouveler ou de rendre l'équipement loué à une valeur correspondant à la valeur économique estimée à la date à laquelle l'option peut être exercée. Une grande partie des contrats proposés par Agfa Corporation sont toutefois assortis d'une option d'achat d'un dollar à leur terme. Au 31 décembre 2004, la valeur actualisée du total des paiements futurs de loyers s'élevait à 85 millions d'euros.

Agfa Inc. propose principalement des contrats de location portant sur l'équipement du Business segment HealthCare. La durée moyenne de ces contrats de location-financement est de 48 mois. A la fin du contrat de location-financement, tous les contrats de location-financement sont assortis d'une option d'achat de 1 dollar canadien. Au 31 décembre 2004, la valeur actualisée du total des paiements futurs de loyers s'élevait à 5 millions d'euros.

En 2004, Agfa-Gevaert Ltda. (Chili) a proposé deux contrats de location-financement à ses clients. Agfa-Gevaert Chili a d'abord vendu l'équipement à un organisme financier, avant de le lui louer. La valeur économique de l'actif loué est remboursée par ses clients sous la forme d'une obligation d'achat de matières premières à une valeur supérieure à sa valeur de marché, de façon à ce que la différence (mark-up) puisse compenser le montant initialement déboursé par le preneur. Au 31 décembre 2004, la valeur actualisée du total des paiements futurs de loyers s'élevait à 1 million d'euros.

Le rapprochement des liquidités et équivalents de liquidités des éléments de bilan correspondants peut être présenté comme suit:

18. Liquidités et équivalents de liquidités

MILLIONS D'EUROS	2004	2003
Titres négociables et autres instruments	5	3
Fonds disponibles, dépôts à vue et chèques	288	394
Total des liquidités et équivalents de liquidités tels que repris dans le bilan	293	397
Créances sous forme d'accords de gestion de trésorerie (reprises dans le bilan en tant qu'autres créances)	1	-
Dettes sous forme d'accords de gestion de trésorerie (reprises dans le bilan en tant qu'autres dettes)	(2)	(2)
Réévaluation des actifs financiers disponibles pour la vente	(2)	(1)
Total des liquidités et équivalents de liquidités tels que repris dans le tableau de financement	290	394

Les diverses composantes des fonds propres et leur évolution du 31 décembre 2003 au 31 décembre 2004 sont présentées dans les Fonds propres consolidés.

19. Fonds propres

Capital social

Le capital souscrit de la Société au 31 décembre 2004 se monte à 140 millions d'euros. Il représente 128.800.000 d'actions ordinaires entièrement libérées sans désignation de valeur nominale.

Le 25 mai 2004, l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires a décidé d'annuler 11.200.000 actions détenues alors par la Société. Aucune plus-value ou moins-value n'a été comptabilisée suite à l'annulation des actions propres de la Société. Les actions propres annulées doivent encore être inscrites dans les fonds propres.

Réserve pour actions propres

Les réserves pour les actions propres de la société comprennent le coût des actions de la Société détenues par le Groupe. Au 31 décembre 2004, le Groupe détenait 2.745.320 (14.000.000 en 2003) actions de la Société. Au cours de l'exercice 2004, 54.680 options sur actions couvertes par des actions propres ont été levées.

Plus-value de réévaluation

Afin de gérer le risque lié au prix de son programme de souscription d'actions "Long Term Incentive Plan" (tranche n° 2), Agfa a déposé 10,2 millions d'euros mis en gage en faveur d'une banque d'investissement. Cet actif financier disponible à la vente a été réévalué à sa juste valeur avec des changements cumulatifs pris dans la plus-value de réévaluation (au 31 décembre 2004: +2 millions d'euros).

La plus-value de réévaluation comprend en outre la réévaluation de nos investissements dans Medivision Medical Imaging Ltd. (au 31 décembre 2004: -1 million d'euros).

Réserve de couverture

Le Groupe a affecté des contrats d'options sur devise et des contrats de change à terme aux "couvertures des flux de trésorerie" de son risque de change en USD et HKD liés aux achats de biens prévus au cours des 6 prochains mois. La partie du bénéfice ou de la perte au niveau de l'instrument de couverture défini comme une couverture effective est inscrite directement dans les fonds propres (au 31 décembre 2004: +1 million d'euros).

19. Fonds propres
suite

Afin de gérer le risque de taux, le Groupe a affecté des swaps de taux pour les “couvertures des flux de trésorerie”. La partie du bénéfice ou de la perte au niveau de l’instrument de couverture défini comme une couverture effective est inscrite directement dans les fonds propres (31 décembre 2004: -0,2 million d’euros) (Annexe 24).

Écarts de conversion

Les écarts de conversion comprennent tous les écarts dans les devises résultant de la conversion des états financiers des entités étrangères qui ne font pas partie intégrante des entités de la Société et de la conversion des passifs et des instruments financiers qui couvrent les investissements nets de la Société dans une filiale étrangère (après impôts).

Intérêts minoritaires

L’augmentation de l’intérêt minoritaire résultant de l’acquisition du groupe Lastra (Lastra Attrezzatura S.r.l. intérêt minoritaire de 40%) a été en grande partie compensée par l’accroissement de la participation de la Société dans Agfa-Gevaert AG à 100%.

Dividendes

Un dividende de 75,6 millions d’euros (0,6 euro par action ordinaire) a été recommandé par le Conseil d’administration le 10 mars 2005. L’Assemblée générale des actionnaires d’Agfa-Gevaert N.V. ne l’ayant pas encore approuvé, il n’a pas été octroyé.

20. Avantages sociaux**A. Dettes pour les régimes de retraite et d’avantages sociaux à long terme**

Les sociétés du Groupe Agfa-Gevaert disposent de régimes de prestations de retraite dans la plupart des pays où le Groupe est présent. Ces régimes couvrent généralement tous les salariés et procurent des avantages liés à la rémunération et à l’ancienneté de chacun. Aux États-Unis, le groupe dispose également d’un plan médical réservé aux employés en retraite et, en Allemagne, d’un plan d’avantages sociaux à long terme. Ces avantages sont comptabilisés conformément à la norme IAS 19 et sont traités comme des régimes de retraite et des plans d’avantages sociaux à long terme.

Au 31 décembre 2004, le montant total de la dette du Groupe contractée dans le cadre des régimes de retraite et d’avantages à long terme se chiffrait à 727 millions d’euros (799 millions d’euros au 31 décembre 2003), répartis comme suit:

MILLIONS D’EUROS	31 DÉC. 2003	31 DÉC. 2004
Dettes nettes pour les pays jouant un rôle important	584	526
Dettes nettes pour prestations de cessation d’emploi	182	158
Dettes nettes pour les pays jouant un rôle de moindre importance	33	43
Dettes nettes totales	799	727

Les critères de détermination des pays dits “importants” du Groupe reposent sur le niveau de leurs charges de retraite conformément à la norme IAS 19. Les pays importants comptent pour plus de 90% des charges de retraite du Groupe au titre de la norme IAS 19.

Régimes de retraite à cotisations déterminées

Dans le cadre des régimes à cotisations déterminées, les sociétés du Groupe Agfa-Gevaert cotisent auprès de fonds de retraite gérés publiquement ou par initiative privée, ou auprès de sociétés d’assurance. Une fois les cotisations versées, les sociétés du Groupe sont exemptées de toute autre obligation de paiement. Les cotisations périodiques sont considérées comme une charge pour l’année au cours de laquelle elles sont dues. En 2004, les dépenses du régime à cotisations déterminées pour les pays importants du Groupe se chiffraient à 14 millions d’euros (15 millions d’euros en 2003).

En Allemagne, les employés d'Agfa-Gevaert AG et d'Agfa Deutschland Vertriebsgesellschaft mbH & Cie sont membres de la caisse de retraite Bayer (Bayer Pensionskasse). Le Bayer Pensionskasse est un plan multi-employeur considéré comme un régime à cotisations déterminées (IAS 19.30 (a)). Ce régime est un régime à prestations déterminées sous le contrôle de l'ancienne société mère du Groupe, Bayer AG. On ne dispose pas de suffisamment d'informations pour permettre au Groupe de considérer ce régime comme un régime à prestations déterminées.

20. Avantages sociaux suite

Régimes de retraite à prestations déterminées

En ce qui concerne les régimes à prestations déterminées, la charge totale pour 2004 s'est chiffrée à 23 millions d'euros pour les pays importants du Groupe (39 millions d'euros en 2003):

MILLIONS D'EUROS	2003			2004		
	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX LIÉS À LA RETRAITE ET À LONG TERME	TOTAL	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX LIÉS À LA RETRAITE ET À LONG TERME	TOTAL
Coût afférent du service, cotisations salariales non comprises	35	5	40	32	4	36
Charge d'intérêts	95	7	102	93	6	99
Rentabilité estimée du régime	(56)	0	(56)	(61)	0	(61)
Coût afférent du service constaté	(0)	(6)	(6)	0	(6)	(6)
Amortissement des (plus-values)/ moins-values non constatées	16	0	16	14	(3)	11
(Plus-values)/moins-values résultant de liquidations ou compressions de régime	(55)	(2)	(57)	(43)	(13)	(56)
Charges de retraite périodiques nettes	35	4	39	35	(12)	23

L'évolution de la dette nette constatée en 2003 et 2004 est illustrée dans le tableau ci-dessous.

MILLIONS D'EUROS	2003			2004		
	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX LIÉS À LA RETRAITE ET À LONG TERME	TOTAL	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX LIÉS À LA RETRAITE ET À LONG TERME	TOTAL
Dette nette au 1er janvier	500	104	604	492	92	584
Charges de retraite périodiques nettes	35	4	39	35	(12)	23
Cotisations patronales	(97)	(4)	(101)	(71)	(4)	(75)
Modifications apportées à la convention comptable	55	0	55	0	0	0
Impact monétaire: charge ou (crédit)	(1)	(12)	(13)	(2)	(4)	(6)
Dette nette au 31 décembre	492	92	584	454	72	526

L'obligation de prestations déterminées, l'actif du régime et le mode de financement des pays importants du Groupe sont présentés ci-après.

**20. Avantages sociaux
suite**

Au 31 décembre 2004, l'obligation de prestations déterminées se chiffrait à 1.835 millions d'euros (1.757 millions d'euros au 31 décembre 2003) pour le Groupe. De ce montant, 1.076 millions d'euros (1.020 millions d'euros au 31 décembre 2003) se rapportaient à des régimes entièrement ou partiellement capitalisés et 759 millions d'euros (737 millions d'euros au 31 décembre 2003) à des régimes par semi-capitalisation.

En 2003, il a été décidé de considérer l'indexation des prestations de retraites de la Bayer Pensionskasse comme un régime à prestations déterminées conformément à la norme IAS 19.

Pour 2004, la liquidation ou la compression de régime concernait principalement la cession de Consumer Imaging (Annexe 3).

MILLIONS D'EUROS	2003			2004		
	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES	TOTAL	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES	TOTAL
	D'AVANTAGES SOCIAUX LIÉS À LA RETRAITE ET À LONG TERME			D'AVANTAGES SOCIAUX LIÉS À LA RETRAITE ET À LONG TERME		
Évolution de l'obligation de prestations déterminées						
Obligation de prestations déterminées au 1er janvier	1.703	112	1.815	1.658	99	1.757
Coût afférent du service, cotisations salariales non comprises	35	5	40	32	4	36
Cotisations salariales	2	0	2	5	0	5
Charge d'intérêts	95	7	102	93	6	99
Paievements de prestations	(90)	(4)	(94)	(101)	(4)	(105)
Coût afférent du service antérieur	0	0	0	0	0	0
Liquidation ou compression de régime(s)	(55)	(2)	(57)	(51)	(13)	(64)
Modifications apportées à la convention comptable	55	0	55	0	0	0
(Gains)/pertes actuariels	10	(4)	6	137	10	147
Impact monétaire: charge ou (crédit)	(97)	(15)	(112)	(33)	(7)	(40)
Obligation de prestations déterminées au 31 déc.	1.658	99	1.757	1.740	95	1.835
Évolution de l'actif de régime(s)						
Juste valeur de l'actif au 1er janvier	785	0	785	810	0	810
Cotisations patronales	97	4	101	71	4	75
Cotisations salariales	2	0	2	5	0	5
Rendement effectif de l'actif	87	0	87	114	0	114
Paievements de prestations	(90)	(4)	(94)	(101)	(4)	(105)
Impact monétaire: (charge) ou crédit	(71)	0	(71)	(23)	0	(23)
Juste valeur de l'actif au 31 déc.	810	0	810	876	0	876
Mode de financement au 31 déc.						
Mode de financement (Plus-values) ou moins-values nettes non reconnues	(848)	(99)	(947)	(864)	(95)	(959)
Coût afférent du service antérieur non constaté	356	23	379	410	33	443
	0	(16)	(16)	0	(10)	(10)
Dette nette au 31 déc.	(492)	(92)	(584)	(454)	(72)	(526)

Principales hypothèses actuarielles à la date de clôture du bilan (moyennes pondérées)

	31 DÉC. 2003	31 DÉC. 2004
Taux d'actualisation	5,6%	5%
Rendement attendu sur les actifs du régime	7,4%	7,4%
Futures augmentations salariales	3,2%	3,2%

Le taux d'actualisation et les augmentations salariales ont été pondérés en fonction de l'obligation de prestations déterminées. Le rendement attendu sur les actifs du régime a été pondéré en fonction de la juste valeur des actifs du régime.

B. Prestations sociales liées à l'actionnariat**1. Long Term Incentive Plan (tranche n° 1)**

Le 10 novembre 1999, le Groupe a lancé un programme de souscriptions d'actions (Long Term Incentive Plan - tranche n° 1) pour les membres du Comité de direction (désormais appelé Comité exécutif) de la Société et du "Vorstand" d'Agfa-Gevaert AG et les principaux directeurs. Chaque bon de souscription donne droit à "une" action ordinaire de la Société. Au total, 581.000 bons de souscription ont été émis et distribués aux bénéficiaires du programme. Pour chaque action achetée et déposée comme placement de départ, chaque bénéficiaire s'est vu remettre 13 bons de souscription. Ces bons ont été offerts gracieusement en échange d'actions acquises au prix unitaire de 22 euros (ou plus) lors du placement de départ. Si ce dernier était inférieur à 22 euros par action, un montant égal à 1/13ème de la différence positive entre le prix de 22 euros par action et le prix effectivement payé devait être versé. En vertu du programme, les bons de souscription doivent être utilisés entre le 1er janvier 2003 et le 10 novembre 2008, date après laquelle ils perdent toute valeur. Le prix d'exercice des bons de souscription est fixé à 22 euros.

Le tableau ci-dessous donne un résumé des informations concernant les souscriptions d'actions en suspens au 31 décembre 2004:

Bons de souscription accordés	581.100
Souscriptions arrivées à terme en 2001	19.500
Souscriptions arrivées à terme en 2002	78.000
Souscriptions arrivées à terme en 2003	58.500
Souscriptions arrivées à terme en 2004	249.600

Souscriptions en suspens

au 31 décembre 2004 **175.500**

2. Long Term Incentive Plan (tranche n° 2)

Le 25 avril 2000, le Groupe a lancé un programme d'options sur actions (Long Term Incentive Plan - tranche n° 2) à l'attention des membres du Comité de direction (désormais appelé Comité exécutif) de la Société et des directeurs employés aux niveaux VII, VIII et IX de la Société ou à des niveaux comparables du Groupe, défini par le Comité de direction (désormais appelé Comité exécutif) de la Société. Le détenteur d'une option a le droit d'acheter "une" action ordinaire de la Société. Au total, 416.950 options ont été émises et distribuées aux bénéficiaires du programme. Les options ont été offertes gracieusement. En vertu du programme, les options doivent être utilisées entre le 1er janvier 2004 et le 5 juin 2009, date après laquelle elles perdent toute valeur. Le prix d'exercice des options est fixé à 22 euros.

20. Avantages sociaux
suite

Le tableau ci-dessous donne un résumé des informations concernant les options en suspens au 31 décembre 2004:

Options accordées	416.950
Options arrivées à terme en 2001	15.000
Options arrivées à terme en 2002	0
Options arrivées à terme en 2003	17.100
Options arrivées à terme en 2004	193.300
Options levées en 2004	4.200

Options en suspens au 31 décembre 2004 187.350

3. Long Term Incentive Plan (tranche n° 3)

Le 18 juin 2001, le Groupe a lancé un programme d'options sur actions (Long Term Incentive Plan - tranche n° 3) à l'attention des membres du Comité de direction (désormais appelé Comité exécutif) de la Société et des directeurs employés aux niveaux A, B et C de la Société ou à des niveaux comparables du Groupe, défini par le Comité de direction (désormais appelé Comité exécutif) de la Société. Le détenteur d'une option a le droit d'acheter "une" action ordinaire de la Société. Au total, 522.940 options ont été émises et distribuées aux bénéficiaires du programme. Les options ont été offertes gracieusement. En vertu du programme, les options doivent être utilisées entre le 6 juillet 2004 et le 6 juillet 2010, date après laquelle elles perdent toute valeur. Le prix d'exercice des options est fixé à 20 euros.

Le tableau ci-dessous donne un résumé des informations concernant les options en suspens au 31 décembre 2004:

Options accordées	522.940
Options arrivées à terme en 2001	19.000
Options arrivées à terme en 2002	0
Options arrivées à terme en 2003	19.000
Options arrivées à terme en 2004	6.200
Options levées en 2004	50.480

Options en suspens au 31 décembre 2004 428.260

4. Long Term Incentive Plan (tranche n° 4)

Le 17 juin 2002, le Groupe a lancé un programme d'options sur actions (Long Term Incentive Plan - tranche n° 4) à l'attention des membres du Comité de direction (désormais appelé Comité exécutif) de la Société et des directeurs employés aux niveaux A, B et C de la Société ou à des niveaux comparables du Groupe, défini par le Comité de direction (désormais appelé Comité exécutif) de la Société. Le détenteur d'une option a le droit d'acheter "une" action ordinaire de la Société. Au total, 600.300 options ont été émises et distribuées aux bénéficiaires du programme. Les options ont été offertes gracieusement. En vertu du programme, les options doivent être utilisées entre le 26 août 2005 et le 27 août 2011, date après laquelle elles perdent toute valeur. Le prix d'exercice des options est fixé à 18 euros.

Le tableau ci-dessous donne un résumé des informations concernant les options en suspens au 31 décembre 2004:

20. Avantages sociaux
suite

Options accordées	600.300
Options arrivées à terme en 2002	6.300
Options arrivées à terme en 2003	31.500
Options arrivées à terme en 2004	-

Options en suspens au 31 décembre 2004 562.500

5. Long Term Incentive Plan (tranche n° 5)

Le 29 avril 2003, le Groupe a lancé un programme d'options sur actions (Long Term Incentive Plan - tranche n° 5) à l'attention des membres du Comité de direction (désormais appelé Comité exécutif) de la Société et des directeurs employés aux niveaux A, B et C de la Société ou à des niveaux comparables du Groupe, défini par le Comité de direction (désormais appelé Comité exécutif) de la Société. Le détenteur d'une option a le droit d'acheter "une" action ordinaire de la Société. Au total, 567.974 options ont été émises et distribuées aux bénéficiaires du programme. Les options ont été offertes gracieusement. En vertu du programme, les options doivent être utilisées entre le 28 juillet 2006 et le 27 juillet 2013, date après laquelle elles perdent toute valeur. Le prix d'exercice des options est fixé à 18,27 euros.

Le tableau ci-dessous donne un résumé des informations concernant les options en suspens au 31 décembre 2004:

Options accordées	567.974
Options arrivées à terme en 2003	0
Options arrivées à terme en 2004	2.800

Options en suspens au 31 décembre 2004 565.174

6. Long Term Incentive Plan (tranche n° 6 et n° 6a)

Le 22 juin 2004, le Groupe a lancé un programme d'options sur actions (Long Term Incentive Plan - tranche n° 6 et n° 6a) à l'attention des membres du Comité de direction (désormais appelé Comité exécutif) de la Société et des directeurs employés aux niveaux A, B et C de la Société ou à des niveaux comparables du Groupe, défini par le Comité de direction (désormais appelé Comité exécutif) de la Société. Le détenteur d'une option a le droit d'acheter "une" action ordinaire de la Société. Au total, 488.880 options ont été octroyées aux bénéficiaires du programme. Les options ont été offertes gracieusement. En vertu du programme, les options de la tranche 6 ne peuvent être levées qu'entre le 10 août 2007 et le 10 août 2011, date après laquelle elles perdent toute valeur. Le prix d'exercice des options est fixé à 19,95 euros.

Les options accordées dans le cadre de la tranche n° 6a ne peuvent être levées qu'entre le 15 décembre 2007 et le 14 décembre 2011, date après laquelle elles perdent toute valeur. Le prix d'exercice des options est fixé à 24,02 euros.

**20. Avantages sociaux
suite**

Le tableau ci-dessous donne un résumé des informations concernant les options en suspens au 31 décembre 2004:

Options octroyées dans le cadre de la tranche 6 471.380

Options en suspens au 31 décembre 2004 471.380

Options octroyées dans le cadre de la tranche 6a 17.500

Options en suspens au 31 décembre 2004 17.500

Les actions soumises au programme d'options sur actions sont couvertes par des actions détenues par la société et des produits dérivés.

21. Dettes financières

MILLIONS D'EUROS

2004

2003

Passif à long terme**247****558**Facilités de crédit multidevise renouvelables ¹

226

540

Facilités bancaires ²

6

7

Dettes de location-financement ³

15

11

Passif à court terme**239****72**Facilités bancaires non garanties ²

235

71

Dettes de location-financement ³

4

1

(1) Facilités de crédit multidevise renouvelables non garanties

La Société a négocié des facilités de crédit multidevise renouvelables non garanties qui arrivent à échéance en 2006 et 2008 pour un montant total de 817 millions d'euros. En général, les prélèvements sur ces lignes de crédit sont effectués pour des périodes allant d'un mois à un an. Ces facilités de prêt ne sont pas garanties.

La répartition par période s'établit comme suit:

21. Dettes financières
suite

MILLIONS D'EUROS	VALEUR		MONTANT		DEVISE	TAUX D'INTÉRÊT		DATE D'ÉCHÉANCE
	NOTIONNELLE		DÛ					
	2004	2003	2004	2003		2004	2003	
	-	365	-	152	USD	-	1,35%-1,42%	2004
			-	41	EUR	-	2,35%	
			-	33	AUD	-	1,98%-5,56%	
			-	20	GBP	-	3,65%	
			-	5	INR	-	5,45%-5,75%	
			-	5	TWD	-	1,13%-1,91%	2006
	377	315	7	91	USD	2,53%-3,48%	1,32%	
			79	167	EUR	2,31%-2,37%	2,31%-2,37%	
			7	7	KRW	4,5%	5,35%	
			-	19	AUD	-	5,2%-5,4%	
			4	-	TWD	1,51%-1,57%	-	
			4	-	INR	6,75%-7%	-	
			20	-	GBP	5,1%	-	2008
	440	40	88	-	USD	2,89%	-	
			17	-	AUD	5,69%-5,71%	-	
TOTAL	817	720	226	540				

Afin de gérer le risque de taux, le Groupe a affecté des swaps de taux destinés à couvrir les variations des intérêts des prêts en USD (Annexe 24).

⁽²⁾ **Facilités bancaires**

MILLIONS D'EUROS	DEVISE	2004			2003		
		MONTANT	TAUX	DATE	MONTANT	TAUX	DATE
		DÛ	D'INTÉRÊT	D'ÉCHÉ- ANCE	DÛ	D'INTÉRÊT	D'ÉCHÉ- ANCE
Facilités à long terme	EUR	6	1,92%- 4,11%	2008	-	-	-
	SEK	-	-	-	7	6,30%	Renouve- lables
Total des facilités à long terme		6*			7		

* garanties par des obligations à coupon zéro

MILLIONS D'EUROS	DEVISE	2004			2003		
		MONTANT	TAUX	DATE	MONTANT	TAUX	DATE
		DÛ	MOYEN PONDÉRÉ	D'ÉCHÉ- ANCE	DÛ	MOYEN PONDÉRÉ	D'ÉCHÉ- ANCE
Facilités à court terme	Multi- devise	235	3,13%	12/05	71	3,84%	03/04
Total des facilités à court terme		235*			71		

* garanties partiellement par des obligations à coupon zéro (9 millions d'euros)

21. Dettes financières
suite⁽³⁾ **Dettes de location-financement**

Les contrats de location conclus par le Groupe en tant que preneur se traduisent par des dettes financières dans le bilan, égales à la juste valeur à l'entrée en vigueur du contrat ou à la valeur actuelle des paiements de loyers minimaux, si elle est inférieure. Au 31 décembre 2004, ces dettes se chiffraient à 19 millions d'euros et porteront un intérêt de 10 millions d'euros jusqu'à leur date d'échéance.

Les dettes financières sont payables comme suit:

MILLIONS D'EUROS	2004			2003		
	TOTAL DES	CHARGES	VALEUR	TOTAL DES	CHARGES	VALEUR
	PAIEMENTS	D'INTÉRÊTS	ACTUELLE	PAIEMENTS	D'INTÉRÊTS	ACTUELLE
	FUTURS	NON		FUTURS	NON	
		EXPIRÉES			EXPIRÉES	
Échéance à 1 an maximum	6	2	4	2	1	1
Échéance entre 1 et 5 ans	16	5	11	10	5	5
Échéance supérieure à 5 ans	7	3	4	10	4	6
TOTAL	29	10	19	22	10	12

22. Autres dettes

Les dettes diverses se décomposent comme suit:

MILLIONS D'EUROS	2004	2003
Dettes fiscales	63	46
Dettes salariales	34	37
Dettes sociales	28	33
Intérêts courus non échus sur dettes	1	2
Autres dettes	85	87
TOTAL	211	205

Les dettes fiscales comprennent non seulement les dettes fiscales de chacune des sociétés du Groupe, mais également les impôts retenus pour compte de tiers.

Les dettes sociales recouvrent quant à elles essentiellement les cotisations de sécurité sociale en souffrance à la date de clôture.

Les autres dettes englobent toute une série d'éléments, tels que les garanties, les commissions aux clients, les dettes soumises à une gestion de trésorerie, etc.

A. Actuel**23. Provisions**

MILLIONS D'EUROS

ENVIRON-
NEMENTCOM-
MERCE

IMPÔTS

AUTRE

TOTAL

Provisions au 31 décembre 2003**20****107****86****114****327**

Changement du périmètre de consolidation

-

1

-

1

2

Provisions constituées au cours de l'exercice

9

64

49

117

239

Provisions utilisées au cours de l'exercice

(1)

(65)

(57)

(81)

(204)

Cession de Consumer Imaging

-

(23)

-

(25)

(48)

Provisions reprises au cours de l'exercice

-

(7)

(2)

(20)

(29)

Écarts de conversion

(1)

(3)

(3)

(2)

(9)

Transferts

(4)

(3)

-

11

4

Provisions au 31 décembre 2004**23****71****73****115****282**

Les provisions pour les engagements de nature commerciale comprennent les paiements ultérieurs aux clients concernant les biens et services acquis au cours de la période comptable. Il peut s'agir de primes ou de remises en nature ou en espèces accordées au client, d'engagements de garanties, de commissions perçues par les agents ou de pertes imminentes ou anticipées réalisées sur des contrats d'achat ou de vente.

Les autres provisions se rapportent principalement à des provisions pour frais de restructuration (Annexe 7). D'autres provisions ont été constituées en cas de litiges, de plaintes et d'issue négative des engagements.

Le Groupe est tenu de respecter les réglementations environnementales en vigueur dans les différents pays où il est représenté, y compris celles concernant les émissions atmosphériques et les eaux usées, la manipulation des substances dangereuses ainsi que la prévention et le nettoyage en cas de fuites et débordements. Le Groupe a engagé des dépenses et constitué des provisions considérables afin de se conformer aux normes et réglementations en vigueur. Les provisions pour la protection de l'environnement concernent la remise en état de sites, la modernisation des décharges et l'assainissement de terrains pollués par des activités industrielles antérieures. Les provisions pour la protection de l'environnement comprennent en outre des provisions pour les litiges concernant la contamination de l'environnement.

B. Non actuel

MILLIONS D'EUROS

Provisions au 31 décembre 2003**27**

Provisions constituées au cours de l'exercice

47

Cession de Consumer Imaging

(11)

Provisions utilisées au cours de l'exercice

(3)

Provisions reprises au cours de l'exercice

(12)

Écarts de conversion

-

Transferts

(5)

Provisions au 31 décembre 2004**43**

24. Instruments financiers dérivés

Les activités courantes du Groupe l'exposent aux risques de change, de taux et de crédit. Afin d'atténuer l'impact des fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt, le Groupe recourt à des instruments financiers dérivés. Bien que ceux-ci soient exposés au risque de fluctuations des cours du fait d'acquisitions, ces variations sont en général compensées par des effets en sens inverse sur les éléments couverts.

Risque de change**Éléments d'actif et de passif constatés**

Le risque de change désigne le risque de variation de la valeur d'un instrument financier en raison des fluctuations des cours de change. Le Groupe est exposé au risque de change à travers les ventes, les achats et les emprunts libellés dans une devise autre que la monnaie fonctionnelle de la société. Au 31 décembre 2004, les devises à l'origine de ce risque sont surtout le dollar américain, le dollar de Hong-Kong et la livre sterling.

De tels risques peuvent être couverts naturellement, par exemple lorsqu'une créance libellée dans une monnaie donnée est compensée par une ou plusieurs dettes dont le montant, l'échéance et la monnaie sont identiques. Ils peuvent également être gérés au moyen d'instruments financiers dérivés.

Le Groupe a recours à des contrats de change à terme pour gérer son risque de change résultant des créances commerciales, des dettes commerciales et des emprunts libellés dans une devise étrangère. Ces contrats de change à terme ont des échéances inférieures à un an.

Lorsque des prêts intragroupe engendrent des risques de change, ils sont entièrement couverts, soit naturellement, soit au moyen d'instruments financiers dérivés. Le risque de change résultant des engagements financiers est géré à l'aide de contrats de change à terme.

Lorsque des instruments financiers dérivés sont utilisés pour couvrir économiquement le risque de change d'un actif ou passif monétaire constaté, aucune comptabilité de couverture n'est appliquée. L'évolution de la juste valeur de ces instruments financiers dérivés est inscrite au compte de résultat.

Au 31 décembre 2004, le Groupe a été exposé au risque de change suivant concernant les instruments financiers primaires faisant partie du fonds de roulement et de la dette financière:

MILLIONS D'EUROS	31 DÉCEMBRE 2004		31 DÉCEMBRE 2003	
	ACTIF	PASSIF	ACTIF	PASSIF
Risque de change	431	558	617	352
Couvertures naturelles	(83)	(83)	(128)	(128)
Instruments financiers dérivés en suspens	(287)	(373)	(193)	(169)
Risque de change résiduel net	61	102	296	55

Transactions prévues et engagements fermes

Le Groupe a affecté des contrats d'options sur devise (valeur notionnelle de 35 millions d'euros) et des contrats de change à terme (valeur notionnelle de 35 millions d'euros) aux "couvertures des flux de trésorerie" de son risque de change en USD et HKD liés aux achats de biens prévus sur les 6 prochains mois. La partie du bénéfice ou de la perte au niveau de l'instrument de couverture défini comme une couverture effective est inscrite directement dans les fonds propres (31 décembre 2004: +1 million d'euros).

Couverture de la participation nette dans une filiale étrangère

Le Groupe a recouru à des prêts bancaires libellés en dollars américains et à des contrats de change à terme pour couvrir le risque de change découlant de sa participation nette dans sa filiale aux États-Unis (Agfa Corporation).

**24. Instruments
financiers dérivés**
suite

MILLIONS D'EUROS	31 DÉC. 2004	31 DÉC. 2003
Prêts bancaires libellés en USD	119	295
Contrats de change à terme	381	205
TOTAL	500	500

Au 31 décembre 2004, la couverture de l'investissement net dans Agfa Corporation (USA) a été déterminée comme étant effective, et a été directement admise dans les fonds propres à la suite de la partie réelle du bénéfice sur les instruments de couverture (92 millions d'euros après impôts).

Risque de taux

Le risque de taux désigne le risque de variation de la valeur d'un instrument financier en raison des fluctuations des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt du Groupe au 31 décembre 2004 était géré via des swaps de taux d'intérêt dont la valeur notionnelle était de 175 millions d'euros. Le Groupe n'a affecté qu'une partie seulement (37 millions d'euros) de ses swaps de taux d'intérêt aux "couvertures des flux de trésorerie". La partie du bénéfice ou de la perte au niveau de l'instrument de couverture défini comme une couverture effective est inscrite directement dans les fonds propres (31 décembre 2004: -0,2 million d'euros).

Risque de crédit

Le risque de crédit désigne le risque que l'une des parties ne s'acquitte pas de son obligation et entraîne de ce fait une perte financière pour l'autre partie. Le Groupe n'exige pas de garantie pour les actifs financiers. La Direction a mis une politique de crédit en place et contrôle régulièrement l'exposition au risque de crédit. Des contrôles de solvabilité sont effectués pour tous les clients demandant un crédit supérieur à un montant donné.

Les placements sont limités aux placements liquides assortis de contreparties dont la notation est égale ou supérieure à celle du Groupe. Les transactions impliquant des instruments financiers dérivés ne sont autorisées qu'avec des contreparties présentant des notations plus élevées.

Aucune concentration significative du risque de crédit n'a pu être observée à la date de clôture du bilan. Les valeurs comptables des actifs financiers, y compris les instruments financiers dérivés dans le bilan, reflètent le risque de crédit maximal.

Risque de marché

Le risque de marché désigne le risque de variation de la valeur d'un instrument financier en raison des fluctuations des prix du marché.

En 2001, la société a négocié une transaction d'échange d'actions afin de couvrir partiellement le risque potentiel de prix relatif aux actions soumises au programme d'options sur actions (Long Term Incentive Plan n° 3, Annexe 20B). Cette transaction était considérée comme une couverture en juste valeur avec des modifications de la juste valeur de l'élément couvert et de l'instrument de couverture comptabilisé dans le compte de résultat.

**24. Instruments
financiers dérivés
suite**
Justes valeurs - valeurs notionnelles

Les justes valeurs correspondent aux valeurs marchandes actuelles (cours inscrits à la cote ou calculés au moyen de techniques estimatives) des instruments financiers dérivés, indépendamment de tout mouvement en sens contraire de la valeur des transactions couvertes.

Les justes valeurs des contrats d'intérêt dérivés sont estimées en actualisant les flux de trésorerie futurs escomptés à l'aide des taux d'intérêt actuels du marché et de la courbe de rendement sur le terme restant de l'instrument. La juste valeur des contrats de change à terme est leur prix du marché coté à la date du bilan, c'est-à-dire la valeur actuelle du prix à terme coté.

Les valeurs notionnelles désignent le volume des produits dérivés en cours à la date de clôture du bilan. Elles ne reflètent donc pas l'exposition du Groupe aux risques découlant de telles transactions.

Les valeurs notionnelles ou contractuelles et les justes valeurs respectives des instruments financiers dérivés sont présentées ci-dessous:

MILLIONS D'EUROS	VALEUR NOTIONNELLE OU VALEUR CONTRACTUELLE		JUSTE VALEUR	
	31 DÉC. 2004	31 DÉC. 2003	31 DÉC. 2004	31 DÉC. 2003
Contrats de change à terme	1.111	691	6	6
Options sur devises	35	265	1	13
Swaps de devises	-	30	-	6
Instruments de couverture des taux d'intérêt	175	568	(1)	(10)
Autres instruments financiers dérivés	7	6	4	3
TOTAL			10	18

Titrisation des créances commerciales

Depuis plusieurs années, le Groupe a conclu avec une banque internationale un accord de titrisation portant sur la vente des créances commerciales pour un montant de 61 millions d'euros.

25. Baux d'exploitation
Contrats en tant que preneur

Le Groupe loue principalement des bâtiments et des infrastructures en vertu de divers contrats de location-financement. Les futurs paiements de loyers relatifs à ces baux d'exploitation non résiliables doivent être effectués comme suit:

MILLIONS D'EUROS	2004	2003
Échéance à 1 an maximum	26	42
Échéance entre 1 et 5 ans	50	80
Échéance supérieure à 5 ans	5	17
TOTAL	81	139

Contrats en tant que bailleur

Le Groupe loue d'autres équipements dans le cadre de locations-financements. Les paiements de loyers résultant des baux d'exploitation non résiliables sont répartis comme suit:

25. Baux d'exploitation
suite

MILLIONS D'EUROS	2004	2003
Échéance à 1 an maximum	15	15
Échéance entre 1 et 5 ans	23	20
Échéance supérieure à 5 ans	-	3
TOTAL	38	38

MILLIONS D'EUROS	2004	2003
Émission et endossement de factures	5	12
Cautions	18	12
Garanties	3	4
Autre	5	9
TOTAL	31	37

26. Engagements et dettes éventuelles

Le total des engagements d'achats se rapportant aux principaux projets de dépenses en capital dont les contrats respectifs ont déjà été alloués ou les commandes déjà placées s'élève à 5 millions d'euros au 31 décembre 2004 (2 millions d'euros en 2003).

Transactions avec les administrateurs et les membres du Comité exécutif**27. Transactions avec des tiers**

En 2004, le montant accordé au Comité exécutif s'est élevé à 4.092.477 euros (6.709.830 euros en 2003). Les émoluments des membres retraités du Comité exécutif et leurs charges additionnelles s'élèvent à 1.662.213 euros (2.373.650 euros en 2003).

Les provisions pour retraites pour les membres et les membres retraités du Comité exécutif, qui se chiffrent à 18.983.000 euros, se reflètent dans le bilan du Groupe au 31 décembre 2004.

En 2004, une rémunération globale de 696.834 euros a été versée aux membres du Conseil d'administration (553.334 euros en 2003).

Au 31 décembre 2004, aucun prêt à recouvrer auprès des membres du Comité exécutif ou du Conseil d'administration n'est à signaler.

Autres transactions avec des tiers

Les transactions avec des sociétés apparentées sont essentiellement des transactions commerciales et sont négociées au prix normal du marché. Les recettes et les dépenses liées à ces transactions sont négligeables pour les états financiers consolidés dans leur ensemble.

28. Revenu par action**Résultat de base par action**

Le résultat de base par action au 31 décembre 2004 est calculé sur la base de la perte nette imputable aux actionnaires ordinaires à concurrence de 143 millions d'euros (bénéfice net de 323 millions d'euros en 2003) et d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant l'exercice se terminant le 31 décembre 2004 de 126.008.540 (132.045.438 en 2003).

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires se calcule comme suit:

Nombre d'actions ordinaires au 1 ^{er} janvier 2004	126.000.000
Effet des actions propres détenues	8.540
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires au 31 décembre 2004	126.008.540

	2004	2003
Résultat de base par action (en euro)	(1,14)	2,44

Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action au 31 décembre 2004 est calculé sur la base de la perte nette imputable aux actionnaires ordinaires à concurrence de 143 millions d'euros (bénéfice net de 323 millions d'euros en 2003) et d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant l'exercice se terminant le 31 décembre 2004 de 126.295.625.

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (dilué) se calcule comme suit:

Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires au 31 décembre 2004	126.008.540
Effet des options sur actions sur l'émission (Annexe 20)	287.085
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (dilué) au 31 décembre 2004	126.295.625

En 2004, la juste valeur moyenne par action ordinaire était de 22,07 euros.

	2004	2003
Résultat dilué par action (en euro)	(1,13)	2,44

La société mère du Groupe est Agfa-Gevaert S.A., dont le siège se trouve à Mortsel/Belgique.
Ses principales filiales sont les suivantes:

29. Sociétés du groupe

PARTICIPATIONS DANS DES FILIALES ET AUTRES SOCIÉTÉS

GRUPE AGFA-GEVAERT

31 DÉCEMBRE 2004

SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

RAISON SOCIALE	SIÈGE	PARTICIPATION EFFECTIVE EN %
Agfa (Pty.) Ltd.	Isando/Rép. d'Afrique du Sud	100
Agfa (Wuxi) Imaging co., Ltd.	Wuxi/Rép. populaire de Chine	99,90
Agfa (Wuxi) Printing Plate Co. Ltd.	Wuxi/Rép. populaire de Chine	100
Agfa ASEAN Sdn. BHD	Petaling Jaya/Malaisie	100
Agfa België N.V.	Mortsel/Belgique	100
Agfa Corporation	Ridgefield Park/États-Unis	100
Agfa de Mexico S.A. de C.V.	Colonia Escandon/Mexique	99,80
Agfa Deutschland Vertriebsgesellschaft GmbH & Cie	Cologne/Allemagne	100
Agfa Europe N.V.	Mortsel/Belgique	100
Agfa Finance France S.A.	Reuil-Malmaison/France	100
Agfa Finance Italy S.p.a	Milan/Italie	100
Agfa Finance N.V.	Mortsel/Belgique	100
Agfa Finance Poland Sp.z.o.o.	Varsovie/Pologne	100
Agfa Finance Pty. Ltd.	Burwood/Australie	100
Agfa Healthcare Germany GmbH	Bonn/Allemagne	100
Agfa Hong Kong Ltd.	Hong Kong/Rép. populaire de Chine	100
Agfa Hungaria Kft.	Budapest/Hongrie	100
Agfa Inc.	Etobicoke/Canada	100
Agfa India Ltd.	Thane/Inde	100
Agfa Industries Korea Ltd.	Kyunggi-do/Corée du Sud	100
Agfa Korea Ltd.	Séoul/Corée du Sud	100
Agfa Limited	Dublin/Irlande	100
Agfa NDT Ltd.	Coventry/Royaume-Uni	100
Agfa NDT S.A.	Limonest/France	100
Agfa s.r.o. (Tchéquie)	Prague/République de Tchéquie	100
Agfa Singapore Pte. Ltd.	Singapour	100
Agfa Sp. z.o.o.	Varsovie/Pologne	100
Agfa Taiwan Co Ltd.	Taipei/Taiwan	100
Agfa-Dotrix N.V.	Ghent/Belgique	100
Agfa-Gevaert A/S (Danemark)	Holte/Danemark	100
Agfa-Gevaert AB (Suède)	Kista/Suède	100
Agfa-Gevaert AEBE	Athènes/Grèce	100
Agfa-Gevaert AG	Leverkusen/Allemagne	100
Agfa-Gevaert AG/SA	Dübendorf/Suisse	99,12
Agfa-Gevaert Argentina S.A.	Buenos Aires/Argentine	100
Agfa-Gevaert B.V.	Rijswijk/Pays-Bas	99,99
Agfa-Gevaert Colombia Ltda	Bogota/Colombie	99,99
Agfa-Gevaert de Venezuela S.A.	Caracas/Venezuela	100
Agfa-Gevaert do Brasil Ltda.	Sao Paulo/Brésil	100
Agfa-Gevaert G.m.b.H.	Vienne/Autriche	100

29. Sociétés du groupe suite	RAISON SOCIALE	SIÈGE	PARTICIPATION EFFECTIVE EN %
	Agfa-Gevaert International N.V.	Mortsel/Belgique	100
	Agfa-Gevaert Investment Fund N.V.	Mortsel/Belgique	100
	Agfa-Gevaert Japan, Ltd.	Tokyo/Japon	100
	Agfa-Gevaert Limited (Australie)	Burwood/Australie	100
	Agfa-Gevaert Limited (Angleterre)	Brentford/Royaume-Uni	100
	Agfa-Gevaert Ltda. (Chili)	Santiago De Chile/Chili	100
	Agfa-Gevaert New Zealand Ltd.	Glenfield/Nouvelle-Zélande	100
	Agfa-Gevaert S.A. (France)	Reuil-Malmaison/France	99,99
	Agfa-Gevaert S.A.U.	Barcelone/Espagne	100
	Agfa-Gevaert S.p.a.	Milan/Italie	100
	Agfa-Gevaert, Lda.	Linda-a-Velha/Portugal	100
	Autologic Information International	Ramat-Gan/Israël	100
	Autologic Information International Inc.	Thousand Oaks/États-Unis	100
	Autologic Information International Ltd.	St. Albans/Royaume-Uni	100
	Autologic Information International Ltd.	Thousand Oaks/États-Unis	100
	Cea Aktiebolag	Strängnäs/Suède	100
	CEA Deutschland GmbH	Hambourg/Allemagne	100
	Identis S.A.	Reuil-Malmaison/France	57,77
	Lastra America Corporation	Jacksonville/États-Unis	100
	Lastra Attrezzature S.r.l.	Manerbio/Italie	60
	Lastra Deutschland GmbH	Hainburg/Allemagne	100
	Lastra Northern Europe B.V.	Etten-Leur/Pays-Bas	100
	Lastra S.p.a.	Manerbio/Italie	100
	Luithagen N.V.	Mortsel/Belgique	100
	Microgran S.r.l.	Manerbio/Italie	100
	Mitra Inc.	Waterloo/Canada	100
	New Prolmage America Inc.	Princeton/États-Unis	100
	New Prolmage Ltd.	Or Akiva/Israël	100
	OY Agfa-Gevaert AB	Espoo/Finlande	100
	Plurimetal do Brasil Ltda.	Rio de Janeiro/Brésil	100
	Printing Techniques, Ltd.	Northampton/Royaume-Uni	100
	Quadrat N.V.	Mortsel/Belgique	100
	Seifert X-Ray Ltd.	Coventry/Royaume-Uni	100
	Shanghai Agfa Imaging Products Co., Ltd.	Shanghai/Rép. populaire de Chine	100
	Société Européenne Eylau S.A.	Artigues près Bordeaux/France	100
	Symphonie On Line S.A.	Artigues près Bordeaux/France	100
	Talk Technology Inc.	Bensalem/États-Unis	100
	Western Lithotech Canada Ltd.	Ontario/Canada	100
	Western Lithotech Europe Ltd.	Delaware/États-Unis	100
	Xitron Europe Ltd.	Swindon/Royaume-Uni	100
	Xitron, Inc.	Ann Arbor/États-Unis	100

Filiales non prises en compte dans les états financiers consolidés
31 décembre 2004
29. Sociétés du groupe
suite

RAISON SOCIALE	SIÈGE	PARTICIPATION EFFECTIVE EN %
Agfa Argentina S.A.C.I. i.L.	Buenos Aires/Argentine	100
Agfa Deutschland Vertriebsverwaltungsgesellschaft mbH	Cologne/Allemagne	100
Agfa Holding Germany GmbH	Cologne/Allemagne	100
Agfa OOO Ltd.	Moscou/Fédération russe	100
Agfa-Gevaert Iran S.S.K.	Téhéran/Iran	76
Agfa-Gevaert Unterstützungskasse GmbH	Leverkusen/Allemagne	100
CAWO Photochemische Fabrik GmbH	Schrobenhausen/Allemagne	100
Cea America Corporation	Ridgefield Park/États-Unis	100
GST Grafic Service Team Verwaltungs GmbH	Leverkusen/Allemagne	100
GST Grafic-Service-Team GmbH & Co.	Leverkusen/Allemagne	100
Image Building N.V.	Anvers/Belgique	70
Mortselse Immobiliënvennootschap N.V.	Mortsel/Belgique	100
Tecsa S.A.S.	Les Loges en Josas/France	100

Sociétés associées
31 décembre 2004

RAISON SOCIALE	SIÈGE	PARTICIPATION EFFECTIVE EN %
Antwerp Digital Mainport C.V.	Anvers/Belgique	12,50
Digiplast N.V.	Mortsel/Belgique	20
Idoc N.V.	Bruxelles/Belgique	33,33
Lastra Imaging (UK) Ltd	Hertfordshire/Royaume-Uni	10
Lastra Niraj Pvt Ltd.	Bombay/Inde	39
Med2Rad	Macerata/Italie	30
Medicalis Corp.	Waterloo/Canada	23
Medivision Medical Imaging Ltd.	Yokneam Elit/Israël	16
PrintCity GmbH & Co. KG	Augsburg/Allemagne	14,50
PrintCity Verwaltungsgesellschaft mbH	Augsburg/Allemagne	12,48
Tecnografica S.r.l.	Brugherio/Italie	10

**30. Événements
postérieurs à la clôture**

Le 13 janvier 2005, le Groupe a acquis la totalité des actions de GWI. GWI est une société privée allemande créée en 1990 et basée à Bonn, en Allemagne, qui développe et commercialise des solutions informatiques administratives et cliniques destinées aux hôpitaux, principalement articulées sur sa solution informatique ORBIS® entièrement intégrée et évolutive.

La transaction a été conclue sur la base d'un versement à la signature de 256,5 millions d'euros et d'une indexation sur le résultat pouvant aller jusqu'à 95 millions d'euros, en fonction du respect de certains jalons commerciaux spécifiques. Le prix d'achat sera réglé en espèces. Le prix d'achat est, dans une certaine mesure, subordonné à des événements précisés dans la convention d'achat.

La partie conditionnelle, à savoir une indexation sur le résultat à concurrence de 95 millions d'euros, est supposée probable et peut être mesurée avec précision. Elle sera donc prise en compte dans le prix d'acquisition.

L'acquisition sera prise en compte selon la méthode comptable de l'achat et, en conséquence, les résultats des opérations de GWI seront inclus dans les états financiers consolidés du Groupe à dater du 14 janvier 2005.

Un projet visant à établir un bilan d'entrée de valeur comptable au 14 janvier 2005 aux normes IFRS est actuellement en cours. Un projet de répartition du prix d'achat a par ailleurs été lancé afin d'identifier des ajustements de la juste valeur et d'évaluer les différents postes à leur juste valeur en fonction des normes IAS/IFRS appropriées. Les résultats de ces projets devraient être inclus dans les comptes consolidés du 1er trimestre du Groupe.

Comptes Statutaires

Les pages suivantes sont extraites des états financiers d'Agfa-Gevaert N.V. établis conformément aux règles comptables belges. Le rapport de gestion du Conseil d'administration à l'Assemblée générale des actionnaires, les états financiers d'Agfa-Gevaert N.V. et le rapport du commissaire aux comptes seront déposés à la Banque Nationale de Belgique dans les délais légaux. Ces documents sont disponibles sur demande auprès du département Investor Relations de la société, ainsi qu'à l'adresse www.agfa.com/investors. Seuls les comptes annuels consolidés évoqués dans les pages précédentes représentent de manière complète et fidèle la situation et les prestations financières du Groupe Agfa-Gevaert.

Le rapport du commissaire aux comptes ne stipule pas de réserves et déclare que les comptes financiers non consolidés d'Agfa-Gevaert N.V. pour l'exercice qui a pris fin le 31 décembre 2004 représentent la situation et les prestations de la société de manière complète et fidèle, et ceci conformément à toutes les dispositions légales et statutaires.

MILLIONS D'EUROS		2004	2003
I.	Produits d'exploitation		
A.	Chiffre d'affaires	1.809	1.879
B.	Augmentation (+); diminution (–) des stocks de produits finis, travaux et en-cours de production	(37)	(6)
C.	Production immobilisée	88	98
D.	Autres produits d'exploitation	69	49
	Total produits d'exploitation	1.929	2.020
II.	Charges d'exploitation		
A.	Matières premières, consommables et fournitures destinées à la revente		
	1. Achats	1.108	1.109
	2. Augmentation (–); diminution (+) des stocks	3	(9)
B.	Services et autres biens	295	266
C.	Salaires, traitements et charges sociales	386	418
D.	Amortissement et perte de valeur sur frais de formation, immobilisations corporelles et incorporelles	140	148
F.	Augmentation (+); diminution (–) des provisions pour risques et charges	1	(26)
G.	Autres charges d'exploitation	11	12
	Total charges d'exploitation	1.944	1.918
III.	Résultat d'exploitation	(15)	102
IV.	Produits financiers	240	287
V.	Charges financières	(217)	(225)
VI.	Résultat courant avant impôts	8	164
VII.	Profits exceptionnels	6	99
VIII.	Charges exceptionnelles	(400)	0
IX.	Résultat de l'exercice avant impôts	(386)	263
IXbis.	B Affectation aux impôts différés	0	0
X.	Impôts sur les bénéfices	(2)	(25)
XI.	Bénéfice après impôts	(388)	238
XII.	Affectation aux réserves non taxées	0	0
XIII.	Bénéfice de l'exercice disponible à affecter	(388)	238
Affectation du résultat			
A.	Bénéfice à affecter	(153)	333
	1. Bénéfice de l'exercice à affecter	(388)	238
	2. Bénéfice reporté	235	95
B.	Prélèvements sur les capitaux propres	229	0
C.	Affectations aux autres réserves	(1)	(3)
D.	1. Bénéfice à reporter	0	(235)
F.	Bénéfice à distribuer	(75)	(95)

MILLIONS D'EUROS

31 DÉC. 2004

31 DÉC. 2003

Actif

II.	Immobilisations incorporelles	167	184
III.	Immobilisations corporelles	76	75
IV.	Immobilisations financières	3.417	3.269
V.	Créances à plus d'un an	16	0
VI.	Stocks et en-cours de production	181	221
VII.	Créances à moins d'un an	304	298
VIII.	Investissements	62	277
IX.	Disponibilités/Trésorerie	2	3
X.	Charges différées et produits à recevoir	9	4
		4.234	4.331

Passif

I.	Capital	140	140
II.	Primes d'émission	107	107
IV.	Réserves	413	855
V.	Report à nouveau	0	235
		660	1.337
VII.	Provisions et impôts différés	148	147
VIII.	Dettes à plus d'un an	722	522
IX.	Dettes à moins d'un an	2.647	2.275
X.	Charges à payer et revenus différés	57	50
		4.234	4.331

Mortsel, le 8 mars 2005

Commentaires sur les comptes annuels

Les comptes annuels, qui seront présentés à l'Assemblée générale des actionnaires le 26 avril 2005, ont été vérifiés par le Conseil d'administration pour contrôler leur conformité avec les principes d'évaluation cités plus haut et ont été approuvés par le conseil en tant que tels.

Les points suivants en particulier seront soumis à approbation lors de l'Assemblée générale:

Les comptes annuels ont été clôturés avec une perte de 387.411.081,31 euros pour l'exercice 2004.

Avant de proposer la répartition des bénéfices, le Conseil d'administration a confirmé une réduction de 11,2 millions d'actions pour l'année 2004 et a constaté qu'au 31 décembre 2004, Agfa-Gevaert N.V. possédait un total de 2,8 millions d'actions propres. Les actions détenues par la société à la date du paiement du dividende n'entrent pas en ligne de compte pour la perception de ce dividende. La compensation de capital proposée implique l'allocation de dividende de 126.054.680 d'actions.

Après enregistrement du transfert des résultats de l'année précédente (234.571.294,80 euros) et l'incorporation des réserves disponibles d'un montant de 229.072.432,86 euros, les résultats disponibles pour le montant de répartition s'élèvent à 76.232.646,35 euros pour l'exercice.

La proposition de répartition des bénéfices se présente comme suit:

- Remboursement du capital de 75.632.808 euros, 60 centimes par action (coupon n° 6).
Pour les actionnaires belges, cela représente un dividende net de 45 centimes par action, après déduction de 25% de précompte fiscal, payable à partir du 27 avril 2005. Pour les actionnaires non résidents, le dividende net peut être déterminé en tenant compte des traités de double taxation entre la Belgique et les différents pays. Les certificats nécessaires devraient être en notre possession pour le 9 mai 2005.
- L'allocation de 599.838,35 euros aux réserves.

Lors du Conseil d'administration du 22 juin 2004, une option d'achat d'actions a été accordée à la direction, conformément à l'article 523 du Code des sociétés. Cette décision est mentionnée dans le procès-verbal de la réunion: "À l'exception de MM. Verhoeven et Gedopt, qui se sont abstenus de participer au débat ou de faire entendre leur voix à ce sujet, le conseil a décidé à l'unanimité d'adopter le critère de la "Tranche VI" des options d'achat d'action prévu par le plan d'achat d'actions de la société, aux conditions exposées lors de la réunion...". MM. Verhoeven et Gedopt ont déclaré avoir informé par écrit le commissaire aux comptes de la société de leur position à cet égard.

Au cours de l'année 2004, les auditeurs Klynveld Peat Marwick Goerdeler (KPMG) ont reçu la somme de 2.125.390 euros pour leurs services d'audits et de conseils en matière fiscale et ce, en sus de leurs honoraires de commissaires aux comptes, c'est-à-dire:

- | | |
|--|-----------------|
| - Conseillers fiscaux KPMG (en Belgique et à l'étranger) | 357.631 euros |
| - Audit KPMG, principalement en rapport avec des activités exercées "en bon père de famille" | 1.767.759 euros |

Glossaire

carte à circuits imprimés (PCB)

Une fine plaque sur laquelle sont placés des puces et d'autres composants électroniques. Les ordinateurs se composent d'une ou plusieurs plaques.

computer-to-film

Procédé dans lequel le lay-out de pages, p. ex. des journaux ou des magazines, est copié numériquement sur un film (transparent) directement à partir de fichiers informatiques. Les films sont ensuite traités par un procédé chimique et utilisés pour produire les plaques d'impression.

computer-to-plate

Procédé dans lequel le lay-out de pages imposées, p. ex. des journaux ou des magazines, est copié numériquement sur des plaques d'impression directement à partir de fichiers informatiques sans l'utilisation intermédiaire de film.

CT (tomodensitométrie)

Un CT scan utilise une série de rayons X pour créer des 'tranches' d'images de l'organisme. La gamme des produits Agfa ne propose pas de CT scans, mais ses *tireuses papier* peuvent y être connectées pour fournir des tirages de haute qualité et ses systèmes PACS sont utilisés pour gérer les images numériques.

Electronic Patient Record (EPR)

Le dossier patient électronique représente l'alternative au dossier papier du patient. L'EPR contient toutes les données relatives au patient et notamment ses données démographiques, ses demandes et résultats d'examens, ses rapports de laboratoire, ses clichés radiographiques et protocoles, ses plans de traitement, etc., et on y a facilement accès quel que soit l'endroit où l'on se trouve dans l'hôpital et en dehors.

enregistrement sonore (film pour)

Ce type de film à base de polyester a été spécialement conçu pour l'enregistrement et l'impression de tous les types courants de bandes sons, notamment analogiques, Dolby, Digital, DTS (Digital Theater Systems) et SDDS (Sony Dynamic Digital Sound).

épreuve

- **épreuve contractuelle**
Une épreuve contractuelle est une épreuve approuvée par le client (celui qui achète le tirage) et qui représente la manière dont les couleurs seront reproduites sur la presse. L'imprimeur conclut donc un 'contrat' couleur avec son client. Cette 'représentation' du résultat final est rendue possible grâce aux systèmes logiciels de gestion des couleurs high-tech d'Agfa.
- **épreuve d'imposition**
Permet à l'imprimeur de déterminer si la position des pages (imposition) sur la plaque est correcte; il s'agit d'un contrôle crucial avant l'impression parce que, sans une imposition adéquate, les pages ne seront pas imprimées dans l'ordre correct pour le processus de finition – pliage, reliage et découpage.

épreuve à distance

On parle d'épreuve à distance lorsqu'un imprimeur envoie un fichier numérique à un client ou à un concepteur qui se trouve en un autre endroit, où il est imprimé sur une tireuse d'épreuve numérique. On économise ainsi le temps qui aurait été nécessaire pour envoyer l'épreuve en un ou plusieurs endroits afin qu'elle soit approuvée.

film de copie couleur

Film sur lequel on copie la version master d'un film de cinéma. Ces copies sont distribuées dans tous les cinémas.

film graphique

Film en feuilles (polyester) sur lequel est capturée photographiquement ou numériquement une image; en quadrichromie, la mise en page de chaque couleur d'impression est reproduite sur un film séparé; le plus souvent, le film exposé constitue une étape intermédiaire dans la préparation des plaques d'impression ou des *cartes de circuit imprimé*.

IMPAX

voir PACS

impression flexographique

Procédé d'impression dans lequel des plaques d'impression flexibles composées d'un caoutchouc ou d'un photopolymère sont utilisées pour transférer directement l'encre sur le papier ou un autre substrat. Il est beaucoup utilisé dans l'industrie de l'emballage pour imprimer sur des matières flexibles telles que les enveloppes de polyéthylène, le tissu ou le plastique.

JDF

Norme industrielle en cours d'émergence créée pour simplifier la communication entre différents systèmes et applications utilisés dans l'industrie graphique - entre le prépresse, l'impression et la finition de tout projet d'impression et entre les systèmes de production et de gestion.

laser

Abréviation de Light Amplification by Stimulated Emission of Radiation: un dispositif qui amplifie une fréquence unique de la lumière dans le spectre pour créer un faisceau intense directionnel. Ce faisceau de lumière peut être utilisé pour écrire des données sur une plaque d'impression ou sur un film. Il existe des lasers thermiques et des lasers à lumière visible. Les premiers sont utilisés avec des matériaux thermosensibles, les seconds exposent des matériaux photosensibles et peuvent être divisés en faisceaux laser verts, violets et rouges. Le rouge est rarement choisi de nos jours car la popularité du laser violet a augmenté sensiblement en raison de son fonctionnement aisé, de sa grande fiabilité et de son moindre coût.

logiciel de gestion des projets

Logiciel qui permet à ses utilisateurs de suivre l'état d'avancement de leurs projets et de gérer les flux de production et la livraison de leurs différents projets en cours et de collaborer en ligne avec des clients et partenaires.

logiciel de gestion des flux de production

Logiciel qui permet aux opérateurs de gérer le processus de prépresse à l'aide d'une interface logicielle. Il rationalise aussi les flux d'opérations en automatisant les différentes étapes du processus de prépresse – et permet donc de gagner du temps et de réduire les coûts.

non-destructive testing

Permet de vérifier la structure et la tolérance des matériaux sans les endommager ou les déformer.

outillage photographique (film pour)

Un film qui offre la précision extrême nécessaire à la miniaturisation des circuits imprimés.

PACS (Picture Archiving and Communication System)

Les solutions PACS d'Agfa sont commercialisées sous le nom IMPAX. A l'origine, les systèmes PACS ont été mis au point pour permettre la gestion, la distribution et l'archivage efficaces des images diagnostiques des services de radiologie. Les évolutions technologiques et les développements logiciels spécifiques ont rapidement permis aux systèmes PACS d'Agfa d'être utilisés dans d'autres services hospitaliers aussi.

plaque d'impression

- analogique

Plaque d'impression composée d'un substrat d'aluminium de qualité et d'un revêtement conçu pour réagir à des niveaux relativement élevés de photoénergie ultraviolette (UV). Un film exposé (voir: film graphique) est mis en contact sous vide avec une plaque. La source de lumière UV copie la maquette du film sur la plaque. Dans ce cadre, les éléments de la maquette sont les parties opaques du film et le reste est transparent. La lumière UV n'atteint la plaque qu'aux endroits où le film est transparent. Un procédé de développement chimique attaque les parties exposées de la plaque et laisse les parties non exposées intactes. L'encre adhère aux parties exposées – ou traitées chimiquement – sur la presse d'impression.

- numérique

Plaque d'impression composée d'un substrat d'aluminium de haute qualité grainé et anodisé et d'un revêtement (argent ou photopolymère) plusieurs milliers de fois plus sensible que celui des plaques analogiques. Les lasers utilisés pour exposer ces plaques sont généralement basés sur l'énergie thermique ou la lumière visible. Les revêtements réagissent à l'énergie laser en induisant des modifications chimiques / physiques à la surface de la plaque. Comme les plaques analogiques, les plaques numériques sont ensuite traitées chimiquement pour créer une plaque prête à imprimer mais il existe aussi des technologies de plaques numériques ne nécessitant pas ce traitement.

plaque d'impression sans chimies

Une plaque d'impression qui n'a pas besoin de traitement chimique après l'étape d'imagerie.

voir également plaque d'impression et plaque d'impression sans traitement

plaque d'impression sans traitement

Une plaque d'impression qui n'a pas besoin de traitement supplémentaire après l'étape d'imagerie. Autrement dit, elle peut passer directement dans la presse d'impression.

voir également plaque d'impression

prépresse

Ensemble des étapes de la préparation et du traitement du contenu et des fichiers de document jusqu'à la création de la plaque analogique ou numérique, y compris la numérisation haute résolution des images, la sélection des couleurs, les différents types d'épreuves, etc.

radiographie directe (DR)

Technologie radiographique qui convertit l'énergie des rayons X en données numériques sans recourir à des plaques intermédiaires pour la capture de l'image. Ces données numériques génèrent une image diagnostique sur un PC. Le caractère numérique des données ouvre un large éventail de possibilités en matière d'optimisation ou de remplissage des images de même qu'en matière d'archivage des images sur les systèmes PACS.

voir également radiographie informatisée

radiographie informatisée (RI)

Technologie qui consiste à réaliser des images radiographiques avec un équipement radiographique traditionnel mais dans laquelle les images sont capturées sur des plaques réutilisables plutôt que sur un film radiographique à usage unique. L'information contenue sur les plaques est lue par un numériseur et fournit une image numérique. Un logiciel dédié (notamment MUSICA d'Agfa) peut être utilisé pour maximiser automatiquement la qualité des images lors de leur utilisation à des fins diagnostiques. Les images numériques peuvent également être complétées par des insertions manuelles (annotations, mesures, ...) et peuvent être archivées sur un système PACS.

voir également radiographie directe

reprographe (ou système de reprographie)

Dispositif utilisé pour imprimer des images médicales à partir de différentes sources : radiographies, *scanners*, *RMN*, *radiographie informatisée*, etc. Agfa produit les tireuses "mouillées" et "à sec". La technologie laser mouillée implique l'utilisation de solutions chimiques aqueuses pour développer les images. La technologie à sec imprime les images directement à partir de l'ordinateur sur un film spécial par effet thermique. La numérisation croissante des images n'a pas entraîné de baisse au niveau de la demande des tireuses papier. Au contraire, l'utilisation du papier continue d'augmenter, surtout dans le segment de l'impression à sec respectueuse de l'environnement.

RIS (Radiology Information System)

Solution informatisée pour la planification, le suivi et la communication de toutes les données relatives aux patients et à leurs examens dans les services de radiologie, c.-à-d. de la demande d'examen au protocole diagnostique du radiologue. Le RIS est étroitement lié au PACS (pour les images contenues dans les examens).

scanner IRM (imagerie par résonance magnétique)

Une imageuse médicale qui crée un champ magnétique autour du patient. Elle crée des images en envoyant des ondes radio dirigées vers les différentes parties du corps à examiner. La gamme des produits Agfa ne propose pas de CT scans, mais ses *tireuses papier* peuvent y être connectées pour fournir des tirages de haute qualité et ses systèmes PACS sont utilisés pour gérer les images numériques.

sérigraphie

Procédé d'impression pendant lequel une gaze en métal ou en nylon applique l'encre sur le papier et est imperméabilisée - par l'utilisation de pochoirs - dans les parties à ne pas imprimer.

système d'épreuve numérique

Système d'épreuve qui génère des épreuves d'imposition et des épreuves contractuelles couleur en utilisant les fichiers numériques qui serviront ensuite à réaliser les plaques d'impression.

voir également éprouvette

système d'exposition des plaques

Les systèmes d'exposition des plaques exposent le résultat de fichiers numériques sur une plaque qui est ensuite traitée et montée sur la presse. Il existe des systèmes d'exposition des plaques à plat ou à tambour. Dans les premiers, les plaques d'impression restent à plat pendant le traitement de l'image tandis que, dans les seconds, les plaques d'impression sont enroulées autour ou à l'intérieur d'un tambour.

voir également plaque d'impression

technologie à laser violet

Les technologies au laser violet exposent les plaques par la gamme violette du spectre de lumière visible, ce qui offre un débit rapide, permet une manipulation aisée des plaques et un degré de fiabilité élevé.

tête d'impression à jet d'encre

Le cœur d'une tireuse à jet d'encre. Elle contient plusieurs buses qui servent à pulvériser des gouttes d'encre.

tireuse à jet d'encre

Une tireuse qui dépose des gouttelettes d'encre de dimension extrêmement réduite sur du papier afin de créer une image, des plus petites pour les applications bureautiques aux plus grandes pour les applications industrielles en passant par les moyennes pour l'impression d'affiches, par exemple.

tireuse en format large

Une tireuse grand format, parfois appelée aussi tireuse

en format large, est une tireuse numérique qui imprime les photos sur des feuilles ou rouleaux de 24 pouces de large ou plus.

tramage

La création d'un motif de points de différentes tailles utilisé pour reproduire des images couleur ou sur une échelle de gris. Il existe différents types de tramage:

- Le tramage à modulation d'amplitude (AM) place un nombre fixe de points sur une grille orthogonale. La grille est mesurée en lignes par pouce (lpp). La taille ou l'amplitude du point est modulée selon les valeurs des teintes de l'image. Les teintes plus foncées génèrent des gros points et les zones plus claires des points plus petits.
- Le tramage à modulation de fréquence (FM), aussi appelé tramage stochastique, module le nombre ou la fréquence des points plutôt que leur taille. Les points ne sont pas placés dans un motif fixe mais sont espacés en fonction de la densité du sujet.
- Le tramage XM ou à *modulation croisée* utilise des écrans FM dans les zones éclairées et ombrées et AM dans les teintes moyennes. Toutefois, il utilise une technologie brevetée pour assurer une transition en douceur d'un tramage à l'autre et pour calculer le point le plus petit qu'une presse spécifique puisse accepter. Par conséquent, il offre tous les avantages des méthodes combinées de tramage sans les inconvénients. :Sublima est la première mise en pratique de la technologie XM qui est brevetée par Agfa.

tramage à modulation croisée

voir tramage

Publié par
Agfa-Gevaert N.V.
Corporate Communication
Septestraat 27
B-2640 Mortsel, Belgique
Tél.: +32.3.444 8001
Fax: +32.3.444 7485
www.agfa.com

AGFA et Agfa-rhombus sont des marques
déposées d'Agfa-Gevaert AG.

Photos cover: Rosemary Calvert/Getty Images
Photos p. 3, 4, 10, 14 © Verne, Gent
Mise en page & coordination de la traduction
Across Communications, Zwijnaarde
Lu's Paragraph, Mechelen

Seule la version anglaise du rapport annuel a une valeur
juridique. Les versions française, néerlandaise et allemande
sont des traductions du document original anglais.
La correspondance entre les versions a été vérifiée par
Agfa-Gevaert sous sa propre responsabilité.

MILLIONS D'EUROS	2004	2003	2002	2001	2000
Chiffre d'affaires	3.762	4.215	4.683	4.911	5.260
Coût des ventes	(2.265)	(2.449)	(2.705)	(3.119)	(3.171)
Bénéfice brut	1.497	1.766	1.978	1.792	2.089
Frais de distribution	(701)	(790)	(902)	(970)	(1.000)
Frais de recherche et de développement	(191)	(233)	(248)	(231)	(224)
Frais généraux d'administration	(268)	(297)	(277)	(310)	(279)
Autres produits d'exploitation	540	661	318	294	233
Autres charges d'exploitation	(1.004)	(579)	(476)	(839)	(418)
Résultat d'exploitation	(127)	528	393	(264)	401
Produits (charges) d'intérêts – net	(19)	(28)	(40)	(63)	(81)
Autres produits (charges) hors exploitation – net	(37)	(43)	(57)	(57)	(49)
Résultat hors exploitation	(56)	(71)	(97)	(120)	(130)
Résultat avant impôts	(183)	457	296	(384)	271
Impôts sur les bénéfices	39	(135)	(99)	133	(96)
Résultat net des sociétés consolidées	(144)	322	197	(251)	175
Intérêts minoritaires	1	1	-	1	1
Part des résultats des sociétés associées	-	-	(3)	(38)	(7)
Résultat net pour la période comptable	(143)	323	194	(288)	169
Résultat de base par action (en euros)	(1,14)	2,44	1,39	(2,06)	1,2
Résultat dilué par action (en euros)	(1,13)	2,44	1,39	(2,06)	1,2

MILLIONS D'EUROS	31 DÉC. 2004	31 DÉC. 2003	31 DÉC. 2002	31 DÉC. 2001	31 DÉC. 2000
Actifs					
Actifs immobilisés	1.011	976	1.174	1.233	1.487
Immobilisations incorporelles	338	325	456	403	379
Immobilisations corporelles	519	616	672	780	994
Investissements	38	32	40	49	114
Prêts à long terme	112	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés	4	3	6	1	-
Actifs circulants	2.035	2.652	2.717	3.006	3.411
Stocks	576	813	948	1.055	1.293
Créances commerciales	744	826	959	1.125	1.316
Autres créances et actifs divers	391	569	630	580	509
Liquidités et équivalents de liquidités	293	397	145	224	228
Charges à reporter	18	18	30	21	65
Instruments financiers dérivés	13	29	5	1	-
Impôts différés	310	211	268	288	172
Actif total	3.356	3.839	4.159	4.527	5.070
Passif					
Fonds propres	1.080	1.371	1.383	1.267	1.570
Capital social d'Agfa-Gevaert N.V.	140	140	140	140	140
Prime d'émission d'Agfa-Gevaert N.V.	107	107	107	107	107
Bénéfices non répartis	1.284	1.056	962	1.281	1.124
Réserves	(264)	(260)	(20)	(5)	-
Résultat net	(143)	323	194	(288)	169
Écarts de conversion	(44)	5	-	32	30
Intérêts minoritaires	2	2	3	1	7
Passif à long terme	1.052	1.424	1.598	1.894	1.825
Dettes pour avantages liés à la retraite	727	799	843	879	778
Dettes pour engagements de personnel	35	36	39	46	59
Dettes financières à plus d'un an	247	558	665	898	970
Provisions à plus d'un an	43	27	37	57	18
Instruments financiers dérivés	-	4	14	14	-
Passif à court terme	1.185	1.010	1.119	1.334	1.542
Dettes financières à moins d'un an	239	72	53	168	405
Dettes commerciales	369	304	322	352	281
Autres dettes	211	205	249	290	287
Dettes pour engagements de personnel	72	85	105	103	117
Provisions à moins d'un an	282	327	380	380	396
Produit reporté	5	7	9	31	56
Instruments financiers dérivés	7	10	1	10	-
Impôts différés	37	32	56	31	126
Passif total	3.356	3.839	4.159	4.527	5.070

MILLIONS D'EUROS	2004	2003	2002	2001	2000
Liquidités et équivalents de liquidités en début d'exercice	394	141	223	220	130
Résultat d'exploitation	(127)	528	393	(264)	401
Impôts courants	(84)	(102)	(70)	(17)	(116)
Pertes de dépréciation, d'amortissement et de valeur	291	216	270	434	286
Changements de la juste valeur des instruments financiers dérivés	4	3	(8)	9	-
Variation de provisions à long terme	(11)	(86)	(76)	91	(38)
(Plus-values)/moins-values sur reprise d'actifs à long terme	(17)	2	(27)	(27)	(7)
Plus-values sur cessions	(126)	(231)	-	-	-
Moins-values découlant de la vente de Consumer Imaging	270	-	-	-	-
Impôts sur cessions	46	63	-	-	-
Liquidités brutes résultant des activités d'exploitation	246	393	482	226	526
Diminution/(Augmentation) des stocks	81	80	70	282	(53)
Diminution/(Augmentation) des créances commerciales	(58)	62	125	223	120
Augmentation/(Diminution) des dettes commerciales	83	7	(17)	52	(7)
Variation de provisions à court terme	(34)	(9)	14	(61)	(45)
Autres variations du fonds de roulement	(13)	(11)	(63)	16	(105)
Liquidités nettes résultant des activités d'exploitation	305	522	611	738	436
Sorties de fonds pour acquisition d'immobilisations incorporelles	(12)	(28)	(41)	(26)	(21)
Sorties de fonds pour acquisition d'immobilisations corporelles	(100)	(150)	(126)	(160)	(194)
Rentrées de fonds résultant de la cession d'immobilisations incorporelles	1	-	1	1	10
Rentrées de fonds résultant de la cession d'immobilisations corporelles	55	8	58	50	84
Rentrées de fonds résultant des cessions	129	241	-	-	19
Rentrées (sorties) de fonds provenant des fonds propres et des titres de créance	6	6	(72)	(36)	(101)
Sorties de fonds pour acquisitions	(122)	-	(178)	(65)	(116)
Intérêts et dividendes perçus	18	24	48	45	64
Liquidités nettes provenant des/(consacrées aux) activités d'investissement	(25)	101	(310)	(191)	(255)
Augmentation de capital	-	-	-	-	2
Distribution de dividendes aux actionnaires	(95)	(67)	(32)	(63)	(46)
Rachat d'actions propres	-	(253)	(12)	-	-
Émissions nettes de titres de créances	(231)	19	(261)	(336)	96
Intérêts versés	(39)	(56)	(87)	(106)	(139)
Autres rentrées/sorties de fonds	(22)	(1)	16	(40)	(10)
Liquidités nettes consacrées aux activités de financement	(387)	(358)	(376)	(545)	(97)
Variations de liquidités et d'équivalents de liquidités résultant des activités courantes	(107)	265	(75)	2	84
Variations de liquidités et d'équivalents de liquidités résultant de changement du périmètre de consolidation	-	-	1	-	4
Variations de liquidités et d'équivalents de liquidités résultant des fluctuations des cours de change	3	(12)	(8)	1	2
Liquidités et équivalents de liquidités en fin d'exercice	290	394	141	223	220

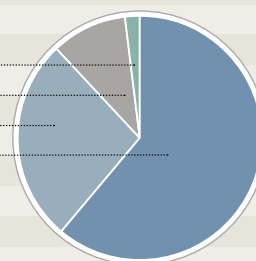
Bloc-notes de l'actionnaire

Lieux de cotation
Ticker Reuters
Ticker Bloomberg
Datastream

Bourses de Bruxelles et de Francfort
AGFAt.BR/AGEG.DE
AGFB BB/AGE GR
B:AGF

Structure de l'actionariat

2 %	Actions propres
10 %	Highfields Capital Management
27 %	Gevaert
61 %	Actionnariat flottant



Données par titre

Premier jour de cotation	Le 1 ^{er} juin 1999
Nombre d'actions en circulation au 31 déc. 2004	126.054.680
Capitalisation boursière au 31 déc. 2004	3.215 millions d'euros

En euros	2004	2003	2002	2001	2000
Bénéfice par titre (résultat net)	(1,14)	2,44	1,39	(2,06)	1,21
Flux de trésorerie nets d'exploitation par titre	2,42	3,95	4,38	5,27	3,11
Dividende brut	0,60	0,75	0,50	0,23	0,45
Cours de fin d'année	24,96	22,60	21,25	15,19	25,39
Cours maximum de l'année	25,90	22,71	21,41	25,85	29,16
Cours minimum de l'année	18,24	16,35	12,95	10,90	17,07
Volume moyen des titres échangés/jour	364.220	207.507	156.681	136.710	225.084
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires*	126.008.540	132.045.438	139.611.425	139.927.261	140.000.000

* actions en circulation, hors actions propres

Cours de l'action Agfa par rapport à l'indice BEL-20



Adresse de contact pour les actionnaires

Département Investor Relations
Septestraat 27
B-2640 Mortsels, Belgique
www.agfa.com/investors

Tél.: +32-(0)3-444 3923
Fax: +32-(0)3-444 44 85
investor.relations@agfa.com

Calendrier financier 2005-2006

Assemblée générale annuelle	Le 26 avril 2005 à 11 heures
Assemblée générale extraordinaire	Le 26 avril 2005, après l'Assemblée générale
Paiement du dividende 2004	Le 27 avril 2005
Résultats du 1 ^{er} trimestre 2005	Le 12 mai 2005
Résultats semestriels pour 2005	Le 18 août 2005
Résultats du 3 ^{ème} trimestre 2005	Le 17 novembre 2005
Résultats annuels 2005	Mars 2006
Assemblée générale annuelle	Le 25 avril 2006, à 11 heures